

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

CC,MW/vg

Commission de la Culture et Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 29 mars 2011

ORDRE DU JOUR :

Echange de vues avec Madame la Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au sujet du financement et de l'organisation de l'enseignement musical

*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. André Bauler remplaçant Mme Lydie Polfer, Mme Anne Brasseur, Mme Marie-Josée Frank, M. Jacques-Yves Henckes remplaçant M. Fernand Kartheiser, M. Mill Majerus, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, M. Ben Scheuer, M. Marc Spautz, membres de la Commission de la Culture

Mme Claudia Dall'Agnol, M. André Bauler remplaçant M. Paul Helmingier, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Camille Gira, M. Claude Haagen, M. Jacques-Yves Henckes remplaçant M. Gast Gibéryen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Jean-Paul Schaaf, M. Raymond Weydert, membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Pol Schmoetten, Commissaire à l'Enseignement musical, du Ministère de la Culture
M. Marc Leonhard, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Carole Closener, Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Lydie Err, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Polfer, membres de la Commission de la Culture

M. Gast Gibéryen, M. Paul Helminger, M. Gilles Roth, membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

*

Présidence : Mme Martine Mergen, Présidente de la Commission de la Culture

M. Ali Kaes, Président de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

*

Echange de vues avec Madame la Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au sujet du financement et de l'organisation de l'enseignement musical

Cette réunion a été convoquée à la demande du groupe parlementaire *déi gréng*. Dans leur demande du 26 janvier 2010 (cf. Annexe 1), « déi gréng » se sont référés à l'interpellation du 12 juin 2008 de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal (cf. Annexe 2), à la consultation annoncée par Madame la Ministre de la Culture et à la prise de position du SYVICOL du 14 décembre 2009 (cf. Annexe 3).

L'organisation de l'enseignement musical au Luxembourg se caractérise par une grande hétérogénéité autant en ce qui concerne les structures et les modes de fonctionnement que l'offre et la tarification. Dans certaines régions, l'enseignement musical est essentiellement dispensé par les conservatoires et les écoles de musique, alors que d'autres régions ont favorisé le développement de cours de proximité.

La base légale de l'harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal réside dans la loi modifiée du 28 avril 1998 qui régit, dans son chapitre VI, le financement de l'enseignement musical dans les termes suivants :

« Art. 12.

Les frais de fonctionnement de l'enseignement musical dispensé par les institutions visées par la présente loi, sont à charge des communes ou des syndicats de communes dont relèvent ces institutions.

L'Etat participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions. Cette participation ne peut pas dépasser la somme de sept millions trois cent soixante-sept mille euros par exercice budgétaire à commencer par l'année 2005. Cette participation est adaptée annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'Etat.(...) »

En pratique, d'après le SYVICOL (cf. Annexe 3), la participation de l'Etat représenterait actuellement un quart du coût total des rémunérations. La contribution du Fonds communal de dotation financière étant identique à la participation étatique, les communes supporteraient la moitié des rémunérations du personnel enseignant.

La participation et le remboursement des communes étant très inégaux d'une commune à l'autre, les droits d'inscription pratiqués par les différentes institutions varient fortement. Ainsi la tarification d'un cours répercutée sur un élève peut varier du simple au quintuple, voire

plus, selon la commune. Certaines communes fixent le minerval des élèves non-résidents à un niveau très élevé, de sorte qu'en cas de non-remboursement par les communes de résidence des frais aux élèves, cela revient à exclure certaines couches sociales de l'enseignement musical.

Madame la Ministre confirme que les consultations annoncées ont eu lieu avec les milieux concernés au cours des trois dernières années et rappelle que selon le programme gouvernemental « *La loi sur l'harmonisation de l'enseignement musical sera soumise à une révision, révision qui se fondera sur le principe de la proximité pour l'enseignement musical de base, à organiser dans toutes les communes, et celui de la régionalisation pour l'ensemble de l'enseignement musical.* »

Le défi, selon Monsieur le Ministre, consiste à concilier le principe de l'autonomie communale avec la mise en place d'un modèle équitable au niveau national qui permette l'accès de tous les citoyens aux mêmes services à des tarifs et des conditions similaires.

La révision de la loi modifiée du 28 avril 1998 devra tenir compte de la situation actuelle : face à une demande croissante de jeunes qui développent et cultivent un goût pour la musique, de plus en plus de communes sont confrontées à des difficultés de financement de l'enseignement musical. Une solution pourrait consister à revoir le plafonnement de la participation étatique. Toutefois, au-delà des aspects liés au financement, la réforme devra également inclure des éléments structurels.

Afin de maintenir l'offre existante, d'un point de vue qualitatif et quantitatif, il est impératif d'organiser l'enseignement de manière rationnelle, impliquant une nouvelle hiérarchisation des niveaux, et de façon régionale afin que les élèves puissent bénéficier d'une bonne formation, indépendamment de leurs origines sociales. Une plus grande régionalisation induit une meilleure collaboration entre communes et une harmonisation du minerval. La régionalisation pourrait impliquer également la mise en place d'une carte scolaire. Les efforts d'harmonisation devront préserver une certaine flexibilité afin de faciliter l'adaptation aux particularités qui existent sur le terrain.

Pour les détails chiffrés concernant l'enseignement musical, il est prié de se référer à l'annexe 4.

Un projet de loi devrait être déposé par le gouvernement durant la deuxième moitié de l'année 2011.

Echange de vues

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les membres des deux Commissions s'accordent pour dire que l'harmonisation de l'enseignement musical n'est pas achevée.
- Selon le groupe parlementaire « déi gréng » il pourrait être opportun de réfléchir à une nouvelle clé de répartition des frais entre les communes et l'Etat et une révision du plafonnement prévu par l'article 12. Ainsi, les charges financières liées à l'enseignement de base pourraient être supportées à raison de 50% par les communes et 50% par l'Etat. En revanche, l'enseignement moyen et l'enseignement de pointe seraient pris en charge par l'Etat.
- Dans le cadre de la réforme, il pourrait être également utile de s'interroger sur le caractère obligatoire ou facultatif de l'offre du service « enseignement musical ». L'enseignement musical pourrait ainsi devenir un droit (et non une obligation) pour le

citoyen. Dans ce contexte, il pourrait être opportun de mener une réflexion sur le contenu et la méthodologie.

- Le partage des responsabilités pourrait être revu. Ainsi les communes pourraient être tenues d'offrir les infrastructures nécessaires à l'enseignement musical, mais les rémunérations des enseignants seraient prises en charge par l'Etat, à l'instar de l'enseignement fondamental.
- Les types actuels d'enseignement, à savoir les conservatoires, les écoles de musique et les cours de musique, ont fait leurs preuves et ne seront pas remis en question par la réforme. De même, il ne paraît pas nécessaire d'augmenter le nombre de conservatoires.

Luxembourg, le 29 mars 2011

La secrétaire,
Carole Closener

La Présidente de la Commission de la
Culture,
Martine Mergen

Le Président de la Commission des Affaires
intérieures, de la Grande Région et de la
Police,
Ali Kaes

Annexes :

Annexe 1 : Demande du 26 janvier 2010 du groupe parlementaire déi gréng

Annexe 2 : Interpellation du 12 juin 2008 de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

Annexe 3 : Prise de position du SYVICOL du 14 décembre 2009

Annexe 4 : Enseignement musical au Luxembourg

Jeudi,
12 juin 2008

basieren op den Artikel 138 vum eiseem Reglement an en Umwendung vum Artikel 4 (5).
Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Madame Natty Klein est désignée membre du Centre pour l'égalité de traitement.

Mir kommen dann zum leschte Projet de loi vum haut de Mëtteg, ier mer en d'Interpellatioun kommt. Dat ass de Projet 5597, eng Ofännerung vum Code d'Instruction criminelle. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 186, 820 et 621 du Code d'Instruction criminelle et abrogation de l'article 188 dudit code - Second vote constitutionnel

Rapport de la Commission juridique

MM. Christine Doerner (CSV), rapporteur. - An der Sëtzung genau virun dräi Méint, dat war den 11. März 2008, ass de Projet 5597 à l'unanimité gestëmmt ginn, trotz enger Opposition formelle vum Conseil d'Etat op e gewësse Punkt vum deemem Projet. An zwar war dat de Rapport écrit et motivé vum Juge d'Instruction am Kader vum enger Ordinance de renvoi.

Wann ech zréckginn, da kann een dat folgendermoossen erklären. D'Regierung hat e Projet de loi eragin, wou de Rapport écrit et motivé erageholl ginn ass, wat de Juge d'Instruction betrëft. D'Commission war der Meinung, de Rapport écrit misst op jiddo Fall obligatoresch bei enger Renvoi virun der Chambre criminelle drabehale ginn.

Duerfir huet d'Commission juridique an Amendement gemaach. Deen Amendement ass zréck bei de Conseil d'Etat gaangen. De Conseil d'Etat huet doropshin eng Opposition formelle gemaach an hien huet dat net gutgeheescht.

Doropshin ass de Projet erëm an Kéier an d'Commission kamm. D'Commission huet sech nach eng Kéier beapert, aus folgenden Ursachen raus: Eischens emol, weil eng Affaire criminelle eppes Komplizierter ass, ass et wichteg, dass de Juge d'Instruction domat bedeelegt ass oder sà Rapport ke maachen; awer och op Ufro vu Cabinet d'Instructione selwer. D'Juge d'Instruction waren der Meinung, et wär wichteg, dass d'Prozedur géif oprechterhele ginn.

Déi Opposition formelle ass nach eng Kéier widerholl gl vum Conseil d'Etat. D'Commission huet sech awer erëm dorop baséiert, dass aus deenen Ursachen, wou ech gesot hunn, et wichteg wär dat béizebehalen. Dinn ass dat à l'unanimité hei an der Chamber votéiert ginn.

Weil awer déi Opposition formelle war, mussen mer haut en enger deuxième Lecture nach eng Kéier heiderop zréckkommen. Ech géif bidden esou ofzestëmme, wéi mer déi éischte Kéier ofgestëmmt hunn.

Merçi.

MM. Plusieurs voix. - Très bien!

MM. M. le Président. - Merçi, Madame Doerner. Mir kënnen dann och hei zum Vote kommen.

Discussion générale

MM. M. Xavier Bettel (DP). - Hér Président!

MM. M. le Président. - Jo?

MM. M. Xavier Bettel (DP). - Just ganz kuerz, weil no all deene Projeten, vum deenen d'Madame Doerner Rapporteur war, wéi ech vun all de Kollegen hei vum alle Bänken awer de Madame Doerner Merçi soe fir de méndeliche Rapport virun eis, doe soss net gemaach ginn ass, wa mer direkt un de Vote kommen. Ech woult dat am Numm vun eis allegueren maachen.

MM. Plusieurs voix. - Très bien!

MM. M. le Président. - Ech hat schonn am Numm vun eis allegueren der Madame Doerner Merçi gesot, mä doppelt genéit hätt besser, Hér Bettel. Mir kommen dann zum Vote.

Second vote constitutionnel

De Projet 5597 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentoun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Moser), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Gessner, Norbert Haupt, Mme Françoise Helto-Gaasch, MM. Ali Kees, Paul-Henri Meyers, Laurent Moser, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Senter, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, M. M. Nancy Arendt, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudine Dell'Agnoli, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Mutsch (par Mme Claudine Dell'Agnoli), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Elgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerans, Paul Heiminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wegner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum eiseem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vum honnabellen Hér Gira iwwert den Enseignement musical am kommunale Secteur. Hér Gira. Dir hutt d'Wuert.

8. Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

MM. M. Camille Gira (DÉ GRÉNG), interpellateur. - Hér Président, Dir Dammen an Dir Härren, ech wéi direkt am Ufank vun dëser Interpellatioun dor hiweisen, dass ech se den 13. Juli 2005 agereecht hunn. Ech weess net, ob d'Madame Statsekretärin nach net prett ass, fir meng Froen ze äntwerten. Ass se énnernwee? Gutt, dann hofle mer, dass se geschwénn aleest, well si hat jo elo bal dräi Joer Zäit.

MM. M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Si hat net geduecht, dat lénneel Projeten an enger hallier Stonn gélfen evaluéiert ginn.

MM. M. Camille Gira (DÉ GRÉNG), interpellateur. - Gutt. Dann hofle mer, dass se geschwénn hei ass, well dat sinn elo bal dräi Joer. Ech wéi déi Bemierkung maachen, fir ze seen, dass dat en Zäitpunkt war ier d'Wellen érn déi nei Tarifier vum Conservatoire du Nord héichgeschloe sinn.

Ech wéi awer gradesou kloer seen, dass d'Diskussionen am déi Tarifier fir déi Gréng net iwwerreschend kamm sinn. Déi zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Gemenge war eng vun den Ursachen, niewent dem Artikel iwwert de Contrat à durée déterminée, dass mir d'Gesetz 1998 net gestëmmt hunn. Jo, fir eis waren déi Problemer viiprogramméiert.

Zur Ofwiesung zitieren ech mech dann emol eng Kéier selwer. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass an zwéi bis dräi Joer déi 190 Millionen opgebraucht sinn an dass mer dann, wat de finanziellen Aspekt vum deemem Gesetz ubelaangt, genee deiselwecht Diskussionen a Polemiken kräien. Ech menge si ginn op d'Käschte vun deene Schüler, déi de Pech hunn, an enger Nopeschengung vum Eitelbréck oder der Stad ze wunnen, déi net bereit ass, hiren Deel vum Minerval ze bezuelen, an déi sech e Sollegecoure vun 20 bis 30.000 Franc net kënnen leeschten. "Enn vum Zitat.

Abee, Hér Président, haut si mer genee do. Wann d'Regierung 2005 direkt op meng Interpellatioun reagiert hätt, dann hätte mer déi Diskussionen do vläicht - vläicht! - betounen och - kënnen verhéieren. Mä deemools huet se gesot, si géif nach studéieren. Ech hoffen also, dass an deenen dräi Joer gutt studéiert ginn ass an dass d'Madame Statsekretärin am Enn vun den Interventiounen Léisungen op déi bestehend Problemer kann ubidden.

Ech betounen awer och gläichzäitig, dass meng Interpellatioun net nëmmen op de finanzielle Volet vum Gesetz vum '98 ausgerichtet war an ass, mä eng generell Evaluatioun vum deemem Gesetz soll maachen.

Bekanntlech, an Dir erënnert ech nach vläicht, hat dat Gesetz sech véier Zier gesat: 1. Ofsecherung an eng finanziell Besserstellung vum den Enseignanten; 2. Harmonisierung vum de Programmen duerch déi eenzel Ordres d'enseignement, mä och iwwer Land; 3. Homogenisierung vum der Offer iwwer Land, a 4. d'finanziell Entlaaschtung vum de Gemengen.

Ech géif da probéieren kuerz déi véier Punkte een nom aneren ze belichten.

Zum éischte Punkt: d'Personal. Dat ass sôcherlech des Punkt, wou d'Gesetz am meeschte bruchst huet. Vun de ronn 580 Enseignanten hunn der haut ongeféier 370 e CDI, also e Contrat à durée indéterminée. De bleiven der secher nach bei 200. Mä dischtens mussen dat der jo elo net lauter sinn, déi iwwer zwéi Joer sinn. Et schôngt och net ganz vill Unzefriddenheet am Secteur ze sinn. Mir ass och kee Prozess bekannt am Enseignement musical, deen énnlech geléif wéi deen, deen am generellen Enseignement geléif ass, wou bekanntlech déi de Thematik zu grësseren Diskussionen gelouert huet a wou mer och eng Jurisprudenz an Tëschenzäit hunn. Et ass fir eis awer och kloer, dass duerch dat Urtel am Enseignement scolaire général deen Artikel aus dem Gesetz vum Enseignement musical gradesou hifälleg ass, wéi deen an deem anere Gesetz.

Wann ee mat den Acteuren um Terrain schwätzt, da kritt een als Echo, dass grad an deem heite Punkt d'Gesetz eng wichteg Stabilitéit an déi eenzel Conservatoires a Musekschoule bruchst huet. Et kann ee sech virstellen, dass et virdun, wou immens vill Leit mat ganz kuerzen, jährleche Kontrakter geschafft hunn, et wirkleech schwéier war, e Projet d'école opzebauen an eng gewësse Kontinuität am Enseignement ze hunn.

En anert Zeechen dafir, dass hei villes passéiert, ass och vläicht d'Ofhuele vum de Stonnen, déi vum de Militärmuseker a -musekarinne gehale ginn. Dir wéist, dass jorelang déi Leit ganz oft niert hiram Job bei der Militärmusek och nach e ganze Koup Stonnen an deenen eenzelne Musekschoule virun allem iwwer Land gehalen hunn. Abee, déi Stonne si vu 480 d'Woch eroffgaangen op knapp 280.

Och d'Paie sinn de Palen am generellen Enseignement ugepasst ginn.

Interessant ass awer och, dass hei an deem Secteur, grad wéi an aneren, d'Ziel vum den Ausländer extrem grouss ass. Emmerhi bal 220 auslännesch Enseignanten hu mer. Ech weess elo net, ob dat Grenzgänger sinn oder Leit, déi hei wunnen. Dat wier och interessant emol gewier ze ginn.

Zweete Punkt, Harmonisierung vum de Programmen. Ech menge kënnen ze seen, dass och hei de Bilan insgesamt relativ positiv ass. D'Acteuren um Terrain confirméieren, dass den Unterrecht duerch d'Bank u Qualität gewonnen huet. Och d'Wissele vum engem Gebai a vum engem Ordre d'enseignement an en aneren ass elo méi einfach ginn.

Et lesen awer och nach énnmer zéng Joer nom Gesetz eng Rei Réglements grand-ducaux. Virun allem dat iwwert d'Formation des adultes. Dat fanne mir als Gréng net gutt, weil grad an deem Beréich iwwert d'Erwuessenbildung d'Schülerzele regelméissig ganz séier wuessen.

Duerfir meng Fro um d'Statsekretärin: Wéi sou dauert dat esou laang, eng Rei Réglements grand-ducaux ze publizéieren, virun allem dat iwwert d'Formation des adultes? A wéini ass mat deene leschte Réglements grand-ducaux, déi nach feelen, ze rechnen?

Bei allen Harmonisierungsbestrebungen sollt een awer eiser Meinung no op zwou Saachen oppassen.

Eischens, de Schüler an d'Schülerin net vergëssen. Et gétt een an deem do Kontext d'Géill net lass, dass villes, wat do harmonisiert gétt, éischer aus der Perspektiv an et deeleweis aus dem Interesse vum deenen eenzelnen Institutionen an den Enseignants gekuckt a geplangt gétt, awer manner aus der Sicht vum de Schüler a Schülerinnen.

An zweetens, et kann een och doutharmoniséieren. Wéi een Direktor mer gesot huet, soll ee wuel eng gemeinsame Basis fir all Musekschoule schafen, mä awer derfir suergen, dass all Gebai seng Autonomie behält a seng Kreativität a Fantasie kann entwéckelen.

D'Fro stellt sech, ob een net kann eventuell mat Sooles de compétences fueren, énnlech wéi elo ugeduecht gétt am normale Schoulbeir.

Am Résumé also zu deemem Punkt: Et soll een d'Aufgabebéit vum deenen eenzelnen

Divisiounen d'enseignant kléier definéieren; d'Harmonisierung esou wäit garantéieren, dass iwwergäng problemsch macher sinn, mä all Schoul hire Fräium loosse, fir dass se kann en Enseignement ubidden, deen deen net énnmer einfache Spagal téschent Fräizäitbeschäftigung an hëjem Niveau peckt.

Drittel Punkt, homogen Offer iwwer d'Land. Hei ass de Bilan schonn net méi esou positiv. Mir sinn der Meinung, dass an deemem Punkt d'Gesetz sàin Ziel net erreicht. Ee Bléck op déi Kaart, déi de Kulturministère ausgeschafft huet an déi mer och déi eng oder aner Kéier an der Spezialkommission vum der Territorialreform eis uguckt hunn, weist, wéi heterogen d'Offer

(Hilarité)

...wéi heterogen d'Offer - pardon - iwwert d'Land nach énnmer ass.

Vu Gemengen, déi nâischt ubidden, iwwer déi énnig, déi selwer Musekschouren organisieren, vum all deenen, déi eng Konvention mat der UGDA hunn, bis bei déi, déi eng Konvention mat enger anerer Gemeng hunn, vum deenen, déi eng Musekschoul mat anere Gemengen a Form vum engem Syndikat gëiere bis bei déi, déi wuel an engem Syndikat sinn, awer d'Schoul vum der UGDA hale loosse, vum deenen, déi punktuell un engem Conservatoire finanziell participéieren, bis bei déi, déi schluesendlech e Conservatoire féieren: Dir Dammen an Dir Härren, Hér Président, et gétt nâischt, wat et net gétt an deem dote Secteur.

Hei rächt sech an eisen Aen, dass d'Regierung net op dees Wee gaangen ass, de mir 1998 proposéiert huten, nämlech e Plan sectoriel iwwert den Enseignement musical ze maachen. Ech hu méi wéi esmol d'Beispiel vum de Musekschoule geholl, fir an der Spezialkommission ze illustréieren, wat geschitt, wann ee mengt, Lëtzebuerg bräicht keng Landesplanung.

D'Resultat ass vernichtend: den organisierter Chaos, eng heterogen Offer vum elementärer Service iwwer Land, eng Diskriminierung vum eenzelne Bevölkerungsgruppen, eng Verschwendung vum den öffentliche Gelder.

An deemem Fall an engem Saz résuméiert: E Museksunterrecht, dees sech nach just räch Gemengen a räch Famillje kënnen leeschten.

Dat kann net d'Enn vum Lidd sinn, Hér Président, an duerfir sinn déi Gréng der Meinung, dass kee Wee laanscht dees Plan sectoriel féiert. Wéi mir eis dat virstellen, dorop kommen och herno spéider nach zréck.

Véiertan a leschte Punkt: déi finanziell Entlaaschtung vum de Gemengen. An deemem Punkt huet d'Gesetz total versot.

Zwee Facteuren hunn zur Käschtexplosioun gelouert: Eischens, d'Uppassung vum de Gehälter vum den Enseignanten, an zweetens déi massiv Erhéijung vum de Schülerzeelen, déi énnmerhin érn 27% an zéng Joer, also praktesch érn en Dräitel insgesamt, geklommen ass.

A weil de Stat sà Bättrag plafondéiert hat, ass d'Belaaschtung vum de Gemengen extrem an d'Luucht gaangen. Dorun huet och déi punktuell Uppassung vum 2005 nâischt Wesentlech geännert. Mir sinn haut wéi ewech vum deem engem Dräitel, deen iwwert dees Wee sollt gedeckt ginn. Basoneesch an de Conservatoire sinn d'Käschten an d'Luucht gaangen.

Dat erkläert och déi ganz Situation am Conservatoire du Nord. Do kennt am Norden awer nach Folgendes Spezifisches derbäi: Déi zwou Gemenge kréie pro Awunner iwwert d'Gewerbesteier an de Fonds communal wesentlech manner era wéi d'Stad Lëtzebuerg an awer och nach e gudden Deel manner wéi d'Stad Esch. Duerfir hu si och vill méi Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi déi anere zwou Zentren. Mä Resultat, dass mer elo an der Nord-stad Minerval fir Non-résidenten hunn, déi eng normal Famill sech net méi ka leeschten, nämlech téschent 600 an 750 Euro fir e Cours individuel. Dat si Chiffieren, mengen ech, bei deene relativ ekonomeschaach Famillien net méi drin denken, hir Kanner an déi Schoul ze schécken.

Hei weist sech net nëmmen d'Feele vu joglecher Landesplanung, mä och nach den

drängenden, akuten Handlungsbedarf a puncto Gemeindefinanzreform.

Wann es gâr, Hâr President, drü urban Zentren am Land hätt, da muss een deenen Zentren och dâ finanziell Ressourcen zoukomme loosson, fir dass se dâ Services können ubidden, dâ se vun himen erwaart.

El dârf een et sech awer net esou einfach maache wêl d'Madame Staatssekretärin an engem Interview am „Lëtzeburger Wort“ vum 12. Mee 2007, wou si sech d'Liewe wäerlech einfach mécht a seet, dat do wier e Problem vu Gemeindefinanzreform.

Sécher müssen dâ politesch Responsabel vun Ettelbréck an Dikrech vun deemools sech de Virworf gefalle loosson, dass se bei der Grënnung vun Conservatoire du Nord de finanziellen Impact op hire Budget vlächtt ernierchat hätten. Virun allem muss se sech och de Virworf maache loosson, dass se dâ Conservatoire net op méi eng breet Basis geseit hunn a vum Ufank un e Fonctionnementis- an e Finanzierungs-konzept mat den Nöschengemengen opgestelt hunn.

Et kann een e bësse verstoen, dass, wann een emol fir d'ëischt eng Struktur opbaut, méi grouss et léist an dann op emol hi-geset, noodem es festgestallt huet, dass dat engem sâin eegene Budget finanziell awer dépasséiert, a gären hätt, dass Nöschengemenge mal bezuelen, dat net guilt ukëmt. Do muss se verstoen, dass eenzelne Gemeindegemeinden dat e bësse sauer eropstéist a se net einfach esou bereit sinn, de Portmonni ze zécken an de Schéck eriwuerzeschécken.

Mâ och hoffen trotz allem, dass awer d'Regierung mat eis eens ass, dass el och am Beräich Museksunterrecht keng sozial a geographesch Diskriminierung dârf ginn, an dass se dann och bereit ass, hiren Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen.

Hâr President, wêl stellen dâ Grëng sech dann elo d'Zukunft vum Museksunterrecht zu Lëtzebuerg vir a wêl gesinn an eisen Aeméiglech Leisungen ass, fir aus dëser verfuereener Situation eruszekommen?

Éischters, mir bleiven derbâ, dass e Plan sectoriel dâ néideg Basis ass, fir e rationalen, effikassen a sozialgerechte Museksunterrecht zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Wêl soll een do virgoen? No engem Inventaire vun allem Bestehende soll een e ronnen Dëscht mat allen Acteuren organiséieren, a mal himen zesummen e Plang fir d'Land ausschafften, wou jiddereengem seng Aufgaben, awer och Flichte festgehalte solle ginn.

Optimal wier selbstverständlech, wann d'Resultat vun deenen Iwwerleunge wâr, dass an all Regioun vum Land d'Gemeindegemeinschaft fir de Museksunterrecht responsabel wâr. Ob dâ Syndikat da selwer den Unterrecht organisiert oder mat Partner, wêl der UGDA zum Beispill, dat soll deene Responsabelen iwwerloos sinn.

Mâ dâs Mandat ass sécherlech dâ einfachst, gerescht an effikass Mandat ze schaffen. Ech zitieren do den Hâr Henri Schumacher, friere Generalsekretär vun der UGDA, deen an engem Artikel am „Journal“ vum 16. Mee 2008 seet: „Glücklicherweise haben wir in Luxemburg, in zwei Kantonen, Gemeinden, die in der Finanzierung des Musikunterrichts regelrechte Pionierarbeit geleistet haben, nämlich die der Kantone Redingen und Klerf, die im Rahmen eines interkommunalen Syndikats den Bürgern aus ihren sämtlichen Gemeinden, jung und alt, erlauben ohne zusätzliche Kosten die Kurse ihrer kantonalen Musikschulen zu besuchen.“

Ech kann aus der Praxis confirméieren, dass dat exzellent funktionéiert. Dat këscht och Suen, Dir Dammien an Dir Hâren. Als Beispill kann ech lech seon, dass d'Gemeeng Biekerech net manner wêl 120.000 Euro op Reiden iwwerweist, fir hiren Deel zu dâ Musekschoul bäizéiden. El féiert awer insgesamt zu relativ wéineg Diskussions, et féiert zu enger effikasser Organisation, zu engem ganz niddrege Minimal, an domat zu enger sozialer Gerechtigkeit.

Och wann dâ Grëng sech eens sinn, dass dâs Idealvirstellung vu flächendeckende Gemeindegemeinschaft net esou einfach an

och net vun haut op muer ze realiséieren ass, esou ass dâ fir eis awer keng Ursach, fir se net unzestéieren.

En zweeten Ausweis aus dâs Sekkass, wou mer dra sinn, ass, dass de Finanzierungsmodus muss reforméiert ginn, an zwar op véier Punkten.

Éischters, de Stat muss sâin Drëttel déplafonéieren. Dir wësst sécherlech, dass de Moment deen Drëttel gekoppelt ass un d'Masse salariale vun de Staatsbeamten a-beamtinnen. El ass e bësse schwéier nozevolléieren, firwat - wann an de Musekschoul, wêl elo grad gesot, d'Schülerzuele méi wêl een Drëttel klammen - een deem net Rechnung dréit, má just d'Masse salariale vun de Staatsbeamten kuckt. Mir sinn der Meinung, dass de Stat soll sâin Drëttel un dâ reell Käschten, déi an de Musekschoul sinn, koppelen.

Zweetens, mir sollen ewechkommen vun enger forfaitaire Ofrechnung an op dâ reell Organisation kucken. Selbstverständlech si mer awerstanen, dass dâs Organisation d'Approbation vum Ministère de la Culture brauch, ähnlech wêl an der Primärschoul. Wann da Gemeindegemeinschaft se gewëssen Luxus wëllen erlaben a gewëssen Fantasie wëllen dorwäer raus ofbréngen, da solle se dat dann och selwer finanzéieren.

Drëtens, eng gerecht Participation vun alle Gemeindegemeinschaft. Mir müssen eppes géint d'Fiktionärfahrer maachen, déi et nach immer iwwer Land géit. De Moment sinn dâ Gemeindegemeinschaft, déi selwer eng Musekschoul gëfieren, dâs Domm. Si bezuelen zweemol. Si hunn eng Kêier hir eegne Fraisen, a si participéieren nach eng Kêier iwwer deen Drëttel, deen hwar de Fonds communal de dotation financière dozu bäizéit, d'Käschten theoretisch zu engem Drëttel ze droen.

Véiertens, de Stat soll eiser Meinung no de Gros vun de Käschte vun der Division moyenne spécialisée an der Division supérieure iwwerhuelen. Dat sinn zu engem guden Deel Leit, déi aus der Musek hire Beruf wëlle maachen, an do si mir kler an dâleech der Meinung, dass dat keng kommunal Aufgab méi ass.

Dat ass an eisen Aen eng staatléich Aufgab, e bësse parallel zur Schoul, wou d'Gemeindegemeinschaft si fir d'Primärschoul, má wou de Stat awer dâ Formation dorwäer, wêl de Lycée an de Lycée technique, finanzéiert. Duerfir mengen ech, wier dat och gerecht. Dat géit dann och dâ dräl regional Conservatoiren, déi jo wäerlech eng national Aufgab ze ertellen hunn, entlaaschten.

Dâ dräl lescht Punkte vun deene véier, déi ech hei am Finanzberäich opgezéit hunn, sinn zimlech deckungsgläich mat deem, wat d'Regierung an hirem Pabeier der Spezialkommission zoukomme gelooss huet. Ech hunn dâs Punkten, déi ech elo virgedroen hunn, insgesamt an enger Motioun formuliert an hoffen dofir - wêl eigentlech och an der Spezialkommission e grouss Konsens hwar dâ Punkten do war - op eng breet Zoustëmmung. An dëseweichter Spezialkommission waren och sämtlech Fraktiounen mam Syvicol enger Meinung, dass am 21. Jorhonnert de Museksunterrecht eng Mission obligatoire fir d'Gemeindegemeinschaft misst sinn.

Da kommt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen elo Neal mat Käpp. Kommt mir weisen, dass dâ Diskussions an der Spezialkommission net fir d'Kaz waren. Kommt mir beweisen un dësem Beispill, dass mer Landesplanung endlich esocht huelen an amandat sinn, flächendeckend, effikass a fir jiddereengem zougänglech öffentlech Services unzébilden. Kommt mir demonstréieren, dass Stat a Gemeindegemeinschaft sinn, jiddereengem seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir ze erméiglechen, dass jiddereengem, deo Loscht huet, hei am Land ka sängen, Trompett oder Piano spilléieren, oh hien dat mécht fir seng perséinlech Entwécklung, fir an engem Veräin e Bäitrag zum kulturelle Liewen an eisen Dierfer oder Stied ze leeschten, oder oh hie wëllt doraus an domat sâi Liewe maachen. Dat kann an dâerf keng Affär vu Suen sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,
considérant

- que dix ans après l'entrée en vigueur de la loi de 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical communal, celui-ci ne se déroule toujours pas dans un cadre clairement défini ou harmonisé;

- qu'au niveau national, l'offre de cet enseignement reste très hétérogène;

- l'importance d'un enseignement musical adéquat et abordable, répondant aux différents besoins des jeunes;

- que l'enseignement musical est à considérer comme un service que les communes devraient obligatoirement offrir à leur population;

- les différentes formes d'organisation existant actuellement au niveau local (à savoir les conservatoires de musique, les écoles de musique communales, les syndicats communaux, les conventions entre communes, etc.);

- les problèmes de financement que connaissent quelques communes ou syndicats de communes;

- que certains communes et syndicats de communes - dont notamment le CM Nord - ont dû sensiblement augmenter leurs tarifs;

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan sectoriel « enseignement musical » qui permet l'établissement d'une couverture équitable et homogène de l'offre à travers le pays et qui définit clairement le rôle des différents acteurs;

- à revoir le mode de financement de l'enseignement musical en s'orientant aux prémisses suivantes:

1. déplaçonner la contribution de l'État et l'agence selon les frais réels des différents services offerts par les communes;

2. en ce qui concerne les écoles de musique et les cours de musique;

- abolition du pourcentage fixe de remboursement fixé par la loi et remplacement par un système de moyens budgétaires fixés à partir des indications précises de l'année scolaire écoulée et des inscriptions de l'année en cours avec un contrôle strict des ministères de tutelle,

- responsabilisation des différents établissements et communes face aux choix qu'ils ont effectués,

- participation identique et solidaire de toutes les communes dans le financement de l'enseignement musical de base comme offre obligatoire;

3. augmenter la part de l'État dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Ech seon lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Hâr Gira. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Hâr Schaeff.

Discussion générale

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV). - Hâr President, Madame Staatssekretärin, Kolleeginnen a Kolleegen, da Camille Gira huet et gesot, dass an der Chambersitzung vum 13. Juni 2005, virun also bal dräl Joer, den Interpellant vun haut oben zum Sujet vum Museksenseignement an Diskussioun ugefoert huet. Haut eréischt diskutéieren mer dorwäer.

An deem Sitzungsbericht kann een noliessen, dass dâ deemoleg Ufro allgemeng begréist ginn ass, wêl jiddereengem sech bewusst war, dass eng punktuell Upassung, déi dâs Moment den 13. Juli decidéiert ginn ass, also just eng punktuell Saach wier, just en Deelaspekt géif beréieren. Eng generell Diskussioun iwwer Senn, Zweck an Ausrichtung vun enger eventueller Revisioun vun deem deemools elwen an haut zéng Joer als Gesetz ass gewënscht ginn.

Den 13. Juli war also just de Finanzierungsplafond vum Stat ugehuewen ginn, fir eben deenen zwou Institutionen, déi hire Statut géinnert hunn - de Conservatoire de Musique du Nord an d'Musekschoul vun Dëlferdeng -, den antspéichende finanzielle Kader ze ginn, ouni dass een d'Enveloppe muss nei verdeelen an domat allen aneren Acteuren um Terrain géif deemontspéichend manner Suen ginn.

Jiddereengem wouste, dass dat eng punktuell Saach ass, má dâs eis net géif generell zefridde stellen. Zu deenen, déi deemools scho gefrot hunn, dass dat Gesetz sollt nogekuckt ginn - d'UGDA, de Syvicol an och d'Spécher deen Dag -, géhéiert entrentemps och de Conservatoire de Musique du Nord. Dat ass eng Institution, déi ech besser kennen, an duerfir wëll ech och e puer Remarques aus der Sicht vun dâsen Ubidder vu Musekskursen maachen.

De Conservatoire de Musique du Nord ass e Syndikat aus de Gemeindegemeinschaft an Ettelbréck, an och deen huet eis Staatssekretärin gebieden, d'Gesetz vun '98 engem Bilan ze énnereiden. Zesumme mat de Conservatoire vu Lëtzebuerg a vun Esch hûmer eng gemeinsamen Analyse der aktueller Situation gemaach a mer hunn eis do-

léances weiderginn. Och si sinn Demandeur fir eng Rei Ännerungen, esou dass mer am Moment eng Situation hunn, wou sech vill Bewegung an deem Dossier feststellen léisst.

Et gétt sonner Zweifel eng Rei vu Verbesserungen, déi am Kader vum Gesetz kënne gemaach ginn. Ob dat gewollt ass op alle Bänken, ass jo dat, wat mer de Mëtteg hei héieren. El ass och e guddes Moment, fir dat elo ze maachen, wêl d'Iwwerleunge, déi am Kader vum der Spezialkommission vum der Réforme territoriale gemaach ginn, onbedéngt hei mussen mat afleissen, an dat ass och en Deel vun der Antwort. Hâr Gira, firwat een net virun dräl Joer dâ Diskussioun scho konnt esou féieren, wêl mer se haut de Mëtteg kënne féieren. Dâ Konklusion solle jo dâs aner Woch an der Kommission ugeholl ginn, an da leie se eis offiziell vir.

Ech wëll e puer Bemerkungen zum Gesetz vun '98 maachen, dann awer och dâ aktuell Schwierigkeiten um Terrain belichten - selbstverständlech émmen e bëssen och mam Bréil an e Beispill vun engem Conservatoire -, a schlüsslech eng Rei Ureagungen zur Reform ginn. Dâ, déi '98 dräit waren, énnere sech, dass et keen einfachen Textkompromiss war. Ech selwer war net derbâ, má ech hu mer dat soe gelooss.

D'Ministesch Erna Hennicot huet deen deemools, no laangen Diskussionen, virgeloucht. Dat Gesetz huet de Museksenseignement zu Lëtzebuerg grondléend nei organiséiert, verbessert an och finanziell nei opgestallt. Dâs Benefisser, déi dat Gesetz bruecht huet, sinn onbestrieden. De Museksunterrecht huet am Joer 1998 Objektiv kritt, déi och haut nach gillen an néischt an Aktualität agebéisst hunn.

Am Gesetz kann es lesen, dass el, éischters, drâm geet, de Jonke Kenntnis a Freed un der Musek ze verméiglechen an himen et doduerch iwwerhaupt emol méiglech ze maachen, och um Museksliewen deelzehuelen. Zweetens hat dâs Gesetz zum Zil, eng spezialiséiert Ausbildung op méitieren an héijem Niveau unzébilden, an drëtens, den Erwuessene Weiterbildungscoursen ze offéieren. Op deenen dräl Punkten huet dat Gesetz es ganz positive Bilanz opgewiesen.

D'Gesetz huet d'Qualität vum Museksenseignement eropgesat. Et sinn Enseignants mat gudder Formationen engagéiert ginn an deene véier Divisionen inférieure, moyen, moyen spécialisée a supérieure. Dat Gesetz definéiert, wêl een Acteur op wêl engem Niveau wat ze leeschten huet. Doduerch ass och eng Komplementarität entstanden tëschent Cours de musique, Ecole de musique a Conservatoire. Och wann deen Tableau am Land - an do huet den Hâr Gira net Onrecht - heiansdo wêl en Dschungel ausgesäit, muss een awer seon, dass mer vill Acteuren hunn, déi niewenteneen - awer net némmen - an och vill mateneen schaffen.

Dâs Schoulen ertellen hir Mission als e wäertvollen Acteur op kulturellem Plang. Och duerch artistesch Manifestationen bränge se d'Kultur lokal a regional weider. Fir d'ëische Kêier hunn d'Ubidder - d'Gemeindegemeinschaft via d'UGDA, d'Musekschoul, d'Syndikater a Conservatoiren - eng Kollaboration vum de Käschten duerch de Stat kritt. Virun '98 gouf et keng stabil Kollaboration, allefalls e kleng Subsid.

D'Offer vun de Coursen ass permanent eropgaangen duerch dat Gesetz a méi Schüler sinn an de Genuss vun der Museks-erziedung komm. Haut sinn et ronn 25% méi wêl virun zéng Joer. Haut si mer bei - ech weess et net genau - am déi 15.000 Schüler am Land, déi vum Museksenseignement profitéieren. Dat sinn der vill an dat ass gutt esou.

D'Enseignanten hunn dank definéierter Carrière korrekt a gutt Lounkonditione kritt an och eng stabil Zukunftssécherung. El bleift es vun deene Problemer wêl deen, deen den Interpellant elo ugeschwat huet, vun de Contrats à durée déterminée oder indéterminée. Do si mer érm an der Autonomie. All Acteur organiséiert sech do wêl e kann. Am Conservatoire du Nord beispillsweis kritt jiddereengem ee CDI, deo méi wêl zwee Joer engagéiert ass.

Am Land ass nach laang net alles harmoniséiert, má el koun zu enger wesentlicher Ugléichung vun der Programm. El koun zu Projet-d'école zum Deel, et koun zur Zesummenarbeit tëschent den Acteuren an och mam Ministère, National Programmkommissionen, Examen, Diplomen an esou weider ass alles harmoniséiert, koordinéiert ginn. Esou vill zu deenen eigentleche ganz konkrete Benefisser vun deem Gesetz.

De Stillewäert vun der Museks-erziedung huet no '98 eng nei Qualität zu Lëtzebuerg kritt. Ech wëll net wêl aushuelen, just awer énnereiden, dass den Exerice vun der

Kand, dat guddo Wäilers ass, dat hesscht, dat bereit ass ze üben, misst d'Méiglechkeet hunn, fir Musek ze maachen. Och wann et nëmmen duerchschnëttlech begabt ass oder wann et nach aner Hobbyen huet an deemdo nei seng ganz Fräizäit fir d'Musek hiërgëtt.

Madame Presidentin, fir den Erwaardungen vum dësem Grupp gerecht ze ginn, brauchen mer eng nei Definitiv vum engem moderne Basismuseksunterrecht an däreren nei fäerter, verschide Sockele vun de bestehende Strukturen a Fro ze stellen. Niewent där 81-sättegter Etüd, mat exklusiv Zuelen a Grafiken, brauchen mer een Avis d'experts iwwer eng denkbare nei Definitiv.

Wichtig ass och, dat d'Missionen tëschent deene verschiddenen Types d'enseignement musical méi kloer definéiert ginn. Grad an engem Beräich wéi dee vum der Musek misst et dach méiglech sinn, eng Kommunikatiounsplattform, ee Forum vum de bedeelegten Acturen zu Wuerd kommen ze loosser, fir wichteg an néideg Reformen unzogoen an unzepakten.

Esou eng Reform muss och de verännerte gesellschaftliche Gegegendheite Rechnung droen. Dat heescht, et muss ee kucken, awëlleren een dëse Basismuseksunterrecht an eis Maisons relais kann abannen. Dat bedéngt natierlech och, dat dës Infrastrukturen dat zoolosser. Mir brauchen dann an den Opfangstrukturen individuell Profilsäil, wou deen eenzelne Schüler sech op säi Cours ka verbereden. Och muss ee kucken, wéi d'Kanner, déi an enger Ganzdagesschoul sinn, an d'Cours solle a kënne goen. Wann een owes no siwen Auer heemkënn, huet ee kaum nach Loscht, fir ze prouwen.

A well mer, wéi de Premier dat virun zwou Wochen hei an dësem Haus ugekënnegt huet, jo eng gratis Betrugung vum de Kanner upellen, war domat och een Deel vum Finanzement vum Basismuseksunterrecht geregelt.

Madame Presidentin, dës Iwwerlësunge féiere nach zu enger anerer Fro: Wat d'äerl de Museksunterrecht kaschten? Wat ass d'offentlech Hand, awer och deen Einzelne bereit, fir de Museksunterrecht auszeginn?

Dës Fro stelle mer eis säit Joren, a méi intensiv awer no deenen héijten Taxenheijunge vum Conservatoire du Nord virun engem guddo Joer. Et sinn dës Taxenheijungen, déi eng grouss Polemik an e passionéierten Débat ausgeléist hunn. Leider ass d'Interpellatioun vun haut eng vun deene wéinege politeschen Aktiounen bis haut. Wéinst deem groussen Gedächsch hat de Syndikat vum Conservatoire du Nord och e Moratoire vun engem Joer ginn, fir zesumme mam Stat no Lësungen ze sichen, an huet d'Erhéijung ëm 50% fir ee Joer agefuer.

Madame Presidentin, haut muss ee sech d'Fro stellen, wat da konkret an dësem Joer geschitt ass.

An d'Fro ass scho gestallt ginn, firwat et esou laang gedauert huet, bis dat dës schonn am Juli 2005 ugsagten Interpellatioun elo eréischt, dat heescht no dräi Joer, op den Ordre du jour vun der Chamber kënn.

Opfällg ass och, dat d'el successiv CSV-Ministère souwuel am Intérieur wéi an der Kultur mat enger kalter Schëller op parlamentaresch Ufro vum grad CSV-Deputierten an de Joren 2001 an 2007 - du vun de Kollegen Ali Kaes a Marco Schank - geantwert hunn an all Responsabilitéit vu sech gewisen hunn.

De Syndikat du Conservatoire du Nord mat un der Spëtzt dem Eitelbrécker Député-maire ass am Reflexionsjoer, dat jo sollt genotzt ginn, fir an engem solidäresche Geescht no nationale Lësungen ze sichen, regereicht an Ree stoe geloscht ginn.

Jo, et gëtt een d'Impressioun net lass, dat et CSV-intern a besonnesch bei den CSV-Nord-Mandatieren éischter een Positionskämpf wéi am Reflexionsjoer gaangen ass.

(Brouhaha général)

D'Reflexionsjoer huet eis op alle Fall kee Millimeter virubruucht.

Aus zaghafte Wuertmeldunge schéngt erasuehleren ze sinn, dat kuerzfristg

keng Transferte vu Suen ze erwaarde sinn. Méi schlëmmer nach, d'Fro ass gestallt ginn, ob mer am Norden iwwerhaapt e Conservatoire bräichten.

Madame Presidentin, eppes ass kloer...

(Interruptions)

Dat stoung an deem „Lëtzeburger Wort“-Interview, deen de Camille Gira virdrun zitéiert huet, vum 12. Mee 2007.

(Interruptions)

Madame Presidentin, eppes ass kloer, d'Gemengen Eitelbréck an Dikrech verfügen net iwwer déi néideg finanziell Moyenen, fir aus Prestige oder aus Grënn vum regionaler Attraktivitéit eegestänneg e Conservatoire ze erhalen.

An der Täschenzäit huet och de Gros vun den Nopeschgemengen sech engagéiert, d'Fro fir d'Non-résidents, a verschidener souguer een Deel vum der Taxe d'inscription vun hire Schüler ze iwwerhuelen.

D'Gemengen hunn de Bewäis erbruecht, dat si handlungs- a verhandlungsfäeg sinn, an dach gëtt et esou vill Cas de figure, wéi et Gemenge gëtt: Déi eng énnersätze just déi Schüler, déi och an der Duerfmusek sinn; aner énnersätze jiddereen ausser deenen Erwuesenen; aner iwwerhuelen d'Taxen nimmme bis op e bestëmmten Niveau an esou weider an esou fort.

Och de Conservatoire huet sech opgemacht an de Bewäis vu grousser Flexibilität an der Organisation vum dezentrale Coursen erbruecht. Vu dat awer Schüler vu méi wéi 70 Gemengen an de Conservatoire du Nord kommen, ass eng laangfristg finanziell Ofsecherung eng Saach vun der Ormégelcheit. Trotz alle solidäreschen Aktiounen a well mer et net mat engem prezis ofgegrenzten territorialen Raum ze dinn hunn, bleift de Finanzement zimmlech wackelg.

Madame Presidentin, am Interess vum der Chancégeläichheet misst besonnesch och d'Fro d'inscription nidreg an iwwerall am Land dëselwecht sinn.

Madame Presidentin, uganks hat och schonn ugedelt, dat et regional gekuckt och grouss Ennerscheider gëtt, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Net all Gemeng oder Syndikat ka sech wéi d'finanzstaark Gemenge modern, nei Gebailecheite leeschten.

Ech denken hei besonnesch un den Syndikat vum Réidenar Kanton, dee säit Joer mat grousser Succès eng Musekschoul fir e ganze Kanton bedreift, woubäi d'Coursen awer an de Primärschoulsäil vun der Réidenar Gemeng ofgehale mussen ginn. Esou eng Kohabitatioun ass net méi zäitgeméis. Et mussen endlech och transparent an novellizéierbar Kriteere fir de Finanzement vun neien Infrastrukture festgeuecht ginn.

(Interruption)

Madame Presidentin, ofschléissend wëll ech festhalen, dat de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg eng formidable Entwécklung kënnt. Dat ass eng Leeschtung vun alle Bedeelegten, de Gemengen, awer och vum nationale Museksverband, der UGDA, där hir Musekschoul dee gréissten Zouwuess ze verzeichnen huet. Et ass eng Evolution, déi ville begaapte Musekschüler flott Zukunftsperspektiven opmësch.

Et gëtt also, déi voll flott Initiativen awer och nei Iddien, déi opgrond vun der gesellschaftlecher Verännerung mussen kommen, openeen ofzestëmmen. Am Interess vum der Saach d'äerl et kee Konkurrenzdenken tëschent deene verschiddenen Unterrichtsstrukturen ginn. Si mussen komplementär zesumme fonctionnéieren, fir deene villschlichtegen an differenzéierten Objektiv gerecht ze ginn.

Ech soen iech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» Mme le Président. - Merci, Hér Etgen. Deen nächste Riedner ass d'Madame Daif Agnol.

» Mme Claudia Daif Agnol (LSAP). - Madame Presidentin, Madame Staatssekretärin, Kolleginnen a Kollegen, wann ee weess, dat et scho virun 1998, wéi dat aktuell Gesetz gestëmmt gouf, ronn 20 Joer un engem Projet fir d'Harmoniséierung geschafft gouf, dat Ganzt unsi Erfolge, da gesäit een och, wéi komplex d'Matière ass, iwwer déi mer haut de Mëttag schwätzen.

A wann ee weess, dat och dat aktuell Gesetz vun 1998 bal zwee an en halleft Joer un Instanzewe war, da gesäit een nach méi staark, wat un Diskussiounen néideg war, fir iwwerhaapt e Gesetz zustanzubringen.

Mir wëssen haut, dat de Museksunterrecht eis Gemengen eng Slaang Geld kascht, a mir sinn eis awer, hoffen ech, allegueren heibannen eers, dat jiddereen, ob jonk, ob al, ob arm, ob reich, eng qualitativ héichwäertg musikalesch Ausbildung soll kënne kréien, wann hien déi da wënscht.

Dat heescht am Kloorstext, dat d'Gemengen net kënnen higoen a Coursen zu Präisser ubidden, zu deene sech nëmmen nach géife bestëmmte Schichten, wéi dat emol ganz fréier de Fall war, eng Musekschoul oder och e Conservatoire kënne leeschten.

Wann ech als Beispill d'Präisser fir d'ëst Schouljoer fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus menger Gemeng vun Diddeleng huelen, da gesäit een, dat déi méi wéi sozial sinn. Als Beispill kascht hei e Cours collectif fir Kanner 20 Euro pro Joer an ee fir Adultes 75. Déi Präisser ënnemaieren also meng Bemierkung vu virdrun, nämlech d'Recht op musikalesch Ausbildung fir jiddereen, woubäi een awer och muss bemierken, dat aner Gemenge schonn haut vill méi héich Participatiounen vun de Schülerinnen a Schüler verlaangen, fir e Qualitätsunterrecht iwwerhaapt nach kënnen unzabidden.

Ausserdorm hunn déi meeschte Schoulen an de leschte Joren, fir finanziell iwwer d'Ronnen ze kommen, an Ennerscheid - an dat gouf scho gesot - bei de Minervelen tëschent Schüler aus der Ressortgemeng an auswärtigen agefouert. Déi Participatiounen supplémentaire schléit bei verschidene Schoule richteg an d'Geld. Montant supplémentaire vun e puer honnert Euro op de Kapp sinn hei keng Seelenheest méi.

Bei de Minervelen bleift dann ze klären - et gouf och schonn drop higewisen -, wéi een, zumeels wann an Zukunft de Museksunterrecht soll obligatoresch ginn fir d'Gemengen, allgemeng nom Solidaritätsprinzip all Gemeng kann un de Käschte vun hire Schülerinnen a Schüler bedeelegen.

Zu der Finanzéierung. Wa mer bei menger Heemegatsgemeng Diddeleng blieden, da gesäit een, dat de Remboursement vum Stat, dee jo zwee Dräittel vum de Personalfräis soll ausmaachen, beim Schouljoer 2006-2007 nach bei 55,88% louch. En Tax, deen d'Tendenz huet erofzogen. A wann ech hei soen, dat zwee Dräittel vum Stat solle kommen, dann ass dat natierlech net ganz richtig.

Eigentlech finanziéiert de Stat iwwer de Kulturministère nëmmen een Dräittel vum de Bruttopersonalkäschten, esou steet et am Gesetz vun 1998. E weideren Dräittel bezuogen d'Gemenge selwer, an deen drëtten Dräittel geet och zu Laaschte vum kommunale Secteur, wéi déi Suen eben aus dem Fonds communal de dotation financière kommen. Si ginn dacks awer fälschlecherweis als staatlech Subventionen betruecht, wéi oben de Ministère de l'Intérieur se ausbezuelt, mä et sinn awer, an dat ass ee Fall, d'Sue vun de Gemengen.

Wann hei also vum Taux de remboursement vum 50% Rieds geet, da bezitt dat sech op déi zwee Dräittel, déi iwwer de Statsbudget flëssen, awer vun deenen nëmmen een Dräittel wierkelech staatlech Gelder sinn.

Firwat gëtt awer haut deen Taux vun zwee Dräittel net méi erreecht? Ech wëll hei véier Grënn nennen, déi mir perséintlech am wichtigste schéngen.

Do ass éischters emol deen, dat d'Anclennéit an och d'Qualifikatioun vum Personal, wat agefallt gëtt, eng Roll spillt, mä awer och dat, zweetens, de Kuch - an dat gouf och scho vun engem vun de Virledner gesot -, also déi global Zomm durch emmer méi Schüler muss gedeelt ginn, esou dat fir jiddereen am Endeffekt ënnere nimmme manner kann do sinn, zumeels wann ee weess, dat de Montant, dee virginn ass fir de Museksunterrecht, plafonéiert ass. Hirdriwer muss an nächster Zäit eng Diskussioun gefouert ginn.

Fir iech just nach ee Beispill ze nennen, 50 wéi vill d'Schülerzuel eigentlech an de leschte Jore gewuess ass, hei déi vun den UGDAs-Coursen, déi vum 2.820 am Joer 1998 op 4.068 fir d'Schouljoer 2006-2007 geklommen ass, ee Plus also eleng hei vu méi wéi 1.000 Schüler.

Drëtters dann, dat d'Schüler an d'Schülerinnen opgrond vun den Harmoniséierungsbestëmmunge vill obligatoresch Niewefächer, argo vill méi Coursen mussen beleeen wéi fréier. Dat heescht: Méi Coursen bedeit méi Personal, also och ebe méi Käschte wéi fréier, ouni dat awer de Kuch, dee muss gedeelt ginn, méi grouss ginn ass. Och hei erëm eng Zuel vun de Stonne vum der UGDA: Déi louch bei 1.308 am Joer 1998 a sinn 2007-2008 bei 2.130 ukomm. Zu Diddeleng ass et ähnlech: Tëscht 1998 an dësem Schouljoer ass d'Zuel vun de

Coursen vu 654 op 1.414 geklomm, also e Plus vum ronn 116%.

An e véierte Grund, firwat de Prozentsaz vum Remboursement zröckgeet, ass deen, dat de Schüler hire Curriculum an der Schoul vill méi laang ass wéi fréier, doduerch, dat haut ee wesentlech besserer Unterricht ubeguede gëtt, zum Deel ebe wéinst de qualifizierten Ufuerderungen an elst Personal. Wann de Schüler méi laang bleift an, esou wéi dat vum Gesetz gewünscht ass, besser ausgebitt gëtt, da kascht en natierlech och méi.

Ech hu virdrun hei den Taux vun Diddeleng opgefouert, mä ech kann lech och aner Beispiller nennen - ech gräifen der zwee eräus - lechternach 49,5% oder och nach Wolz mat 52,5%. Fir lech ze weisen, wéi vill den „coût net“ vun esou enger Musekschoul am Budget vun enger Gemeng ausmécht, hei nach eng Zuel, 50 am déi vun Diddeleng: Netto huet d'Diddelenger Musekschoul schlussend 2003-2004 gutt 650.000 Euro kascht, 2004-2005 773.000 Euro, 2005-2006 823.000 Euro an 2006-2007 schonn 870.000 Euro.

Et gesäit een also, dat d'Musekschoulen an engem Gemengebudget net nälacht ausmaachen, an de Stat misst dofir op d'mannst déi zwee Dräittel vun de Personalkäschte kënne garantéieren.

Fir komplett ze sinn, wëllt ech nach soen, dat am Gesetz vun 1998 ee Plaffong vun 180 Millioune Lëtzeburger Frang deemools, dat sinn haut 4,71 Millioune Euro, als Participatioun jee weels vum Kulturministère a vum Innenministère virgeet war. Am Budget 2008 ass dee Montant op zweemol 8,88 Millioune Euro ugewuess, dat sinn 85% méi, awer net inflationbereingt, dat heescht desindexéiert. Desindexéiert, dat heescht also reell, dat dat eng Augmentatioun vu plus/minus 50% ass. Dat ass natierlech net nälacht, mä anscheinend geet et net d'uer, fir de Besoinen um Terrain gerecht ze ginn a matzehalen.

Wann d'Qualitéit vum Unterricht net soll leiden, da muss een de Musekschoulen, der UGDA an de Conservatoires och d'Méiglechkeet ginn, fir gutt Leit anzeestellen. An déi kaschen nun emol ebe Geld, zumeels wa se méi laang d'beräit sinn, dat heescht hir Anciennetéit ugerechent gëtt.

D'Gefor ass allerdinge do, dat, wann de Stat net higee an d'Mëtten, déi elo do sinn, opstocht, nëmmen nach Leit an den énneschte Grade kënnen agestellt ginn. Ech mengen awer soen ze d'äerlen, dat se Méi u Studié vum Enseignant och ee Mehrwert bréngt fir d'Schüler an dat deemmo och hei wäiderhin op d'Qualitéit soll gesat ginn. Zumeels well mir jo - laut Harmonisationsbestëmmungen - jiddereeng, deen an d'erselwechter Klass ass, datselwecht bälbränge mussen.

An anerer Wieder heescht dat, ob s do een Enseignant hues, deen, tëschent Gëseféisercher, „just“ een éischte Präis gemaach huet, oder awer een, deen en ausgebiltete Museksprofil ass, deen déi Klass enseignant, misst um Enn vum Joer eigentlech - och wann dat objektiv gesinn an der Musek net méiglech ass - all Kand desselwechten Niveau hunn. Dat heescht, dat jidd'ier Enseignant, op ënneschtem Grad, dëselwecht Aufgaben huet.

Ech sinn och iwwerzeegt dovunner, dat dat heiten elo nälacht Friemes an Neies ass fir déi betraffte Ministären, zumeels weil beispillweis d'AEM - d'Association des écoles de musique - wéinstens an zwou Entrevuen d'Geleeschenheit hat, am Ministère de l'Intérieur hir Doléances duerzuleeden.

Och d'UGDA huet verschide vun hiren Doléances scho viru längerer Zäit virubruucht, ënnere anere de Problem, dee si mat der Steierverwaltung huet am Zesummenhang mat der Allocation de repas, op d'UGDA - als Organisme de droit privé - méi héich Steiere bezuelen muss wéi d'Gemengen. D'Steierverwaltung schéngt awer do net de Problem ze sinn. Dee besiest anscheinend éischter um politeschen Niveau. Vläicht weess d'Staatssekretärin hei méi Detailler, respektiv ob dat an der Zwëschenzeit och vläicht geléist ass, weil laut den Aussoe vun der UGDA sätze si hei tëschent de Still a mussen méi bezuelen. Dat Geld wär jo sécher besser an de Musekskursen ugeuecht.

Wa mer da beim Personal sinn, dann ass et och wichtig ze gesinn, wat am Gesetz steet, a wat net. An zwär leist eppes ganz Bedeutesch, nämlech d'Konditiounen, also wat ee muss kënne fir Enseignant ze ginn. Ech mengen domat net déi enzel Punkten, wéi Sproochkenntnisser respektiv déi musikalesch Exigenzen, déi am Artikel 2 vum Règlement grand-ducal vum 25. September 1998 festgehale sinn, mä dat et

Jeudi,
12 juin 2008

muss kloer sinn, wat een Iwwerhaapt muss pedagogesch kënnen, fir op d'Schüler lassgelooss ze ginn.

An de Conservatoire gëtt et jo eng Ausbildung vun zwéi Joer Iwwer d'Pedagogik an d'Methodologie, an hei kënnen een eigentlech setzen. Iwwerens verlang d'UGDA schonn zënter 1980 an hire Kontrakter, dass hir Chargen déi dote Coursen maachen.

Nach eppes, wat mech stéiert, ass, dass fir d'Chargen de Cours d'Formation continue obligatoresch ass - eng guut Saach -, allerdéngs bei deene Persounen, déi als Professer genannt ginn, net. Firwat dës Ennerscheed? D'Formation continue ass jo awer an all Berufsfeld wichteg, also och hei. Et sollt een och, wann een Iwwer d'Formation continue schwätzt, d'Offier, déi momentan do ass, analyséieren, se regelméisseg verbesseren a firwat net och vergreisseren.

D'Gesetz Iwwer den Enseignement musical huet an de leschte Joren awer och vill Guddes mat sech bruecht, zum Beispill, dass iwwerall dës selwecht Saachen ensegneréiert ginn an dat theoretesch kee Problem dierft si bei engem Wissel vun der enger an déi aner Museksschoul.

Déi Museksschoulen, déi sech an der AEM, der Association des écoles de musique, zesummegeschloss hunn, si sech mël no kommen, si hunn a pou prä dees selwechten Niveau a si hunn eng guut Kollaboratioun ënneren. Des Weideren bestee si och den, Collège des directeurs et chargés de la direction des conservatoires, écoles et cours de musique, wou d'Directoren sech regelméisseg ausleschen an och probéieren, konkret Verbesserungen virzeschouen.

Mä och hei ass net ëmmer alles Gold, wat blénkt. Mir wëssen, wa mir Iwwer d' Museksunterrecht schwätzen, dass et niewent de Privatschoulen dräi Zorte Schoule gëtt, d'Conservatoires - deen zu Lëtzebuerg, deen zu Esch an der vum Nordstied, d'Écoles de musique, déi an der AEM zesummegeschloss sinn, an dann natierlech d'Cours de musique, déi vum der UGDA fir d'Gemengen organiséiert ginn.

An hei bestënn trotz Harmonisatioun, déi vum Gesetz geluedert a mat Recht och gewollt ass, eng ganz Rei Divergenzen. Ech hiesse nimmens ee Beispill: Et sinn Horafes de cours fixéiert, mä d'Realität um Terrain ass deelweis eng ganz aner. Fir de Cours de formation musicale „Solège“ an der Division moyenne, véiert a fénneft Joer, sinn hei 120 Minuten d'Woch virgesinn. Fir dees selwechte Programm, an deemno fir dees selwechte Diplom ze kréien, ginn an den AEM-Schoulen allegueren a bei der UGDA déi virgesinn 120 Minuten ensegneréiert. Am Conservatoire hei an der Stad 180 Minuten, zu Esch sinn et der ganzer 240, an zu Eitelbréck ass et zu gudder Lescht mat zwou Fälleren nach ganz anescht. Ech mengen net, dass dat weider brauch ze kommentéieren.

Wat och och nach als onverständlech ugesinn, a wat och guer net de Besoin vum de Kanner entsprécht, ass, dass een am zwéite Joer, also scho mat néng bis zéng Joer, decidéiere muss, ob ee sech fir eng Filière professionnelle entscheet oder net. Wann ee sech dafir entscheet, mécht een als Konsequenz dovun am drëtten Joer Solège eng Stonn mël, fir um Enn vum Joer ee Concours virum engem Jury - deen iwwerens onbekannt ass - ze maachen.

Als Beispill souzen an der Stad, wou d'Schülerinnen an d'Schüler aus de Museksschoulen, mä awer och aus der UGDA mussen higen, am Jury fir d'drëtten Joer Solège net manner wéi véier Persounen. Véier Persounen, déi deenen trotz allem nach klänge Kanner - och sot néng, zéng Joer - friam sinn. Hiran Enseignant respektiv den Direktor vun hire Schoul huet an den éischte Joren emol dierfen derbei sinn. Dat heescht am Kierstext: Déi Kanner vun néng bis zéng Joer ginn aus hirem Umfeld garappt a spillen oder sangen op friam Terrain virum och nach friam Leit.

Ennert deene Konditiounen kann natierlech déi Performance, déi déi Kanner bréngen, ëmmer nimmens enner hiren tatsächleche Fäegkeite liden. Dat ginn d'Enseignant jo eigentlech och an der Formation continue geléiert, nämlech dass e Kand, wat sech muss op friam Terrain bewäsen, wéinst dem Stressfaktor ëmmer nimmens nach 41% Performance ka bréngen. Des Prozent-saz seet eigentlech alles a mist ze danke ginn.

Mittlerwiel huet d'national Programmkommission ou puer Annerungen um Solégours vun drëtten Joer virgeholl, déi och - an dat muss ee seer - an déi richteg Richtung ginn. Nimmens deenen zwou bestehenden Épreuves, Dictée a Lecture a

vua, kënn nach eng Épreuve mat dräi Imposés; also Stöcker, déi d'Kanner plus/minus ee Mount virum Exame kréien, un deene si da kënnen schaffen an déi ee am Exame virdoen. Also an Element, op dat si sech konkret kënnen virebereeden an h'schaffen, an dat hinnen da secher och déi Angscht, déi si hunn, ka verkleinere.

Des Weideren ass doduerch d'Épreuve mël laang ginn, wouduerch de Jury sech dann och kann e bessert Bild Iwwer d'Kanner maachen. Dann ass beim Imposé den Enseignant mam Schüler zesammen, a schlusslech gëtt bei Limitfall den Enseignant och no sengem Avis gefrot. Wéi gesot, et geet an déi gutt Richtung, woudbei ee sech awer hätt kënnen wënschen, dass déi pedagogesch Iwwerlesungen am Virfeld hätt misse gefouert ginn, an net nodréiglech.

Weiderhin bleift et awer trotz allem ëmmer nach fir d'Schüler aus de Museksschoulen a vum der UGDA, dass si en Auswärterspill hunn an - fir bei der Fuesballspilprooch ze bleiven - déi vum Conservatoire een Heemmatch.

Wann een nimmens deene schwierere Examenkonditiounen och nach muss considéréieren, dass een hei jo eigentlech eng Entscheedung als relativ jonk Kand hëlt, wat eventuell souguer seng berufleche Zukunft ubelaangt, dann heescht dat, dass e Schüler, deen duerchaus d'Capacitéiten hëtt, fir véiercht eng professionell Filière ze maachen, mä des sech, aus wat fir engem Grund och ëmmer, net kann oder net wëllt an des drëtt Stonn Solège aschreiwene, e komplett Joer verléiert.

Beim instrumentalen Exame vum der éischter Mentoun bestinn dann och Probieren. D'Schüler aus de Conservatoires, déi an dëser Épreuve iwwer 50 Punkten, also op d'mannest eng Qualifikatioun „très bien“ errechen, sinn automatesch admis an der Division moyenne spécialisée; wat secher richteg ass. D'Museksschoulschüler, déi an d'erselwechter Épreuve iwwer 50 kréien, si komescherweis net admis. Si mussen eng Épreuve supplémentaire Enn Oktober spillen, zesumme mat Conservatoirelschüler, déi manner wéi 50 Punkten halen. Eng Épreuve, déi all Joer zu ganz fermen Diskussiounen gefouert huet, well ganz aner Bedéngungen herrschen, wéi an engem reguläre Concours.

An dësem Schouljoer huet d'AEM zesumme mam Stater Conservatoire awer eng wesentlech më pedagogesch Lösung ausgeschafft. Déi interesséiert Schüler aus de Museksschoule maachen de ganze Examen - also déi technesch an och déi öffentlech Épreuves - zesumme mat hire Kolleginnen a Kollegen virum engem Fachjury am Conservatoire. Doduerch gi si an deemselwechte Konditiounen schlussendlech geléist an d'Schüler wësse schon am Juni, Jull Beschéed, ob si an der Division moyenne spécialisée ugeholl sinn, an net éreicht, wéi dat fréier war, am November. E schéint Beispill also vu gudder Zusammenarbeit vum deenen eenzelnen Acteuren um Terrain.

Et soll och hei nach emol betount ginn, dass déi eenzel Acteuren um Terrain - also d'UGDA, d'Museksschoulen an och d'Conservatoires - bei villen Hand an Hand schaffen. Als Beispill: Wann am Conservatoire hei an der Stad eng Waardelëscht besteet fir déi eenzel Coursen, dann dirigéieren déi responsabel Leit vum Conservatoire d'Clienté bei d'UGDA, fir dass si kënnen hir Coursen maachen a fir dass si net ënnerwee verléier ginn a si a kenger Schoul eng Plaz fannen.

Zréck erëm zur Organisation vum de Museksschoulen. Des kënnen ëmmer gewësse Konditiounen - Käerfeng, Kierf, Diddeleng an d'nächst Joer och lechternach zum Beispill maachen dat - eng Division moyenne spécialisée ubidden. Domat kënn een de Leit jo eigentlech nimmens entgéint, déi dat wëlle maachen, well si net mussen duerch d'Ländche fieren, wa si déi Coursen wëlle beslechen; zemoos wou och an de Museksschoulen duerch eben d'Gesetz vill ganz kompetent Enseignanten engagéiert goufen.

Elo gëtt et awer zënter enger Zäit ee Règlement grand-ducal, deen hei immens restriktiv ass, ëmmer anerem wat d'Qualifikatioun vum de Enseignanten ugeet. En Enseignant am Grad F2 dierf nämlech déi Coursen an enger Museksschoul net halen; am Conservatoire dierf hien dat awer. Ausserdeem steet dran, dass eng Museksschoul acht Schüler fir e Cours collectif vum véierten a fénneft Joer spécialisé muss hunn; woudbei ee fairerweis muss ernimmen, dass de Commissaire à l'enseignement musical duerchdieselooss huet, eng gewësse Flexibilitéit ze toleréieren.

D'Conservatoires allerdéngs, déi jo per Gesetz gehale sinn, déi Coursen unzabidden, mussen déi Konditiounen net erfüllen an d'äierten de Cours halen, och wa si nimmens ee Schüler hätten. Ech fannen, dass ass zimlech ongerecht.

Komesch ass an dësem Kontext och, dass déi Ziel vu Schüler, déi an engem Cours collectif mussen ageschriwwen sinn, fir dass en zusäzle soll kommen, nimmens an der Division moyenne spécialisée gellen; an deenen anerem dräi Divisiounen - dem Inférieur, dem Moyen an dem Supérieur, an deenen et secher och Klasse gëtt mat engem klengen Effektiv, ergo dann abe mat feelender Klassendynamik - gëtt et keng esou Beschränkungen.

Schued ass an dësem Kontext och, dass den Text guer keng Iwwergangsbestimmungen virgesäit vum enger Rei Joren, fir esou eng Divisioun ze lancéieren. Et ass also ze befechten, dass déi Possibilitéit, déi d'Gesetz gëtt, ganz einfach duerch dëse Règlement grand-ducal ofgeschafft gëtt, well et kann een net einfach acht Schüler aus dem Hutt zaubere.

Ech hunn elo schonn ganz vill vu Kanner geschwat, déi musizéieren, mä el gëtt och Erwuessener; ëmmer mël. Duerfir ass och den Enseignement pour adultes eng wichteg Saach. Allerdéngs muss een och hei wëssen, dass d'Mëtelen aus deemselwechten Dëppe kommen, fir ze bezuelen. Wann ee weess, dass den Zwee-Drittel-Remboursement schonn net mël erreicht ass, da wäert dat hei bestëmmt och eng Roll spillen.

Et goud ënnert der Madame Hennicot schonn d'Iwwerlesung, fir dass mat enger zusätzlecher Enveloppe ze bezuelen. Et goud souguer mengen Informatiounen no en Avant-projet. Vun deem geet keng Rieds mël. Komesch eigentlech, dass esou eng gutt Iddi am Tirage verschwommen ass.

(M. Lucien Weller reprend la Présidence)

Et gëtt dann och nach ze kläre ginn: Wien ass Iwwerhaapt en Adulte? Huet deen 18 Joer? Huet hien der 30? Schafft hien? Ass hie Student? Alles dat si Saachen, iwwer déi muss diskutéiert ginn. Et wäeren eng ganz Rei Prinzipial Froen ze klären, am Sënn vum mël Transparenz och fir d'Clienté vum deenen eenzelnen Schoulen.

Här President, Dir Dammien an Dir Hären, Madame Stasseksträit, d'Gesetz vum '88 war am Fong eng Kompromésslösung. Eng Kompromésslösung, déi natierlech ni d'Wësch an d'Besoin vum all Mënsch kann erfüllen. Et ass awer an de leschten zéng Joer mat dësem Gesetz vill geschafft ginn. Et ass gutt geschafft ginn. Mir hunn den Niveau vun eise Schülerinnen a Schüler kënn verbesseren, an dat ass net nimmens ee Mérite, deen dëst Gesetz huet.

Ech mengen och, dass dës Diskussioun haut de Mätteg an der Chamber dozou gefouert huet, dass ka fräsch diskutéiert ginn, virum allem Iwwer déi zukünftige Finanzéierung, an och d'fir gesuergt huet fir op d'Dolancé vum deenen eenzelnen Acteuren hinzweisen.

Domat seer och Merci fir d'Nolauschten.

» Plusieurs voix: Très bien!

» M. le Président: Merci, Madame Dall'Agnol. Den Hér Gibéryen fir d'ADR huet d'Wuert.

» M. Gast Gibéryen (ADR): Merci, Hér President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, d'Interpellatioun vum Kolleg Gira gëtt eis haut eng guut Geleeenheet, no zéng Joer zënter dass d'Gesetz Iwwer den Enseignement musical heibanne gestëmmt ginn ass, eng éischt Bilanz ze zéien.

Et wier secherlech besser gewiescht, déi Interpellatioun wier direkt virum dräi Joer geholl ginn, wéi se ugefrö ginn ass. Dann hätt dës Regierung och nach kënnen op d'Diskussiounen an d'Konkusiounen vum esou enger Debat reagéieren, andeem dass se dann och véiercht eng Gesetzespropositioun gemaach hätt, déi deem Rechnung gedroen hätt. Ech féerte ganz, dass dat elo an dëser Legislaturperiode net mël méiglech ass.

Mir hunn 1998 als ADR heibannen dat Gesetz begréist, weil mer gesot hunn, dass et wichteg ass, dass mer mël an eis Kultur investéieren, wat mer eiser Meinung no net genuch bis zu deem Zäitpunkt hei am Land gemaach hunn. A wann een haut, zéng Joer duerno, kuckt, da gesäit een och, wat d'Gesetz vum 1998 Iwwer den Enseignement musical fir eng positiv Entwicklung hei am Land matbrocht huet, quitta dass sech eng Rei vu Froen gestallt hunn. Problemer op der Streck opgetaucht sinn. Mä insgesamt muss een awer eng ausserst positiv Entwicklung op deem Niveau feststellen

Des grouesse Punkt, dass virum zéng Joer heibannen diskutéiert ginn ass, dass war de finanzielle Volet, do wou de Stäit sän Dröttel plafonéiert huet, a wou mer och an deene meeschten Interventiounen drop higewisen hunn, dass dat net gëtt duergoen, well eben dat eng Situatioun war, wou mer deemools den Ist-Zustand gekuckt hunn.

Deemools sinn eis vum der Ministesch detailliert Rechnungen virgeluecht ginn, an do huet sech erausgestallt, dass am Fong déi Enveloppe vum 180 Milliounen Franc deemools schonn engem Dröttel vum de reelle Käschten entsprécht huet. Et war awer domat ze rechnen, dass, nodeem dat Gesetz a Kraaft getraht ass, a quessch duerch d'Land vum de Gemengen ugewannt ginn ass, mël Leit am Enseignement musical gëllen enseigneréieren an deementsprechend dann eben och de Käschtepunkt an d'Luucht gëtt goen.

Haut stelle mer jo fest, dass do eng enorm Entwicklung komm ass, dass mer haut 580 Leit am Enseignement musical beschäftegt hunn, wouvu 370 Leit e festen Arbeitsvertrag hunn. Dat war och deemools eent vum den Argumenter, firwat mir als ADR dees Projekt ënnerstëtzt hunn, weil mer gesot hunn, eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg Musik studéiert huet, huet am Fong keng Chance, fir kënnen duerno och professionell hieft Liewe mat der Musik ze maachen. Deemools hata mer am Fong just d'Militärmusik an déi puer Conservatoires, déi praktesch de Leit en Job als Museker konnten ubidden.

Duerch den Enseignement musical ass déi Ziel elo enorm an d'Luucht gaangen, op 580, wéi gesot, wouvu iwwer een Dröttel - 220 - Enseignant sinn, déi net Lëtzeburger sinn. Am Uank war dees Prozentsaz nach vill mël héich, weil mer net genuch Leit hei am Land hata, déi Enseignant am Enseignement musical konnten ginn, och weil d'Leit net als en Zil konnten ugesinn, fir halt Liewen um Niveau vum der Musik ze maachen.

Duerfir war mer frou, dass mer Leit aus der Grenzregioun hata, déi hei op Lëtzebuerg komm sinn, fir déi Coursen do ze halen, respektiv dass mer Leit vum der Militärmusik hata, déi ausgesprong sinn, fir déi Coursen ze halen, deenen hir Ziel jo awer elo lues a lues erolgeet.

Ech sinn iwwerzeegt, dass et duerch den Enseignement musical elo ëmmer mël Jugendleech gëtt, déi dat och als eng berufleche Zukunft gesinn, an den Enseignement musical eraginn an dann Iwwer de Conservatoire eraus doranner hir Studi maachen an herno hiren Job op deem Niveau kënnen fannen.

Et ass also ganz wichteg, dass, während fréier déi Duerfmusiken oder Museksschoulen, déi mer hata, niewerberufflech gefouert gi sinn, haut eng positiv Entwicklung stëttend an ëmmer mël Leit haaptberufflech als Museker kënnen schaffen.

Ech mengen, Hér President, dass mer dem Enseignement musical eng gemeinsamen Basis geluecht hunn, wou mer och Iwwergäng méiglech gemaach hunn, sou dass een an den Dierfer am éischte Cycle ufänken an herno am Conservatoire virtuelle kann. Dat war eng guut Entwicklung.

Mir mussen awer haut oppassen, dass, wa mer eng Etapp weiderginn, mer net ewechgi vum der Proximitéit, déi mer haut hunn an de meeschte Gemengen, téschent de Verlänger - ech denken do u Museken a Gesangsverléiner -, déi ganz dacks an d'Organisatioun vum Enseignement musical an de Gemenge mat ageborte sinn, weil et nach ëmmer dat éischt Zil ass, fir dass op den Dierfer an de Gemenge Jugendlecher - a priori Jugendlecher - ausgebild ginn, déi herno och eise Museken an eise Gesangsverléiner zougutkommen.

Duerfir muss eben dat Zesummeschaffen téschent deenen eenzelnen Museken, de Gesangsverléiner an dem Enseignement musical erhalte bleiven. Mir dierfen net ze wäit ewechgoen an dat ze vill op e regionale Plang hiewen an dann de Kontakt verléieren, well da geet eis eng wichteg Verbindung verluer.

Mir gesi jo och haut, dass d'Musike mël wéi d'Gesangsverléiner awer direkt an dem Enseignement musical ageschloss sinn.

Mir hunn an der RTL-Kommission, wéi mer se nennen, jo och gemengt, datt et misst eng Mission obligatoir sinn, wou mir als ADR och der Meinung sinn, datt dat richteg ass, datt dat haut flächendeckend am Land misst ugebued ginn, datt jiddereen, egal wou hien am Land wunnt, d'Méiglechkeet misst kënne kréien, fir vum Enseignement musical ze profitéieren, natierlech net op allen Niveaue, mä datt mer op méi regionalem Niveau dann déi nokommand Etappen awer och mussen ofdréieren.

Et muss zu der Allgemeinbildung haut gehéieren, et muss eng Normalitéit sinn an et dierf net eng Fro vun der sozialer Herkunft ginn.

Mir hu verschidde Méiglechkeeten, fir den Enseignement musical unzibidden. Dat geet vum Gemengenniveau, wou d'Gemengen dat eleng maachen, iwwert de Wee vu Syndikater, wou verschidde Gemengen et zesumme maachen, bis hin op den Niveau vum Conservatoire.

Mir sinn och als ADR der Meinung, wéi scho verschidde Vriedner gesot hunn, datt ab engem bestëmmten Niveau de Stat méi engagéiert muss ginn, esou wéi mer dat och an eisem normalen Enseignement hunn, wou et e Mix gëtt vun der Finanzierung beim Préscolaire, beim Primaire, an duerno de Stat et ganz iwwerhëllt. Esou misst een och hei op e System kommen, datt déi éischt Cycle gedeelt wieren tëschent Stat a Gemengen an datt et duerno esou misst sinn, datt d'Finanzierung méi op de Stat iwwergeet.

Et war och deemools gewosst, datt déi Enveloppe net kéint duergeen. Well wann eben den Enseignement musical flächendeckend ofdréiert gëtt, da kréie mer méi Schüler an doduercher och méi Enseignanten. An haut ass d'Ziel jo vun deem, déi d'Course besichen, an deenen zéng Joer 87% geklommen, wat also eng äusserst positiv Entwicklung ass. Mir hunn als deemools virun zéng Joer jo och alleguer erwünscht, datt méi Leit déi Course gëife besichen a méi Leit dann och den Kontakt zu der direkter Kultur gëife kréien. Dat ass am Fong agetratt, natierlech verbonne mat engem Käschtpunkt, deen dann och deemteneprechend an d'Luucht gaangen ass.

Well de Stat awer sän Deel deemools op 190 Milliounen Franc plafonéiert huert, hunn d'Gemengen de Rescht misen iwwerhuelen, déi zwéi Drëtter, wouvu am Fong nëmmen een Drëtel e reellen Drëtel ass, an zwar deen, deen aus der Dotatioun kéint vun de Gemengen, deen also vun de Gemenge flächendeckend finanziéiert gëtt, wat deemools schonn agefuerert ginn ass.

Well mer eis och scho virun zéng Joer gesot hunn, datt sécherlech eng Rei vu Gemengen den Enseignement musical net waerten ofdréieren, also dann och kang finanziell Käschten hätten, et awer unzuhuele war, datt Leit oder Jugendlecher aus deene Gemengen an den Enseignement musical vun aneren Nopeschgemenge gëife goen, ass deemools deen Drëtel agefuerert ginn, wou da gesot ginn ass, dann hëlfeften déi Gemengen, déi den Enseignement musical am Fong net ubidden, zumindest iwwert deen Drëtel vun der Dotatioun, deen Enseignement awer ze finanzéieren.

Dem Stat sän Drëtter, well deen plafonéiert ginn ass, ass haut bei Wäitem keen Drëtel méi. Duerfir ass deen Drëtel vun de Communes stéig, déi den Enseignement musical ubidden, haut wéi iwwer een Drëtel erausgaangen, wat dann eben och zur Konsequenz huert, datt haut d'Gemengen higin an déi héich Taxes d'Inscription froen. Ech mengen, dat kann net de Wee sinn. Mir sollen op dee Wee goen, datt all Leit hei am Land kënne vun dem Enseignement musical profitéieren.

Duerfir, Här President, der langen Rede kurzer Sinn, hei geet et an der Diskussioun nëmmen ëm eent, wouriwwer mer eis och heibannen eans ginn, wa mer d'Regierung dann esou wéi hunn: D'Regierung muss och hei hir Responsabilitéit um Niveau vum de Finanzen iwwerhuelen, fir datt mer och an Zukunft dat gutt gemengle Gesetz vun 1998 flächendeckend alle Bierger hei am Land kënne ubidden, fir datt déi gull gemengten Investitioun an d'Kultur och an Zukunft weider ausgebaut ka ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen (ADR). - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Glibéryen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Ech wéi einfach am Kierrecht se, dass de primäre Museksunterrecht oder Museksunterrecht iwwerhaapt fir mech gläichzestellen ass mam Unterrecht an der Primärschoul, an do steet an eiser Verfassung, dass de Primärschoulunterrecht muss gratis sinn. Genauso ass et ménger Usicht no mam Museksunterrecht. E muss fir all Mänsch zougänglech sinn a muss gradeso e Recht ginn, wéi dat an eis Verfassung ageschriwwen ass, dat heescht, dass de Primärschoulrecht och am Museksberäich muss gratis sinn.

De Problem, dees mer hunn, ass einfach deen, dass verschidde Gemengen de Problem hunn, regional Infrastrukturen unzibidden - wéi mer de Fall zu Esch hate mat eisem Conservatoire -, Infrastrukturen, déi vun anere Gemenge benotzt gi sinn, mä wou awer dann e Minerval gefrot ginn ass vu Leit, vu Kanner, déi aus anere Gemenge kommen sinn. Dat ass ee laesche Wee am Museksunterrecht, an dat ass och de falsche Wee am Primärschoulrecht, wann einfach eba bei Kanner, déi aus anere Gemenge kommen, e Minerval gefrot gëtt. Mir sinn haut einfach an enger Situation, wou mer enger Familienstruktur hunn an och am Primärschoulrecht mussen ëmdenken.

An deem neie Gesetz iwwert d'Schoulreform steet awer alt erëm eng Kéier strikt dran, dass einfach muss versicht ginn, d'Kanner do an d'Schoul ze schécken, wou se wunnen. Dat ass e gudden Objektiv, dat ass och gutt vertretbar, mä leider si mer haut an enger Situation, wou mer musse soen, et ass net méi esou, dass d'Leit an där Gemeng schaffen, wou se wunnen, an dass d'Familien - Mamm a Papp - schaffe ginn an där Gemeng, wou se wunnen. Si ginn anzwousch anescht schaffen an da kann et an der Regel esou sinn, dass se dann och hir Kanner mat an eng anger Gemeng huelen, fir se do ze betrieien.

De Museksunterrecht kann een an deemselwechte Kontext stellen a se, dass jiddereen an elementaart Recht muss hunn op Museksunterrecht an dass et net esou ka sinn, dass, wann a Gemenge Musekschoul gebaut ginn, dat u sech regional Struktur sinn, well se jo vum Stat zum Deel matfinanziéiert ginn. Da musse se och fir jiddereen zougänglech sinn, an da kann et net esou sinn, dass Kanner aus anere Gemengen, déi d'Chinner kommen, e Minerval musse bezuelen. Ech ginn do an einfach Beispill vun der Gemeng Ettelbréck, wou elo nach ëmmer, wa Kanner aus anere Gemengen an déi Musekschoul kommen, e Minerval gefrot gëtt. Ech fannen dat einfach...

(Interruption)

Gellit?

Une voix. - Och nach op villen anere Plazen!

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Jo, op villen anere Plazen, mä egal wou et ass, et ass fir mech ëmmer falsch.

Et ass en elementaart Recht. Et kann een net hgoen an einfach an finanziell Grënn eng Klass Kanner vun der Kultur ausschliessen. Dat schéngt mer elementar ze sinn, en duerfir fannen och déi Minervale, egal a wat fir engem Beräich, falsch.

Et verstäit ganz kloer géint déi Chanoggläichheet, déi mer ëmmer hei priedegen. Duerfir muss et esou sinn, dass jiddereen och muss d'Urecht hunn op de Museksunterrecht, ouni dass d'Familien dann d'fir extra musse bezuelen.

Dat ass déi Richtung, an déi mer musse goen.

M. le Président. - Merci, Här Glibéryen.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Also, Här President, dat ass echo fir d'Dräit an deeser Sessioun, wou Der mer esou Frecheete mach!

(Hilarité)

M. le Président. - Entschëllegt, Här Jaerling. Et ass net gärschitt gewiescht. Den honorabelen Här Klein huert d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, 1998, wéi mer iwwert dat Gesetz hei diskutéiert hunn, huert den honorabele Kolleg Ed

Juncker gesot, déi Problematik hei huert a laange Baart. Et huert laang gedauert, ier mer e Gesetz kritt hunn iwwert den Enseignement musical, a mer ware frou, dass mer et deemools kritt hunn. Haut si mer an der Lag, fir Konklusionen ze zéien aus den Erfahrungen, déi an deene leschten zéng Joer op deem Plang gemaach gi sinn.

Ech wéill e puer Wuert soen aus der Sicht vun de Gemengen zur Émsetzung vun deem Gesetz.

Eischtens, de Museksunterrecht ass wichteg, ëmmer anere, weil e Jonker ausbill, fir an de lokale Museksveräiner a Chorale matzewierken, déi eng wichteg Kontributioun zur Liewensqualität an zur sozialer Kohesioun an de Gemengen an doduerch am ganze Land leeschten.

Zweelens, all Kand oder Erwuesenen am Land soll kënne Accès zu Musekskursen hunn.

Drëtens, den Enseignement musical soll an Zukunft eng obligatoresch Mission fir d'Gemenge ginn. Dat heescht, dass se sech alleguerer souwuel um Finanzement wéi um der Organisatioun bedeelege sollen, ouni awer selwer Coursen an hirer Gemeng organiséieren ze sollen oder ze mussen.

Wann d'et also als Objektiv sinn, wéi soll de Finanzement vum Enseignement musical dann an Zukunft geregelt ginn?

Heirop kann een net äntwerten, ouni sech eng Kéier mam aktuelle System vun der Finanzierung ausneezen. Drei Voleté mussen duerfir ënnert d'Lupp geholl ginn: eischtens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent dem Stat an dem Gemengesektor insgesamt; zweelens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent de Gemengen; drëtens, d'Participatioun vun de Schüler, dat heescht de Minerval.

1) D'Repartitioun vun de Käschten tëschent Stat a Gemengen, dat ass ganz séier festgestallt. Deen Dräitel, deen de Stat an der Zäit an Aussicht gestallt huert, war plafonéiert an entsprécht net deem reellen Dräitel, wéi d'Käschte sech haut entwéckelen. Duerfir muss d'fir gesuergt ginn, dass deen Dräitel effektiv en Dräitel gëtt. An dobai musse och, an deors von de Fraisen vun den Enseignanten, d'Fraisen an d'Käschten, déi d'Gemengen hu mat den Infrastrukturen insgesamt, aberechent ginn.

2) D'Repartitioun vun de Fraisen tëschent de Gemengen. Um Finanzement vum Museksunterrecht bedeelege sech souwuel déi Gemengen, déi Course bei sech organiséieren, sief et an engem Conservatoire, an engem Musekschoul oder iwwert d'UGDA, an dann awer och nach de Gemengesektor insgesamt.

Dat ass eng Tatsaach, déi net ëmmer esou bekannt ass. Effektiv gesäit d'Gesetz vun 1998 vir, dass d'Gemengen insgesamt iwwert de Fonds communal de dotation financière deemselwechte Bäitrag wéi de Stat zum Finanzement vum Museksunterrecht bäistelen.

Iertümlecherweis gëtt awer docks gemengt, de Ministère de l'Intérieur géif nach ee Subsid fir de Finanzement vum Museksunterrecht bäistelen. Falt ass, dass dese Chiffer am Budget vun Innenministère ugefuerert gëtt, mä e gëtt de Gemenge vum Montant forfaitaire am Fonds communal de dotation financière ofgehale. Et ass also am Fong elo och schonn esou, dass d'Gemengen all an engem gewësse Mooss vum d'Finanzierung vum Enseignement musical mat erugezu ginn, mä deen Deel wiisst nëmmen d'selwecht wéi d'Kontributioun vum Stat. Wann d'Käschte vum Enseignement musical also méi séier progresséiere wéi d'Masse salariale vum Stat, geet d'et exklusiv zu Laaschte vun deene Gemengen, déi Musekskursen bei sech organiséieren.

Wa mer also fannen, dass d'Participatioun vum Stat net dierf plafonéiert sinn, dann dierf déi vun de Gemengen insgesamt et och net sinn.

3) D'Kontributioun vun de Schüler, dat heescht d'Fro vun dem Minerval. Si huert vill Facetten. An der leschter Zäit si schwéierig Situationen entstanen, weil d'Gemengen decidéiert hunn, den Elèves non résidents méi en héije Minerval ze froe wéi de Schüler aus hirer Gemeng, an dat nodeems se...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Klein, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - Ech si gläich färdig, Här President.

...ouni Succès d'Commune de résidence, wou d'Schüler wunnen, drëm gebieden haten, des Differenz ze iwwerhuelen. Esou eng Decisioun ass bestëmt net llichtlankeg geholl ginn, mä einfach weil dese

Gemeng d'Waasser bis zum Hals stoung. Dat kann een noivolzéien.

Et kann een awer déi Gemenge verstoen...

M. le Président. - Här Klein!

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - Jo, ech si gläich färdig. Ech wéi nëmma just se, Här President, Dir wéllt net hunn, dass mer sollen hei eng Diskussioun léieren, fir dass d'Gläichheet tëschent de Schüler an alle Gemenge soll stattannen. Et misst een hei an der Chamber...

M. le Président. - Ech hunn näischt géint d'Gläichheit, mä ech hätt gärschlech Temps de parole fir se all, an eist Reglement ass nun eben...

(Interruptions diverses)

Une voix. - Loosst den Här Klein gewärdent!

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - ...dass jiddereen eng Meinung hei ka se, an Interi vum der Seach, an net einfach kucken, fir eng Zäit festzeeséien an dat arbitrairement maachen.

M. le Président. - Dat gëtt net arbiträr gemaach. Dat ass, Här Klein, à l'unanimité gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - Wei gesot, op déi dräi Froen do musse mer eng ganz präzis Äntwert ginn...

M. le Président. - D'Madame Statsekreteärin ass amgang, sech ze preparéieren.

M. Jean-Pierre Klein (LSP). - ...vun der Verdeelung vun de Fraisen tëschent de Gemengen an dem Stat, ënnert de Gemengen an eng ganz équitable Léisung fir d'Schüler, egal vu wou se kommen.

Mir Dammen an Dir Härren, ech soen Iech Merci fir Är Opmerksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Klein. D'Wuert huert elo déi honorabel Madame Flesch.

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, Madame Statsekreteärin, Dir Dammen an Dir Härren, déi lescht Diskussioun, déi mer hei an deem Haus haten iwwert den Enseignement musical communal war am Juli 2005. Do hu mer de Plafong, deen de Stat bäistelt, misen erhéien, fir dem Fakt Rechnung ze droen - ëmmer anere, mä awer haaptsächlech -, dass d'Musekschoul vum Direkch an Ettelbréck zu engem Conservatoire gi war an dass d'Musekskursen zu Däiffereng eng Musekschoul gi sinn. Fir dass déi aner Gemengen net sollen doduerfir manen kréien, ass de Plafong erhéicht ginn, wat eng guit Seach war, an dat ass jo allgemeng hei vun der Chamber gestëmmt ginn.

Zu deemselwechten Zäitpunkt huert ons Kolleg, den Här Camille Gira, eng Interpellatioun ugemellt, an et huert eben dräi Joer gedauert, bis dass dat endlech zur Diskussioun koum.

Wat ech festhalen, Här President, dat ass, dass sech säit där Diskussioun virun dräi Joer am Enseignement musical näischt geännert huert. D'Froen, déi deemools gestallt gi sinn, bleiwen och haut nach ouni Äntwert.

Den Här Gira ass a sengem Bäitrag zu deeser Diskussioun haut op déi eenzel Punkten agaangen an huert befliecht, wéi sech déi Froe sech haut nach esou stellen, wéi se sech virun dräi Joer gestallt hunn.

D'Rapportrice sengerzäit 2005, déi honorabel Madame Nelly Stein, déi ons vill ze fréi verloos huert, hat gesot am Numm vun der Kommissioun, et wär vun der Regierung versprach ginn, dass eng Analyse vun de zustännege Ministère iwwert de Käschtpunkt - iwwert déi effektiv Käschte vum Enseignement musical - am Lafe wär an dass mer déi Diskussioun erëm géifen opheuen, wann déi Fakten disponibel wären.

Mir hunn, Här President, den 8. Abréil e groust Dokument kritt iwwert den Enseignement musical am Luxembourg, wat ganz interessant ass, mä wat am Fong net déi Analyse ass, vun där deemools geschwat ginn ass. Ech bedauern et, Här President. Ech sinn e bësse wéi d'Sœur Anne: «Je ne vois que le soleil qui rougeoit et la route qui pourdroit, mais ne je vois rien venir...»

(Hilarité)

D'Gesetz ass haut zéng Joer laang en application. Wéi scho verschidde Riedner

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vom Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 486 956 1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphix Communication SA, Dierdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

et gesot hunn, huet dat Gesetz doudsächer zur Qualitéit an zum flächendeckende Charakter vum Enseignement musical am Land bäigedroen. Dat ass eng gutt Saach.

Nach bleiwen eng ganz Partie Probleemer. Sait 2004 spëtters hunn d'UGDA, de Conseil supérieur de la musique, de Syvicol, eng Rei Stied a Gemengen déi Probleemer a verschidden Avisen erwiigestrach an hu mat Nodrock gefuerdert, dass se solle geléist ginn.

Déi Probleemer gi vum Contenu vum Enseignement bis zum Statut vun den einzelnen Institutionen an passant iwwer de Statut vum Personal, d'Chargé-de-coursen - et ass schonn dovunner geschwat ginn - a zum Beispill och d'Chargés de direction vun den Écoles de musique - ech wësse, dass dat e Problem ass, deen der UGDA terribel un Härer lät - a last but not least de Problem vum Financement, deen d'Kärstéck vun där Diskussioun ass, déi mer haut léieren.

Dee Financement geschitt an enger totaler Ontransparenz. Et ass kee Mënsch, dee wësse, wéi wat woufir kritt. Or, den Artikel 12 vum Gesetz gesäit vir, qu'« L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions ». Esou gëtt et op jidde Fall net gehandhaabt.

Problemer, déi de Conservatoire vum Norden a lëschter Zäit hat, hunn dozou gefuerdert, dass déi Diskussioun vill méi akut ginn ass. Ee vun de Probleemer ass effektiv d'équitable Verdeelung vun de Fraisen tëschent de Gemengen.

Am Kader vun der Territorialreform ass jo elo virgesinn - an dat ass och scho gesot ginn -, dass eng Obligation soll entsioen fir d'Gemengen, en Enseignement musical de base unzibidden fir all d'Kanner. Dat ass doudsächer eng gutt Saach - den Här Etgen ass op déi Fro agangenen, wéi wichteg dat ass -, mä dat wäert d'Fro vun der Verdeelung vun de Käschten nach méi komplizéiert maachen, well wann d'Gemengen all d'Obligation hunn, wäerten d'Gemengen awer net alleguerde kënnen déi Offerte bidden.

Dat heescht, dass et an der Commune siège eng Partie Kanner gëtt, déi aus anere Gemenge kommen, wou deen Unrecht net ugebuede gëtt. Da steit d'Fro sech vun der equibaler Verdeelung vum Finanzement an nach vill méi akuter Form. Ech mengen also, dass och hei de Stat gefuerdert ass. Wa mer déi Offere obligatoire aféieren, da muss onbedéngt de Stat en Deel vun deem Finanzement - an de gréissten Deel vun deem Finanzement - droen.

Et stellt sech natierlech och de Problem vun der Spezialisatioun vun deene Schüler, déi wëllen eng musikalesch Carrière erschloen an déi hir Etüd weidermaachen um Niveau vun der Division moyenne spécialisée a vun der Division supérieure. Bis elo sinn d'Conservatoires déi Enzeng, déi d'Courses an deenen zwou Sparten offéieren. Ech wësse, dass d'Musekschoule sollen erméiglechen kréien, d'Courses an der Division moyenne spécialisée an unzibidden, mä nach bleiwen d'Conservatoires déi Enzeng, déi an der Division supérieure deen Unrecht offéieren.

Si hunn also eng national Aufgab an et wär gitt a richtege, wann dat och géif unerkannt gi vum Stat an entsprecheend dédémagégéiert ginn. Et ass keen Zoufall, Här Präsident, dass am Ufank vun deem Joer d'Boergermeeschtere vun Ettelbréck, vun Esch a vu Lëtzebuerg, déi also allen dräi

d'Communes siège vum engem Conservatoire sinn, sech un de Ministre de l'Intérieur gewannt hunn - deem seng Absence och iwwerengs bedauern - an un d'Staatssekretärin vun der Kultur, fir op hir spezifesch Probleemer hinzeweisen.

En passant wëll ech dem Här Gira soen, dee gemengt huet, dass de Conservatoire du Nord manner gutt gëtt traitéiert gi wéi déi aner Conservatoires, wann ech richtege verstane hunn,...

» **M. Camille Gira (Déi GRÉNG), interpellateur.** D'Gemeng als Ganz.

» **Mme Colette Flesch (DP).** Ah, insgesamt ass et richtege, well wann een d'Conservatoire kuckt, da gesäit een, dass en fonctioun vun der Rémunération des frais du personnel et frais d'enseignement musical de Conservatoire du Nord 44,14% vun den Dépenses erëmkréit, de Conservatoire vun Esch 35,41% an de Conservatoire vu Lëtzebuerg 23,22%. Mä et ass gutt, dee Malentendu ass elo opgeléiert.

Här Präsident, ofschléissend wëll ech ganz einfach dat heite soen: Et huet ze laang gedauert an et muss eppes geschéien. Mir brauche kee Joer de réflexion méi. Mir brauche kee Moratoire. Mir brauche keng aner Terjiversatiounen. Ech froe ganz einfach d'Regierung: Wéini mécht se Neel mat Käpp?

Merci.

» **Plusieurs voix.** Très bien!

» **M. le Président.** Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Staatssekretärin Octavie Modert. (Interruptions)

» **Une voix.** Et ass net einfach, Här Präsident.

» **M. le Président.** Här Klein, hutt Dir eng Fro?

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** Setzt Dir d'Zäit fest?

» **M. le Président.** Mejo dat kann ech lech ganz genau soen, wann ech main Text erëmfrannen. 20 Minuten, Här Klein, plus d'Motion.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** Merci.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** Här Präsident, Dir Dammen an Dir Härten, och mengen, dass mir de Moment den absolut richtege Moment hunn, fir iwwer de Museksunterrecht ze schwätzen, well dat Gesetz ass elo exakt zéng Joer a Kraaft. Et ass also eng flott Gebuertsdagfeier haut fir dat Gesetz an och eng gutt Gelegenheet fir eis, iwwer d'Applikatioun vum Gesetz a vu sengen Ausféierungen ze kucken. Dat soll een och net ze fréi maachen, mä dat soll een am richtege Moment maachen.

Et ass also haut déi richtege Gelegenheet, an sel virun dräi Joer, wou mer genau déiselwech Diskussioun gehat hätten, wéi am Juli 2005 mat deem Gesetz, dat mer deemools gestëmmt haten, fir de Platfong wéinst deenen zwou Schoulen, wéinst deenen zwou Statuten an d'Luucht ze hiewen, a well och méitlerweil dru geschaff ginn ass, enner anere am virun allem och der Spezialkommission vum der territorialer Reorganisatioun. Dat dārf ee jo all alles net aus den Ae verléieren. Viles vun deem, wat do geschwat ginn ass, ass jo haut hei

erëngeholt ginn, esou dass déi Virberedung jo dann och ganz gutt war.

D'Gesetz ass also elo zéng Joer a Kraaft an et wär laang an der Maach virduen, wéi och scho gesot ginn ass. D'Genesse huet iwwer 20 Joer gedauert, dat Gesetz selwer och nach eng Käier dräi, wéi jidderees wësse, wéi schwéier et war, a well jidderees wësse, wéi komplex et war, a well am Endeffekt jidderees wësst, dat et besser wär, mir hätten dat Gesetz esou wéi et war, wéi mer hätte guer keent.

Eent ass sécher: Dat Gesetz vun '88 huet absolut positiv Resultater an Ausféierungen. Déi Objektiv vum 98er Gesetz sinn och erreicht ginn. D'Basissobjektiv vun der Freed un der Musek mam Basisunrecht kënnen ze ëmmerstëtzen, ass voll opgegaangen. Ech erënnere un Ével musical an aner Initiativen, awer och d'Division inférieure als solches. Eng spezialiséiert Formation, deen Niveau hannerendrun, deen d'Schüler esou wéi féiers kënnen wéi se wëllen, bis zu engem professionellen Niveau: genau d'elwecht. Deen drëtten Objektiv vun den Erwuessenecoursen: Do ass sécher e manner grouse Sprong gemach ginn. Dat ass kloer.

Aner positiv Ausféierungen sinn awer och eng Stabilisatioun fir d'Berufsmäiteld vum Léierpersonal am Museksunterrecht seher an eng Stabilitéit fir déi Schoulen, egal enner wéi engem Statut se de Museksunterrecht ubidden.

E substatzielle Qualitéitsprong ass scho vu jidderegem heibanne festgestallt ginn - dat ass absolut de Fall -, an Niveausprong no uewen, iwwerall a global, egal a wéi engem Type d'Enseignement.

En diversifizéiert Ugebuet vu Coursen, eras och aus den traditionelle Schemen, déi bis dohinne waren, hu mer och domadder hikit, wou vill méi Kreativitéit erakomm ass. Selbstverständlech méi Schüler, wat scho gesot ginn ass. A virun allem och ganz wichteg, e vill méi flächendeckend Ugebuet vum Museksunterrecht. Wa mer haut déi Landkaart kucken, wou wéi ee Museksunterrecht ugebuede gëtt, dann hu mer haut vill, vill manner wäisse Punkten drop wéi nach virun engem décke Joer, wou d'Diskussiounen an der Spezialkommission ugeange sinn.

Allas dat huet eng Dynamik an deene leschte puer Joer kriedert, wou mer och viles thematiséiert hunn, wou vill méi Gemenge matmaachen. Et ass kee méi, dee sech haut eraushält. An déi puer wäisse Punkten, déi Dir nach op der Kaart hutt, déi Dir kritt hutt, och déi Gemenge sinn amgaenge Gesprécher ze léieren, fir enger enger Form oder enger anerer matzemaachen a sech ze bedeelegen um Ugebuet vum Unrecht a vum Financement.

Dat Ganz huet jo dann och geheescht, dass mer nach méi Leit erreicht hunn, méi Schüler d'Méiglechkeet vu Musekscourses gi konnten. Eng Ausféierung dovunner ass - déi schonn ugeschwat ginn ass -, dass mer vill Nowuesse fir eis Museken och domadder konnte begeeschten an eng ganz grouse Professionalitéit op där anerer Säit an d'Sachen erakitt hunn.

Also, eng grouse Vitalitéit an Innovatiouns-sinn an a vum Museksunterrecht. An ech hunn elo nach vergäiss ze soen, dass och eng finanziell Besserstellung vum de Gemengen domadder komm war, well vum Gesetz vum '98 ass et quasi wéineg staatlech Participatioun ginn. Haut geet se trotz allem all Joer erop, a se ass haut op méi wéi dem Duebele vum deemools, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass.

Feststellungen also, déi heibannen iwwerall gedeelt ginn: De Museksunterrecht ass néideg. Sāi Stellwert ass wichteg. Et ass net fir an a Fro ze stellen an e gëtt och iwwerhaapt net a Fro gestallt, weder heibannen nach soss anzewousch, wat mech ganz freet.

Eng aner Feststellung: Den Niveau, d'Ugebuet, d'Qualifikatiounen sinn eropgegaangen. An ass vill méi flächendeckend ginn. Et sinn also méi Leit a Schüler, déi d'Méiglechkeet fir Coursen hunn. Den Nowuesse ass besser.

Bei der Aschtzung vun de Probleemer hu mer eng ganz grouse a komplett Estëmmegkeet. Dat huet ee jo bei alle Virledner hei virduen erausheieren. Déi eenzeg Probleemer sinn, wéi et schéngt - oder bal -, déi vun der Finanzéierung. Do ass eng vun den Universalisatiounen, déi an de Raum gestallt ginn ass an den Diskussiounen, dass de Stat soll méi matbezuelt wéi bis elo.

Nach eng Käier: Virun '98 huet de Stat ganz wéineg bezuelt. Mä geet dat duer? Et si schliesslech och op déi aner Manéier ëmmer déiselwech Öffentlech Suen, déi erafléissen, egal ob se aus deem enger oder deem anere Dëppe kommen. Ech

Jeudi,
12 juin 2008

mengen, dass et net just duergeet, fir d'Fro vum Platfong - dat heescht, vun der Kontributioun vum Stat - hei ze kucken, mä et muss een och no de Kritären an der Organisatioun kucken.

Am bestahende Kader vum aktuelle Gesetz wësse mer, dass mer keng Léisung hunn. Keng aner Léisung wéi déi, déi bis elo do ass, ass méiglech. Et ass null Spillraum an et kann een nëischt maachen. Dohier sinn déi Froen ëmmer erëm opkommen an ëmmer erëm déiselwech bilawe vum eventuelle méi grouse finanziell Schwéiergekeet vu verschidde Gemengen oder Schoulen. Et ass net méiglech, el am aktuelle Kader anesichters ze maachen.

Wou leien d'Problemer haut? Mä an den Ernenscheeder tëschent de Gemenge vum staatlechen Zréckbezuelen, haaptsächlech durch enner anere - gëtt gesot - de Platfong vum staatleche Bältrag. Ech mengen, dass d'Fro doranner ze gesinn ass, dass mer haut de Museksunterrecht als kommunale fakultativen Unrecht gesinn.

D'Schwéiergekeeten an d'Ernenscheeder leien: a verschiddeartenegen Organisatiounen; verschiddeartenegen Qualifikatiounen vum den Enseignant; an anere Personalstatut plazeweis; an aner Bezuelt jee no Plaz; aner Palen; ganz besonnesch awer och aner Definitioune vun Tāchen, op där enger Plaz gëtt et déi Chargen, op anerer net; Niewenaktivitéit gi mat erageholt an d'Tāche bei deenen enger a bei deenen anere net; natierlech d'Koeffiziente jee no Museksunterrechtsegenre.

Déi kombinéiert Applikatioun esse jüst vun der Gemengenautonomie, déi jo virduen och duergestallt ginn ass a richtege ass, a vum gesetzleche Platfong ass eben och d'Erklärung vun den Ernenscheeder, dass eng Gemeng vum Stat prozentual méi erëmkréit wéi eng aner.

Mir wëssen, dass d'Gesetz an déi Reglementer, déi duerno komm sinn, objektiv Kritäre festgeluecht hale fir d'Erëmbezuelen. Et muss ee jo och Objektiv festleien. Déi orientéieren sech no de Coursen, awer och no der Ziel vun de Schüler kombinéiert mat de Coursen.

Ech ginn elo net hei op d'Detailer an, mä Dir gëtt awer domadder ganz gutt gesinn, wéi komplizéiert a wéi komplex et ass, dass een déi real gehalen Zälle vun den individuelle Coursen, souguer a Minute gerechent, kuckt. Schliesslech ass et jo och en Harmonisatiounsgesetz, soss kënnit dat net hin, dass mer e generaliséierten Taux vu véier Schüler fir ee Cours vun enger Stonn jee no System hunn, e generaliséierten Taux fir kollektiv Coursen an esou weider an esou virun. Déi ginn dann zesummegerechent an dorobber gëtt dann och de Remboursement gekuckt.

Dir gesäit, dass et ganz genau ugerachtet gëtt an dass et och ganz transparent ass. Et ass just ganz komplizéiert. Mä et kann och net anesichters sinn, well Dir wësst wéi vill dausende Coursen uesicht d'Land ze rechnen sinn, an egal wéi wäert dat bei verschidde Leit den Androck vu schwéierge Rechnungen erliefen, wou et wouer ass, dass se schwéierg sinn, mä déi net ontransparent sinn.

Dat heescht nämlech, de ganze System ass esou opgebaut, dass de Stat souwuel no der Ziel vu Cours wéi der Ziel vun de Schüler an zum Deel der Qualifikatioun vum den Enseignant erëmbezuelt. Am Respekt vum der Gemengenautonomie kënnen natierlech am kommunale Museksunterrecht all d'Schoule sech och d'Präheeten hiewen, fir nach aner Gestaltungs vum Unrecht derbälzemaachen an dropzegréieren. Am Respekt awer och vun engem gleichen Zréckbezuelt kann de Stat haut net all Initiative berécksichtegen an de Kritäre vum Zréckbezuelen am bestahende Gesetz, am Nimm vun der Equitéit, déi durch dës Kritäre festgeluecht ass.

Dës Gemengenautonomie soll och bleiwen. D'Gemenge solle selwer wolderhi bestëmmen, wat se wëllen, am Wëssen a Gewëssen, wat se droe wëllen a wat se droe kënnen. '98 genauso wéi 2005 wéi och haut hei an dëser Diskussioun ass jo d'Afroschte vum der Autonomie heibannen net gewollt oder gewënscht, an och bei eis an der Regierung net. Ech halen also fest, dass mer enger Maenung sinn, dass mer

weiderhi sollen am Respekt vun der Subsidiarität an der Gemengenaautonomie fueren.

Dann hu mer jo an der Zwéischenzäit d'ganz waertvoll Aarbecht vun der Spezialkommission iwwert d'territoriale Reorganisatioun gehat. D'ganz Aarbecht an d'wieselungen hu sech jo och op d'Musikunterrecht ausgedehnt. D'ganz Konklusiounen, d'ganz do schonn deemools konnt gezu ginn, d'ganz hunn och och haut heibannen erëm hëteren an d'ganz esou wäit gedeelt.

Dat heescht, mir hu schonn an deenen dräi Joer ganz vill Neies bruecht a ganz vill geschafft, zesumme mat der Chamber an an der Regierung. D'ganz dräi Joer waren net verluer, mä si hu ganz vill Neies bruecht. Ech mierken, datt och d'Qualitéit vun der Diskussioun jo vill vun deem erëmbrocht hu, wat mir an der Chamberkommission zesummen diskutéiert hien.

Esou datt ech och mengen, datt mer d'Objektiv, woumer eis soliten oder këinten an Zukunft richten, folgenderweis géife kënnen nennen. Wa virdu gesot ginn ass, et géif bedauert ginn, datt den Innenminister net hei ass, esou ass d'Regierung jo ëmmer eens a si schwätzt och aus engem Mond.

Une voix - Oohh!

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - D'ganz ass genau gitt him seng Meinung, wéi dem Rescht vun der Regierung hir Meinung, wéi meng.

(Interruption)

Maacht loch also doriwwer guer keng Surgen.

(Interruption)

Jo, dann hunn ech emol haaptsächlech fir d'Leit geschwat, d'ganz datt richteg gesinn, esou wéi se d'ganz maachen.

Also, d'Objektiv - an ech hu jo hëieren, datt et hei geseit gëtt - d'ganz ass eng Konklusioun, d'ganz an der Spezialkommission war. D'ganz vum Musikunterrecht soll obligatoresch ugebued g'vun all Gemeng; net mä wéi haut e fakultativ Ugebuet. D'ganz heescht jo net, datt all Gemeng muss selwer alles organiséieren, mä si kann natierlech d'Kooperatiounen sichen. D'ganz ass souguer ganz gewénscht.

Eventuell kann een dann och zesummen domadder kucken, fir den haut fixe Prozentsaz vum Zréckbezuelen ze ersetzen dueroch mä spezifesche Indikatiounen op Basis vun deene jeeeweilige Resultater vun deem Joer, wat laanscht ass, an deenen eenzelne Schoulen. Och dat - d'ganz heier Der schonn - gëtt net onkomplizéiert.

Domadder gekoppelt och eng eventuell - d'ganz muss ee kucken - Ofkoppelung vum staatleche Bättrage mat deem, deem iwwert de Fonds de dotation communal geet. D'ganz heescht, datt d'ganz net mä systematesch d'ganz weicht muss gehale sinn. D'ganz ass alles ze kucken; d'ganz Ganz selbstverständlech weiderhin am Respekt vun der Gemengenaautonomie.

Dann de spezialiséierten Unterrecht. D'ganz heescht, d'ganz iwwersicht Stuf oder Stufen, d'ganz Division supérieure virun allem och op méi enger nationaler Ebene kucken an hirer Bedeitung, wéi et kloer ass, datt d'ganz net kann an och souguer net soll op allen oder op villen Plazen ugebued ginn.

Une voix - Très bien!

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Da sollen och verschidde pedagogesch Initiativen oder Pilotprojeten, Projets scolaires, gradesou gutt wéi d'Qualitéit vum Unterrecht mä flexibel

am Finanzement kënnen gehandhabt g'g' respektiv an der Kontributioun, d'ganz vläicht derbäikënn. Dat heescht, wann d'ganz der Projeten ugeholl ginn an als gutt emfonnt ginn op enger nationaler Basis, datt ee sech dann och méi e grouss Finanzement iwwert de Stat, datt heescht vum Commissariat à l'enseignement musical gekuckt, leeschte kann.

D'Andeelung vun den heiligen dräi groussen Types d'enseignement soll b'behale ginn. D'ganz wär schlecht, fir d'ganz nees opzeweechen. Vlächicht kann een och kucken, fir e Kritär jee no Capacité contributive vun de Gemengen anzeféieren.

Ech mengen nach eng Kéier, datt d'ganz net kann e generell an inkonditionell Eropsetze vum Stat senger Participatioun sinn, mä datt ee muss iwwer e Réajustement vun de finanziellen Objektiv an och de Kritäre kucken, mat dann de Moment engem Eropsetze vum Budget a Fonctioun vun de Konklusiounen vun deem Réajustement.

Do kann ee ganz villen Innerhalb vun deene Kritären dann de Moment diskutéieren: Wéi eng Offer ass eng Basisformation, souwuel um geographesche wéi um finanziellen Plang? Wat ass eng Formation de pointe? Wéi eng Offer ass Formation continue oder Erweiserbildung? Wat geet an de Beräich vun enger Fräizäitgestaltung, d'ganz sännvoll ass? Wéi eng Spezifisitéit soll et ginn?

Ech mengen, datt d'ganz dräi Parteien weiderhin eng gleich bleiwend...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...wichtig Roll behale fir jiddfereng vun deenen Offieren - de Stat, d'Gemengen oder Syndikater, Regiounen oder Organisatiounen - wéi awer och d'Roll vun den Enzelen respektiv vun den Eileren eng wichtig ass.

Et bleift ee grouss Objektv fir mech, datt ass an Enseignement musical fir se alleguer, egal vu wou se kommen - besonnesch d'ganz natierlech - an egal wéi d'ganz sozial oder finanziell Situatioun ass vun hinne. En Zougang fir all ass wichtig.

Duerfir muss een och kucken, e Basis-musikunterrecht, deem accessibel ass fir jiddferen a mat Aschreiwungskaschten, d'ganz d'ganz leeschte kënnen, kënnen ze definéieren. Alles dat gëtt net onkomplizéiert an alles dat ass net onkomplex.

Duerfir wäerte mer och eng breet Consultatioun fueren, d'ganz mer e direkt ufänken, vun elo un, an zwar éischters um Terrain, also mat de Partner, de Schoulen, wéi ee Statut se och ëmmer hunn, mat de Gemengen, an do kann een absolut - mengen ech - an deene Gespréicher mat de Gemenge sech och Gedanken maachen iwwer eng eventuell Carte scolaire, an natierlech duerno um nationale politesche Plang.

Iwwerens, wann ech vun de Gemenge geschwat hunn, wär ech och frou, hei kënnen en Appel u se alleguer ze maachen, fir d'ganz Statistiken an Donnéeën eranzeginn, d'ganz mer och brauchen, fir heirobber kënnen richteg ze schaffen.

Also vum elo un, nach ëmmer ënnert deene Regierung, ginn direkt d'ganz Consultatioun breet gefouert an direkt lass, fir datt mer am laifsten Innerhalb vun engem Joer och e Basiskonsens hunn. Et gëtt net weider geschaf, wéi gesot ginn ass.

Et ass och net geschlof ginn an deenen dräi leschte Joer. Am Géigendess Eppes Komplexes ze reforméieren ass och néischt, wat ganz séier geet. A wann een et dann och nach am Konsens soll a wéilt maachen, da wéist Der och, datt een datt net vun haut op muer, awer vun deem Joer op d'nächst Joer trotzdeem probéiert ze maachen.

Ech mengen, datt hei nach deen een oder aneren Detail flott dozou ze sech ass, wa geschwat gëtt vun der Musik als Basis-unterrecht. Esou hu mer jo och haut Musikstonden an der Primärschoul, an do kéint ech mer denken, datt et och flott wär, wann d'ganz normal Musikstonden, d'ganz also do souwiesou solle kommen, mat dem qualifizéierte Musikschoulpersonal vum Beispill kéinte gestallt ginn an dann och méi sécher géife gemaach ginn.

Anerwäerts, wann ech sech, mir hunn haut d'ganz Gebuertstagsfeier - souzeseen - fir d'ganz Gesetz vun 1998, esou sech mer och an enger Woch, mir feieren d'ganz Fête de la Musique, d'ganz jo europawäit gemaach gëtt.

Finwat net och d'ganz Fête de la Musique vum 21. Juni als Dag vun der Musik an de Schoulen an an de Primärschoulen aféieren? Dat wär mengen och, och e floiten Appel un d'ganz Gemengeverantwortelech, d'ganz hei seizen.

Gradesou ass et ganz wichtig, datt ee mat all deene Structures d'accueil an de Maisons relais, d'ganz amgaange sinn ze kommen oder schonn do sinn, en Appel un d'ganz Verantwortlech mécht a ka maachen, datt se sech sollen der Wichtigkeet vun der Musik fir d'ganz Kanner an d'ganz kleng Kanner besonnesch sinn. Si sollen datt direkt mat an de Kader eranhuelen, do wou d'ganz dann och extrem gutt maache léisst.

Mir sinn eis jo alleguer bewosst a mir waren alleguer d'accord doriwwer, wéi wichtig et ass, fir Musik ze maachen. Dat ass also eng koordinéiert Approche, d'ganz och mat den Aarbechte vun der Spezialkommission iwwert d'ganz territoriale Reorganisatioun optimal zesummegeet an op dem richtige Moment elo kënn.

Ech fräse mech, datt meng Virschléi an och d'ganz Konklusiounen vun deene Kommissioun absolut an total heibanne gedeelt ginn, esou datt all Viraarbechte jo da sännvoll waren. Ech mengen, wat wichtig ass, datt ass jo, datt mer de Kanner iwwert de Musikunterrecht d'ganz Mëglechkeet ginn, fir sech ze entwéckelen, fir hir intellektuell, awer och psychesch a physisch Fäegkeeten auszubauen, a se datt domadder gradesou wéi och iwwer enger sännvoll Fräizäitaktivitéit maachen. Domat gëtt der Violence virgebuert an domadder leeschte mer souwuel der kultureller an der musikscher Entwécklung vun eiser Gesellschaft a ganz groussen Dängsch wéi awer ganz besonnesch och eiser Jugend, d'ganz sech doremer kann erëmfennen.

Här President, et sinn e ganze Koup Froe gestallt ginn. Soll ech nach kuerz vlächicht och dorobber egoen? Éischters emol...

Plusieurs voix - Neen!

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Neen?! Super!

(Interruptions diverses et hilarité)

War dat elo Jo oder Neen?

M. le Président. - Dir hutt net méi vill Zäit.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Ech weess dat. Dat Meesch hunn ech och gesot.

M. le Président. - Gutt, Dir hutt nach zwou Minutten.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Also, de Bilan wéi gesot vum Gesetz vun 1998 vun deene leschte Joren, deen hunn ech gemaach. D'ganz ass gesot ginn.

E Plan sectoriel - jo, just et muss een eis sech, wéi een datt kann hëieren, wéi d'ganz geet besser fir all regional Ugebuet, mä et ass méi schwéier ze maache fir d'ganz lokalen Unterrecht, deen allerdéngs awer och ganz wichtig ass. Duerfir ass dat net esou evident.

Vun dräi Zentren am Land ass geschwat ginn. Do ass d'ganz Bereitschaft vum Innenminister do, fir d'ganz Fro hei och bei der territorialer Reorganisatioun ze kucken respektiv, wa mer iwwert d'ganz Nordstad diskutéieren, se mal ze considéieren.

Ech wéill och hei e ganz groussen Hommage un de Conservatoire du Nord an hir Buergemeeschteren ausschwalzen.

M. le Président. - Ech géif awer hei wierklech drëm bidden, e bésschen Disziplin ze hunn! D'ganz Madame Staatssekretärin ass amgaang, op d'ganz Froen ze äntweren.

(Interruptions diverses)

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - D'ganz Froen alleguer scho mal beäntwert ginn, hu se zu Recht festgestallt.

Also, nach eng Kéier: Déiselwecht Froen hu sech och op anere Plaze vum Land gestallt, wéi de Statut net onbedéngt deen vum Conservatoire ass. D'ganz Froen sinn do geléist ginn am Kader vun der Gemengenaautonomie. Et gëtt also nach villen ze kucken.

Här President, well ech gesinn, datt ech op alles scho geäntwert hat, wéi ech nach just op d'ganz Motioun agoen.

Duerfir hunn ech jo nach lénnef Minutten, d'ganz ech awer net dofir brauch.

Ech wéill dozou sech, iergendwou freestech och mech jo, wann an d'ganz Motioun ganz genau deeselwechten Text erëmgelieft gëtt wéi deen, deen d'ganz Regierung an hirer Propos un d'ganz Chamberkommission vum der territorialer Reorganisatioun geschriwwen huet.

Allerdéngs muss ech sech, datt datt awer och relativ speziell ass als Virgehensweis, an e bösse schwéier ass, wann deen deeselwechte Bréif, deen eng Kéier geschriwwen g'war, géif zréckgeoen un d'ganz Regierung mat deeneselwechten Termen, mat deeneselwechten Feststellungen, mat deeneselwechten Saachen. D'ganz ass jo awer keng Virgehensweis, d'ganz ee soll maachen.

D'ganz anere Saachen, d'ganz do drastinn, datt si jo eigentlech Saachen, d'ganz d'ganz d'ganz Consultatiounen ergrinn. Dat si Froen, d'ganz en Enn vun de Consultatiounen kommen an net am Ufank vun de Consultatiounen scho kënnen festgestallt ginn.

Duerfir géif ech mengen, Här President, dass mat allem Gudden, wat an der Motioun drastesch, se awer eigentlech net néideg ass, well alles dat scho virdu festgeschriwwen g'war.

Merci villmools.

M. le Président. - Merci, Madame Staatssekretärin. Den Här Gira freet d'ganz Wuerf als Auteur vun der Motioun.

M. Camille Gira (Déi GRÉNG), interpellateur. - Jo, Här President, ech kommen net derlaanscht, hei mäin extreme Frustrum Ausdruck ze bréngen. Dat hei hunn ech awer elo nach seiten erlieft an zwielef Joer, wat elo hei geschitt ass! Do gëtt een am Joer 2005...

(Interruption)

...als Deputéierten...

M. le Président. - Entschëllegt, Här Gira, ech muss loch allerdéngs dorop opmierksam maachen, dass d'ganz Diskussioun ofgeschloss ass. Mir diskutéieren elo d'ganz Motioun.

M. Camille Gira (Déi GRÉNG), interpellateur. - Jo, ech kommen dozou. Gilt mer eng Chance, Här President, et gëtt jo e Reglement, wat heescht Parole après ministre. D'ganz Mëglechkeet besteet jo och nach.

Do gëtt een am Juli 2005 eng Interpellatioun eran, well een dat Gefill huet, dass no engem Vote vun engem Gesetz an allgemenge Konsens do ass, dass Handlungsbader! besteet. Dann ass een als Deputéierten esou flexibel an et léisst ee sech e puermol sech: Jo, d'ganz Regierung studéiert a studéiert a studéiert.

Et freet een dann no zweeandehallef Joer wierklech no: Wéi wäit sidd Der da mam Studéieren? Bis dann endlich gesot gëtt, jo mir si fäerdig mam Studéieren.

An da stellt een hei eng Rei konkret Froen an et mécht een allgemeng konkret Proposen, wou et soll higeen. An da kënn d'ganz Madame Staatssekretärin erop, schwätzt 20 Minutten, an huet awer wierklech, Här President, bei allem Respekt, weder iergendeng Pist opgehaach, wéi mer aus deem Schlamassel, deen dobaussen um Terrain ass, kuerzfristeg a mëttelfristeg erauskommen, nach iergendeng vun deene konkrete Froen, d'ganz ech an anerer hei gestallt hunn, geäntwert!

Jeudi,
12 juin 2008

Ech hu gefrot: Weini ass de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes do? Keng Antwort!

Ech hu ganz aner konkret Fro gestallt, aner Leit hunn där gestallt. Et kann dach awer net sinn, dass dat Eenzege, wat d'Madame Staatssekretärin eis elo ze offréieren huet, ass, dass se na dräi Joer studéieren entdeckt huet, dass se elo muss consultiéieren goe bei d'Acteuren!

Jo, Här President, wat huet d'Regierung dann an deem Dossier an dräi Joer gemaach?

Et ka jo awer net sinn, dass dat Eenzege, wat d'Regierung gemaach huet, e Verweis op d'Aarbecht vum der Spezialkommission ass. Sou vill ech weess, waren dat d'Deputéierten hat aus dem Haus, datt do eng gewëssen Aarbecht gemaach hunn an heapschlech e Konsens fonnit hunn, dass den Enseignement musical an Zukunft soll obligatoir sinn.

Fir de Reicht ass awer hei och e Konsens, Här President, dass et mat deem aktuellen Sue vum Stat net ze maachen ass.

Wat déi Motioun ubelaangt, natierlech, Här President, hunn ech en Deel vu mengen Invitations un d'Regierung bewosst kopéiert vum deem, wat d'Regierung geschriwwen huet un d'Spezialkommission.

Wann d'Madame Staatssekretärin déi heite Motioun net unhëlt, da kann ech just feststellen, dass se net méi zu deem steet, wat d'Regierung der Spezialkommission nach virun e puer Méint geschéckt huet.

Da froen ech mech, wat dann deem Exercice bruchti huet, wann e puer Méint nodeem se gewëssen Ouverture gewisen huet datt net méi solle gëllen. Ech muss feststellen, dass dat hei awer elo eng extrem onkonkluant Virgehensweis ass, an dass d'Resultat vum der Sait vum der Regierung awer null ass den Owend. Ech hunn net eng Pist héieren, wéi mir dann de Problem an der a ronderéier d'Nordstad, ronderéier de Conservatoire, solle lösen.

Ech hu mer och nach soe gelooss, dass viru kuerzem déi Taxen nach eng Kéier gehéicht gi sinn. Sidd Dir, Madame Staatssekretärin, an d'Regierung, an d'CSV, da wierkech der Meinung, dass ee Leit ka Minervale vu 600, 700 oder 800 Euro pro Joer zoumueden? Wann dat esou ass, da sot eis dat weinstans, dann hu mir ee konkret Resultat vum haut, mat deem mer können heimgoen.

MM. le Président. - Madame Staatssekretärin, wann ech geifft.

MM. le Président. - Madame Staatssekretärin, wann ech geifft.

Ech ka mer zwar virstellen, datt et schwéier méiglech war, alles ze héieren, wat ech gesot hunn. Duerch gewëssen Hannergrondaktivitéiten, déi hei waren, ass dat méiglecherweis schwéier gewiescht, datt ginn ech ganz gär zou. Mä och hunn awer op déi Fro geäntwert, ausser vläicht op dat, wat de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes ugeet, a wat ech mir opgeschriwwen hat. Mä, an allgemeng Konsens hunn ech gemengt, ech bräicht net weider op déi Froen anzogoen.

Et ass wouer, datt dat Règlement mat nei geholl ass, mä deemools war geschriwwen ginn, et soll ee ganz vill Reglementer huelen, fir d'Flexibilitéit vum Gesetz, fir d'Flexibilitéit vum der Saach iwwerhaapt grouss genuch ze loosoen. Ee Reglement ass souwiesou e spontane Pouvou vum der Regierung, dat muss och net dréngend drastesen. Et ass wouer, datt dat nach nei geholl ass, an et ass och net einfach ze huelen, eischtens.

Allerdings steet eng Hällewull Reglementer dran, dat stémmt. Si müssen emol nei geholl ginn, mä dat ass awer hei net d'Diskussion. Ech mengen awer och, datt mer hei net sollen iwwert dat lescht Reglement diskutéieren.

Zweistens hunn ech ganz vill Saache gesot, als Antworten op Är Froen. Ech hu gesot, datt mer deemools an der Spezialkommission vum der Reorganisation territoriale festgestallt hunn, datt de Muséuminterrecht soll als Basis obligatoresch ugebueden ginn. Dat hu mir gesot.

Weinst der Gemeindegemeinschaften muss ee kucken, wéi een am Kontext dovunner de staatleche Finanzament redefiniéiert, weil et ass evident, datt dat och aner Saache mat sech zitt. Ech hu gesot, datt ee kucke muss, fir de fixe Prozentsaz vum Zréckbezuolen, esou wéi en haut ass, ze ersetzen duerch en aner Mechanismus, deem och neie Missioun Rechnung dréit. Da kéint een och nach iwwer eng eventuell Oikoppelung vum staatleche Bättrag vum deem vum Fonds de

dotation communale, wéi en haut ass, nodenken, fir datt een net méi muss parallél evaluéieren.

Ech hu vu spezialiséiertem Unterrecht geschwat, vum anere Saachen, datt een och am Zesammenhang mat engem eventuell méi grousses Finanzament iwwert de Stat ka kucken. Ech hu vu Kritären an „objectifs contributives“ geschwat an esou weider an esou virun.

Ech sinn awer iwwerrascht, datt elo op eemol keng Consultatioun soll gemaach ginn. Ech sinn och iwwerrascht, datt gemengt ginn ass, et wär virdu nach nei nogeduecht ginn. Ech ka mer awer net virstellen, datt d'Partner un Terrain frou waren, wann hei eng Reform géif gemaach ginn, wou si net ganz staark géiffe mat agebinnen a virdu gefrot ginn. Dat kann een net ganz, ganz séier maachen, an duerfir ass dat och elo nach net alles gemaach.

Ech ka mer net virstellen, datt hei gewésscht wär, datt een net mat deem Partner soll schwätzen. Fir net nach eng Kéier laang drop anzogoen an ze seon, wat d'Léisung sinn, déi ee soll underke können, seon ech och nach eng Kéier, datt mir dat jo schon drageschriwwen haten. Wa mer et schon drageschriwwen hunn, da gestinn ech awer elo net, firwat mer dat nach eng Kéier soll an enger Motioun als Optrag un d'Regierung ginn.

Op d'Plans sectoriels an déi aner Saache war ech drop agegangen.

MM. le Président. - Madame Fiesch, Dir hutt d'Wuert.

MM. le Président. - Madame Fiesch (DP). - Här President, mir hu ganz vill Sympathie fir déi Motioun, déi hei abruucht ginn ass, a mir kéinte se och stëmmen, mir hu just e Problem mam eischte Punkt vum der Motioun, wou gesot gëtt: „déplafonner la contribution de l'Etat et l'agenceur selon les frais réels de différents services offerts par les communes“.

Mir wëssen, dass a verschiddene Gemengen, an notament an där, déi ech am beschte kennen, Services offréiert ginn, déi am Fong iwwert dat erausginn, wat de rangen Enseignement musical ass. An ech mengen, et wär net fair ze seon, dass de Stat och bei deem Käschte soll intervenéieren.

Wann eng Gemeng appes méi wéilt offréieren, da soll se dat maachen an da soll se dat droen. Dofir géif ech ons Kollege vum der grénger Fraktioun froen, ob si kéinten d'accord sinn, dass een de Punkt 1 esou géif redigéieren: „déplafonner la contribution de l'Etat et l'agenceur selon les frais réels de l'enseignement musical“.

MM. le Président. - Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

MM. le Président. - Also och verstinn dat net. Ech hunn nach ni esou eng herrlech Motioun gesinn. Wann dann d'Regierung och nach heit kéint a seel, si hatt dat do schon alles selwer geschriwwen, da solle mer dach domadder d'accord sinn.

Wann alles, all Kontributioun vum Stat, déplafonnéiert gëtt fir verschide Services, déi vum de Gemengen offréiert ginn, ma da solle mer dat dach esou stoe loosoen, dat unheulen. Et steet am leschte Passus: „augmenter la part de l'Etat dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux“. Sou vill ech mech erinnere kann, iwwerhëlt de Stat 100% vum de Käschte vum Fonctionnement vum deem Conservatoire.

MM. le Président. - Här Jaerling!

MM. le Président. - A wann de Stat elo wéilt 150% ubidden, da solle mer dat dach unheulen. Dat ass dach eng herrlech Motioun.

A wann d'Regierung domat d'accord ass...

MM. le Président. - Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun.

Motion 1

Mir kommen elo zum Vote. Ech denken, dass de Vote elektronisch verlaangt ass. Mir stëmmen dann elektronesch iwwert d'Motioun of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Noe-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté out: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Eigen, Mme Colette Fiesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wegner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camilla Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullon, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaas, Paul-Henri Meyers, Laurent Moser, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Margen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Waller et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M.

Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Dir Danmen an Dir Härren, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir déi eischt Woch am Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schrifflech matgedéelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

Sommaire des séances publiques N° 44, 45 et 46

Généralités	page 587
Ordre du jour	pages 587-588
5888 - Projet de loi portant : promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes; 2) sur le droit d'entrée des étudiants d'origine étrangère; 3) modification de la loi modifiée du 16 octobre 1994 concernant l'évaluation des biens et valeurs; 4) de la loi modifiée du 14 décembre 1986 sur l'impôt foncier; 5) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement; 6) de la loi modifiée du 10 décembre 1998 portant création d'un établissement public d'enseignement supérieur de la Côte d'Azur; 7) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager le mise sur pied d'un établissement de formation de terrain à bâtir et d'immobilier d'habitation; 8) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communautaire de développement urbain; 9) de la loi du 21 septembre 2003 sur le statut de la nation; 10) de la loi modifiant certaines dispositions du Code civil.	pages 588-596
Question avec débat N°24 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique	pages 597-598
5979 - Projet de loi ayant pour objet : 1) le développement économique des régions; 2) la mise en œuvre de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet : le développement de la diversification économique; 3) l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie; 4) de la loi du 22 février 2004 relative à la réglementation de la production d'énergie de sources renouvelables; 5) de la loi relative à la production d'énergie de sources renouvelables.	pages 598-601
Ordre du jour	page 581
Question avec débat N°22 de M. Jean-Luc relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA)	pages 581-583
Vote d'adhésion des députés par le groupe DP aux propositions des députés libéraux à la production de bioéthanol	pages 583-587
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur les problèmes des députés libéraux à la production de bioéthanol	pages 587-590
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur les problèmes des députés libéraux à la production de bioéthanol	pages 590-593
Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur le financement futur des structures d'accueil et de garde	pages 593-594
Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement	page 594
5991 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des crimes de terreur internationale, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005	pages 594-596
5990 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier dans la loi modifiée du 16 décembre 1991 relative aux assurances de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et à la participation de participation dans des entités du secteur financier.	pages 596-599
5991 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des crimes de terreur internationale, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005	pages 599-601
5997 - Projet de loi portant modification des articles 118, 125, 127, 132, 145, 148, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 146 du Code d'instruction criminelle	page 597
Interpellation de M. Camilla Gira du sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal	pages 597-603

Tenue en copie pour information
- aux Membres de la Commission des Affaires Intérieures, de la Grande Région et de la Police
- aux Membres de la Commission de la Culture
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 27 janvier 2010
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:
26 JAN. 2010

Monsieur Laurent Mosar,
Président de la
Chambre des Députés

Luxembourg, le 26 janvier 2010

Concerne : demande d'une réunion jointe des Commissions de la Culture et des Affaires Intérieures au sujet de l'enseignement musical

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément aux dispositions du règlement interne de la Chambre des Députés, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir convoquer une réunion jointe de la Commission de la Culture et de la Commission des Affaires Intérieures, de la Grande Région et de la Police et de mettre à l'ordre du jour le point suivant :

Financement et organisation de l'enseignement musical

Dans le cadre d'une Interpellation de M. Camille Gira, Madame la Ministre de la Culture avait annoncé le 12 juin 2008 qu'une large consultation avec les milieux concernés serait immédiatement entamée pour aboutir à un consensus au terme d'une année. Nous estimons que les résultats de cette consultation ensemble avec la prise de position du Syvicol du 14 décembre 2009 pourraient servir comme base de discussion lors de cette réunion jointe.

Nous vous prions de bien vouloir y inviter les ministres en charge.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez accepter, Monsieur le Président, l'expression de notre plus parfaite considération.

François Bausch
Président

Camille Gira
Député

Financement et organisation de l'enseignement musical : quelles réponses aux défis actuels ?

Prise de position du SYVICOL

La présente prise de position a pour objectif de définir, à titre préliminaire, le point de vue du secteur communal concernant une éventuelle réforme du financement et de l'organisation de l'enseignement musical. Elle se base sur les expériences faites par les communes avec la législation en vigueur et contient des propositions pour remédier à un certain nombre de problèmes qui se posent à leur niveau.

Le SYVICOL se réserve le droit de se pencher à nouveau sur le dossier une fois que le gouvernement aura fait connaître officiellement ses propositions de réforme.

L'organisation de l'enseignement musical au Luxembourg se caractérise par la grande hétérogénéité de ses structures et modes de fonctionnement, dont le développement au fil des années est allé de pair avec la demande des citoyens. Une restructuration complète de l'organisation existante, qui chamboulerait le modus vivendi permettant actuellement aux trois systèmes (conservatoires, écoles de musique, cours de musique) de coexister, ne paraît pas opportune. Une approche pragmatique, qui a pour point de départ les modes d'organisation existants et vise à trouver des réponses ponctuelles aux problèmes qui se posent, est à privilégier.

Financement

De l'avis du SYVICOL, la remise sur le métier de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant organisation de l'enseignement musical doit obligatoirement être incluse dans un projet de réforme. Il convient de rappeler que celui-ci dispose que « *l'Etat participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant (...).* ». Toutefois, ce principe est infirmé plus loin dans le même article, où cette participation est explicitement plafonnée.

De fait, même si le SYVICOL ne dispose pas de chiffres officiels, il semblerait que la participation de l'Etat représenterait aujourd'hui plutôt un quart du coût total des rémunérations. Sachant que la contribution au financement de l'enseignement musical des communes dans leur ensemble via le Fonds communal de dotation financière est identique à la participation étatique, il faut conclure que la moitié des frais de personnel incombent aujourd'hui aux communes qui organisent l'enseignement musical.

L'apport financier de ces communes est ainsi disproportionné, sachant qu'elles prennent également en charge tous les frais en relation avec les infrastructures de l'enseignement musical au niveau communal. Aussi le SYVICOL réclame-t-il d'urgence la suppression du plafonnement de la participation de l'Etat, de manière à ce que celle-ci corresponde réellement à un tiers des rémunérations.

Par ailleurs, si les communes qui disposent d'un conservatoire ou d'une école de musique, doivent être prêtes à assumer leur vocation régionale, une contribution financière des communes d'origine des élèves non-résidents devrait toutefois aussi pouvoir être exigée. Alors que le système resterait inchangé pour les cours *collectifs*, il est proposé de répercuter désormais les frais des cours *individuels* assumés par la commune organisatrice (frais = coût total du cours individuel – contribution du Fonds communal de dotation financière – participation de l'Etat) sur le minerval des élèves non-résidents. Au cas où le cours en question ne faisait pas partie de l'offre proposée par la commune de résidence, cette dernière rembourserait ces frais à l'élève.

Enfin, le SYVICOL déplore que les critères utilisés pour déterminer la répartition des subsides entre les communes ne soient pas publics et appelle avec insistance le gouvernement à gérer l'affectation de ces fonds publics dans une totale transparence.

Enseignement de base / enseignement de pointe

D'après les informations dont le SYVICOL dispose, le gouvernement compte introduire une distinction entre un enseignement musical de base, un enseignement moyen et un enseignement de pointe. Le SYVICOL serait d'accord à ce que l'enseignement de base relève de la responsabilité des communes, les charges financières – déduction faite des droits d'inscription – étant à répartir entre l'Etat (50%) et les communes (50%). En revanche, l'enseignement moyen et l'enseignement de pointe seraient pris en charge par l'Etat, la participation financière des élèves étant à corréler au niveau d'enseignement fréquenté.

Organisation (décentralisation vs centralisation)

De l'avis du SYVICOL, il ne faudrait pas imposer de modèle uniforme à l'ensemble du territoire luxembourgeois. Alors que dans certaines parties du pays, les cours de musique sont essentiellement concentrés dans les conservatoires et écoles de musique, d'autres régions ont activement encouragé le développement de cours de proximité et donc favorisé la décentralisation. Cette organisation de l'enseignement musical est une conséquence de l'autonomie dont jouissent les communes et qui leur permet de tenir compte des spécificités et préférences locales dans l'exercice de leurs missions.

Rappelons dans ce contexte que le SYVICOL, dans sa prise de position sur la réorganisation territoriale de l'Etat (janvier 2007) a exprimé l'avis que l'enseignement musical devrait à l'avenir faire partie des missions obligatoires des communes. Il serait toutefois erroné d'en déduire que le SYVICOL voudrait que des cours de musique soient dispensés sur le territoire de chaque commune. Il s'agissait plutôt de donner une garantie d'accès à l'enseignement musical, à tous les citoyens, où qu'ils résident. Le corollaire en est bien entendu qu'aucune commune ne devrait pouvoir se soustraire à une participation financière aux frais de l'enseignement musical, d'où l'idée proposée ci-avant d'une prise en charge des coûts des cours individuels par les communes de résidence des élèves.

Tarification

Etant donné que la loi modifiée de 1998 et les règlements grand-ducaux y afférents fixent des standards de qualité applicables à tous les cours, il est difficile de justifier auprès des citoyens les écarts entre les droits d'inscription appliqués par les différentes institutions dispensant l'enseignement musical. Le SYVICOL est en faveur de la fixation d'un système de tarification harmonisé sur l'ensemble du territoire.

Des droits d'inscription plus élevés devraient pouvoir être exigés des élèves adultes disposant de leur propre revenu.

Programmes

Le SYVICOL regrette qu'au Luxembourg, les programmes de l'enseignement en vigueur exigent en règle générale une étude poussée du solfège comme préalable à l'apprentissage d'un instrument. Le degré de difficulté de ces cours de solfège est parfois tel qu'un certain nombre d'enfants, découragés, finissent par abandonner leurs études musicales, sans avoir vraiment pu développer leur goût pour le jeu d'un instrument.

Il est proposé d'introduire deux filières d'enseignement musical, l'une devant mener à des études musicales poussées, voire à une carrière professionnelle, l'autre permettant l'apprentissage rapide d'un instrument et ciblée sur les élèves qui souhaitent pratiquer la musique comme loisir.

Cette approche pourrait aider à contrecarrer le recul du nombre de musiciens dont souffrent beaucoup d'associations de musique locales. Dans ce contexte, l'Etat et les communes devraient aussi mener ensemble une réflexion sur la manière de rendre à nouveau plus attrayant l'apprentissage des instruments à vent, qui représentent l'essentiel des instruments utilisés par les harmonies municipales. En effet, ces associations jouent un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale, favorisent l'intégration des étrangers et, de manière plus générale, constituent un pilier de la vie communale.

Intégration de cours de musique dans l'encadrement parascolaire, respectivement dans l'enseignement fondamental

Sans contester l'intérêt d'une telle idée, le SYVICOL considère que les communes devraient avoir le libre-choix de décider, en fonction de leurs possibilités matérielles et/ou organisationnelles, d'une intégration de cours de musique dans l'encadrement parascolaire.

Sachant que le gouvernement vient d'étendre le système des chèques-service à l'enseignement musical, le SYVICOL tient à rappeler que les droits d'inscription actuellement exigés au Luxembourg sont en général peu élevés et que la gratuité des cours de musique risque d'avoir des effets négatifs sur l'assiduité et la motivation des élèves fréquentant les cours.

Des coopérations entre des institutions d'enseignement musical et les écoles primaires devraient également être possibles, de manière à permettre, par exemple, la dispense d'un enseignement du solfège pendant leurs cours d'instruction musicale figurant au programme de l'enseignement fondamental.

Formation des enseignants

Le SYVICOL appelle de ses vœux l'introduction d'un certificat d'aptitude pédagogique comme condition d'accès à la fonction de professeur de musique.

Précarité de l'emploi de certains chargés de cours

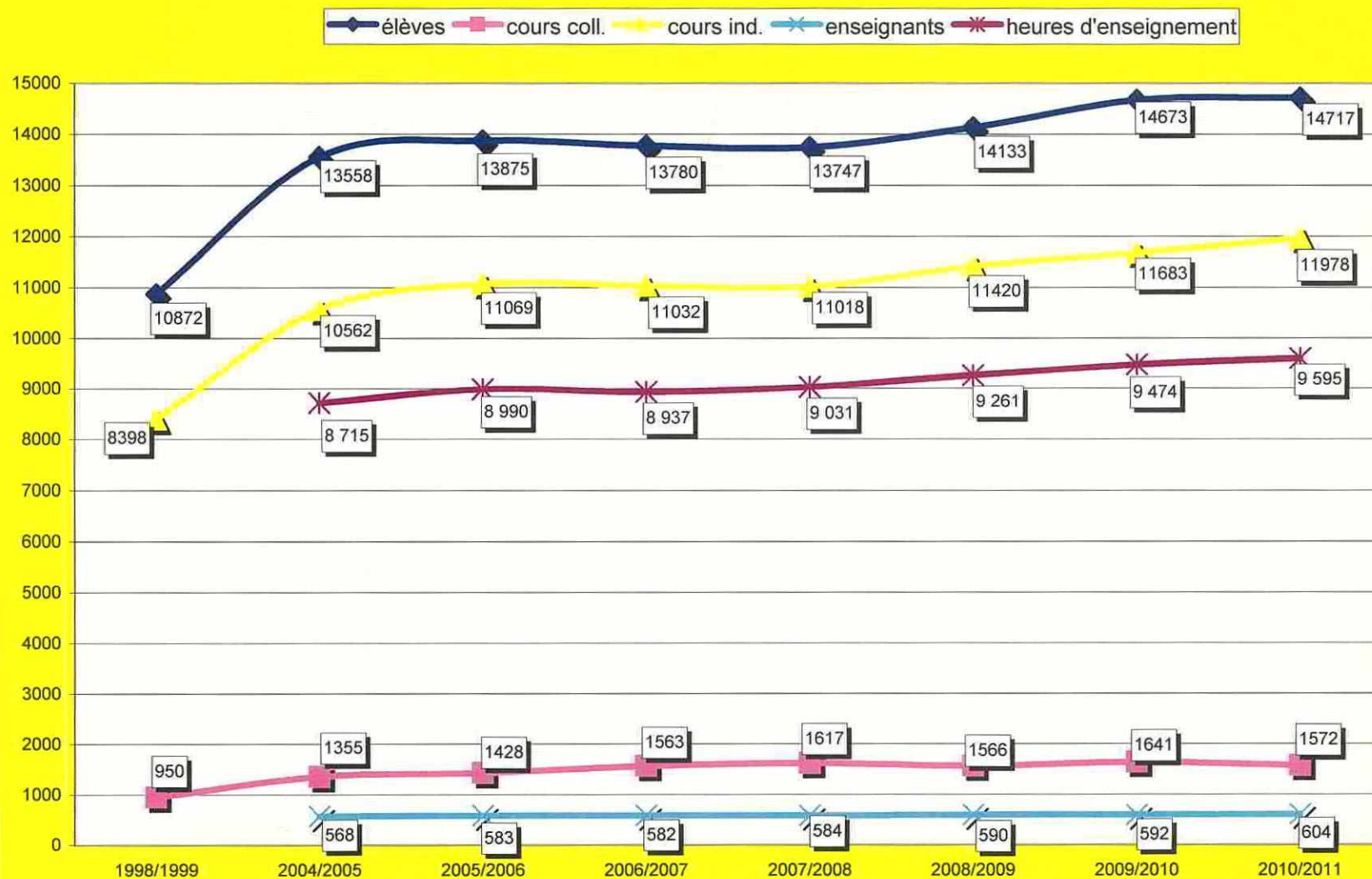
Les communes devraient garantir un minimum d'heures d'emploi à leurs chargés de cours et, dans la mesure du possible, se coordonner avec d'autres communes pour permettre à ceux-ci d'atteindre un cadre complet par le cumul de cours dispensés dans plusieurs localités.

Luxembourg, le 14 décembre 2009

L'ENSEIGNEMENT
MUSICAL
AU LUXEMBOURG

LES EFFECTIFS

EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL



		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Ecoles de musique ¹				*						
	élèves	4811	6322	5211	4944	4983	5096	5358	5479	13,89%
	cours coll.	359	609	458	478	517	490	538	552	53,76%
	cours ind.	3864	5067	4476	4369	4350	4602	4828	5035	30,31%
	enseignants	273	317	274	274	273	280	283	284	4,03%

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Cours de musique ²										
	élèves	2654	3449	3330	3499	3588	3848	4111	4114	55,02%
	cours coll.	214	308	305	323	351	365	378	399	86,45%
	cours ind.	1427	2414	2320	2428	2502	2589	2698	2821	97,69%
	enseignants	154	168	146	149	148	157	161	164	6,50%

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Edm+Cdm										
	élèves	7465	9771	8541	8443	8571	8944	9469	9593	28,51%
	cours coll.	573	917	763	801	868	855	916	951	65,97%
	cours ind.	5291	7481	6796	6797	6852	7191	7526	7856	48,48%
	enseignants	427	485	420	423	421	437	444	448	4,92%

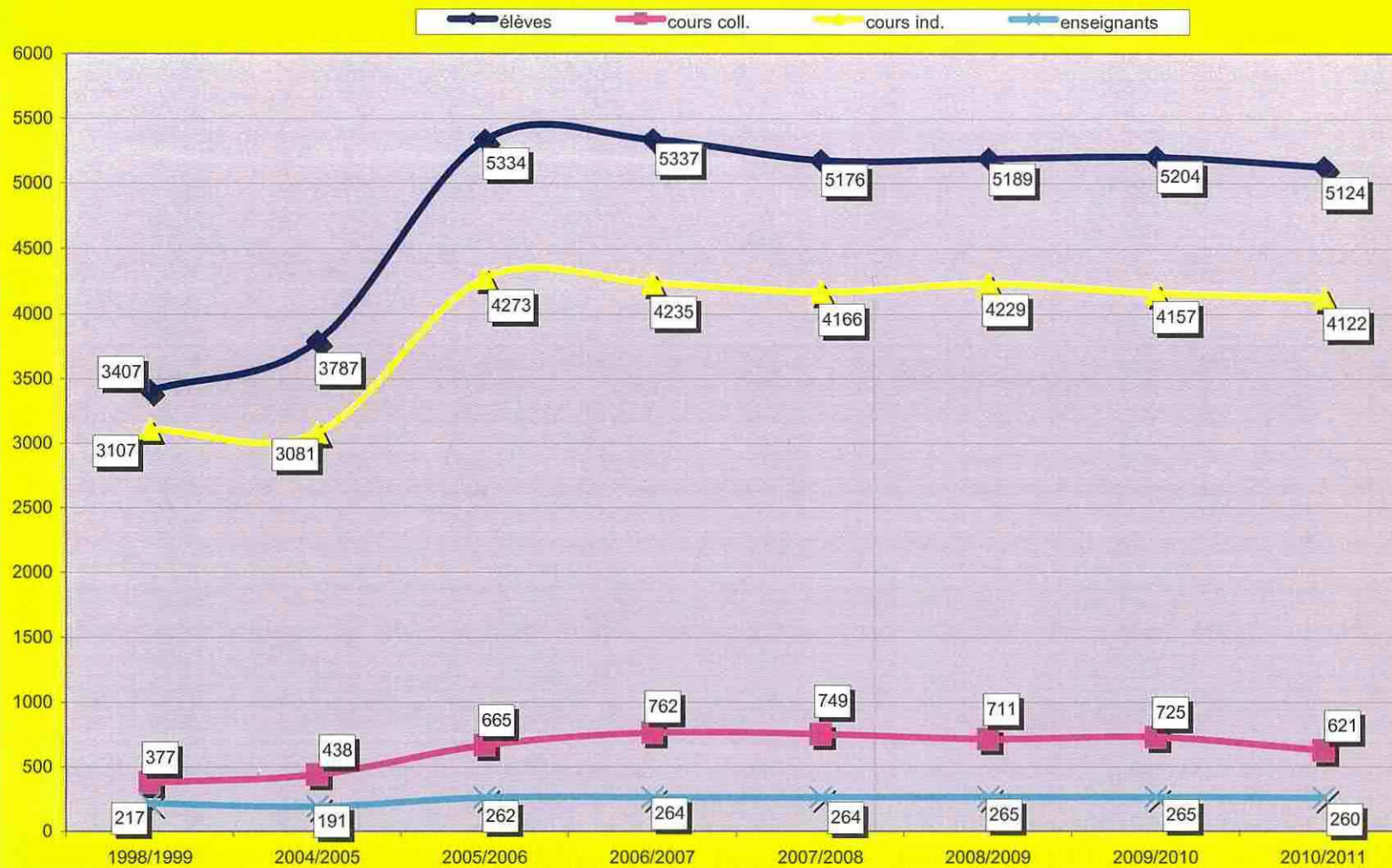
		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CONSERVATOIRES										
	élèves	3407	3787	5334	5337	5176	5189	5204	5124	50,40%
	cours coll.	377	438	665	762	749	711	725	621	64,73%
	cours ind.	3107	3081	4273	4235	4166	4229	4157	4122	32,67%
	enseignants	217	191	262	264	264	265	265	260	19,82%

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Enseign. mus.										
	élèves	10872	13558	13875	13780	13747	14133	14673	14717	35,37%
	cours coll.	950	1355	1428	1563	1617	1566	1641	1572	65,48%
	cours ind.	8398	10562	11069	11032	11018	11420	11683	11978	42,63%
	enseignants		568	583	582	584	590	592	604	6,34%
	heures d'enseignement		8 715	8 990	8 937	9 031	9 261	9 474	9 595	10,10%

¹ Les écoles de musique de Diekirch et d'Ettelbruck ne sont devenues "Conservatoire" sous le nom de "Conservatoire du Nord" qu'à partir du 1er janvier 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

² Les cours de musique de Differdange ne sont devenues "Ecole de musique" sous le nom de "Ecole de musique de Differdange" qu'à partir du 15 septembre 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES CONSERVATOIRES

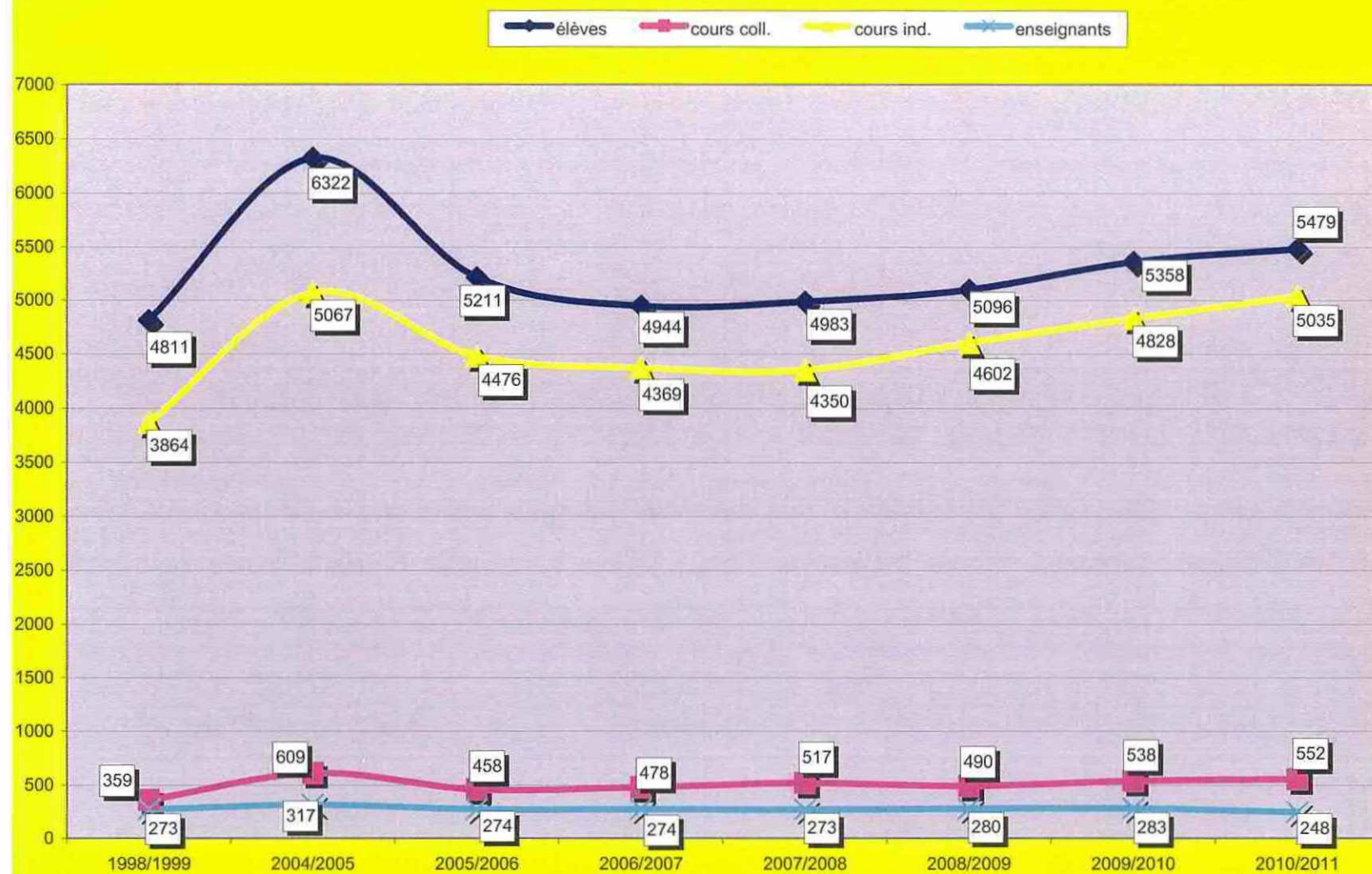


Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les conservatoires

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Luxembourg										
	élèves	2417	2782	2717	2709	2632	2622	2625	2620	8,40%
	cours coll.	255	295	253	306	274	263	272	258	1,18%
	cours ind.	2198	2158	2208	2129	2106	2132	2088	2070	-5,83%
	enseignants	160	135	133	135	134	135	137	135	-15,63%
Esch/Alzette										
	élèves	990	1005	1016	1036	1034	1048	1034	1001	1,12%
	cours coll.	122	143	152	175	167	178	172	164	34,43%
	cours ind.	909	923	972	1005	1017	1044	1024	1002	10,24%
	enseignants	57	56	57	59	63	64	62	62	8,78%
Nord										
	élèves			1601	1592	1510	1519	1545	1503	-6,13%
	cours coll.			260	281	308	270	281	199	-23,47%
	cours ind.			1093	1101	1043	1053	1045	1050	-3,94%
	enseignants			72	70	67	66	66	63	-12,50%

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CONSERVATOIRES										*
	élèves	3407	3787	5334	5337	5176	5189	5204	5124	50,40%
	cours coll.	377	438	665	762	749	711	725	621	64,73%
	cours ind.	3107	3081	4273	4235	4166	4229	4157	4122	32,67%
	enseignants	217	191	262	264	264	265	265	260	19,82%

EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES ECOLES DE MUSIQUE



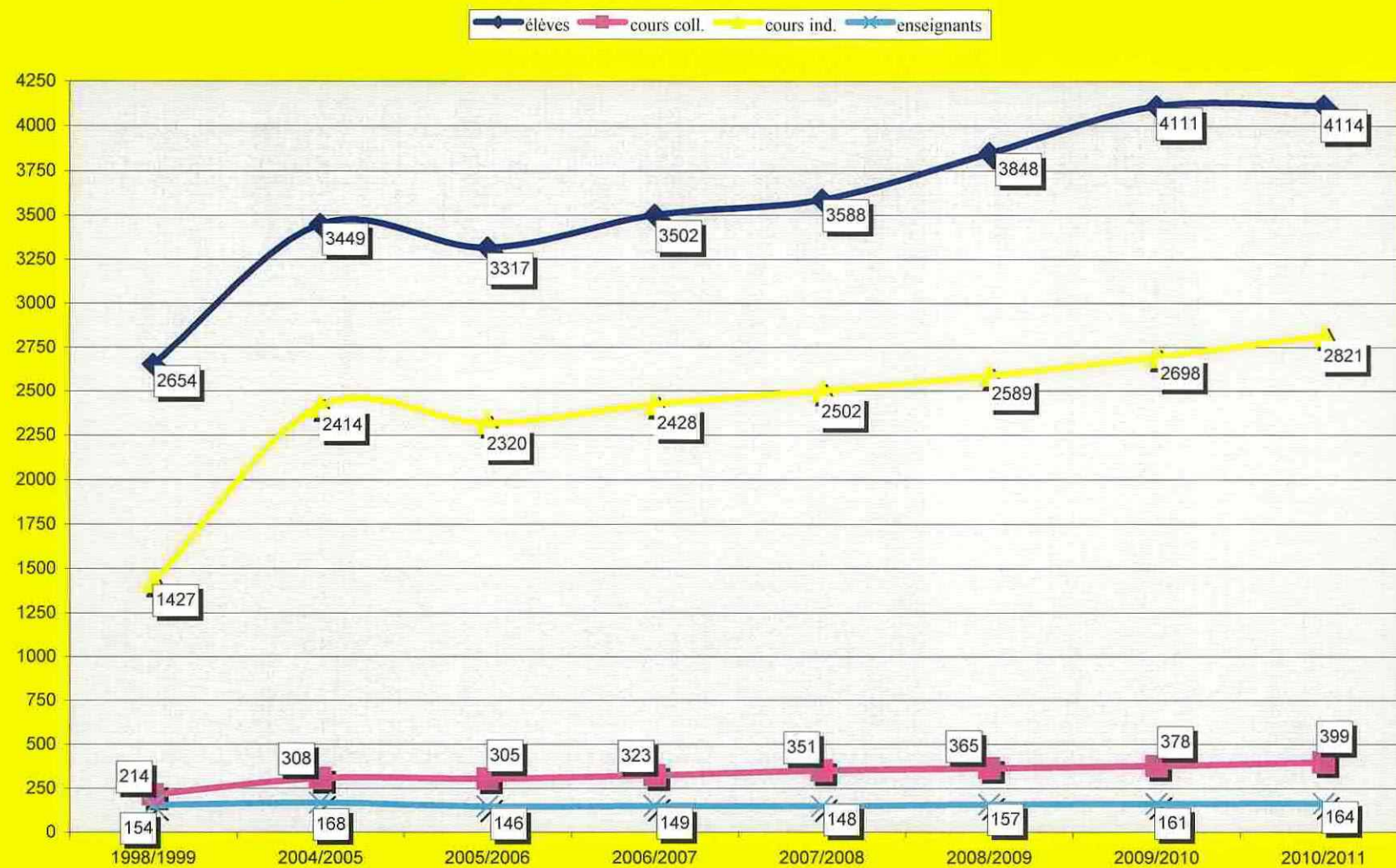
Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les écoles de musique

[illegible]

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Grevenmacher										
	élèves	295	587	601	589	579	593	613	642	117,63%
	cours coll.	19	41	44	45	42	40	38	43	126,32%
	cours ind.	251	456	508	506	536	563	575	591	135,46%
	enseignants	20	25	25	25	25	25	26	26	30,00%
Pétange										
	élèves	379	561	566	518	534	551	529	520	37,21%
	cours coll.	19	49	49	48	52	43	42	45	136,85%
	cours ind.	330	477	503	455	461	514	491	481	45,76%
	enseignants	22	28	34	30	29	31	30	29	31,82%
Redange										
	élèves	397	578	605	587	616	646	668	646	62,72%
	cours coll.	21	45	49	42	45	44	46	48	128,58%
	cours ind.	307	504	529	540	564	570	596	663	115,96%
	enseignants	22	28	28	28	31	32	34	35	59,09%
Wiltz										
	élèves	155	148	159	189	211	221	240	240	54,84%
	cours coll.	18	23	27	35	37	36	45	51	183,34%
	cours ind.	115	129	126	166	175	196	210	219	90,44%
	enseignants	13	15	14	16	16	15	17	18	38,47%
Total EDM		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
	élèves	4811	6322	5211	4944	4983	5096	5358	5479	13,89%
	cours coll.	359	609	458	478	517	490	538	552	53,76%
	cours ind.	3864	5067	4476	4369	4350	4602	4828	5035	30,31%
	enseignants	273	317	274	274	273	280	283	284	4,03%

¹ Les écoles de musique de Diekirch et d'Ettelbruck ne sont devenues "Conservatoire" sous le nom de "Conservatoire du Nord" qu'à partir du 1er janvier 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES COURS DE MUSIQUE



Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les cours de musique

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
UGDA										
	élèves	2419	3189	3314	3481	3569	3825	4092	4114	70,07%
	cours coll.	193	278	304	321	349	363	376	399	106,74%
	cours ind.	1313	2245	2320	2428	2502	2589	2698	2821	114,86%
	enseignants	136	145	145	148	147	156	160	164	20,59%
Differdange ¹										
	élèves	211	259							
	cours coll.	20	29							
	cours ind.	97	169							
	enseignants	14	22							
Feulen										
	élèves	10	1	3	21	19	23	19		
	cours coll.	1	1	1	2	2	2	2		
	cours ind.	3	0	0	0	0	0	0		
	enseignants	2	1	1	1	1	1	1		
Reisdorf										
	élèves	14								
	cours coll.	0								
	cours ind.	14								
	enseignants	2								

¹ Les cours de musique de Differdange ne sont devenues "Ecole de musique" sous le nom de "Ecole de musique de Differdange" qu'à partir du 15 septembre 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CDM										
	élèves	2654	3449	3317	3502	3588	3848	4111	4114	55,02%
	cours coll.	214	308	305	323	351	365	378	399	86,45%
	cours ind.	1427	2414	2320	2428	2502	2589	2698	2821	97,69%
	enseignants	154	168	146	149	148	157	161	164	6,50%

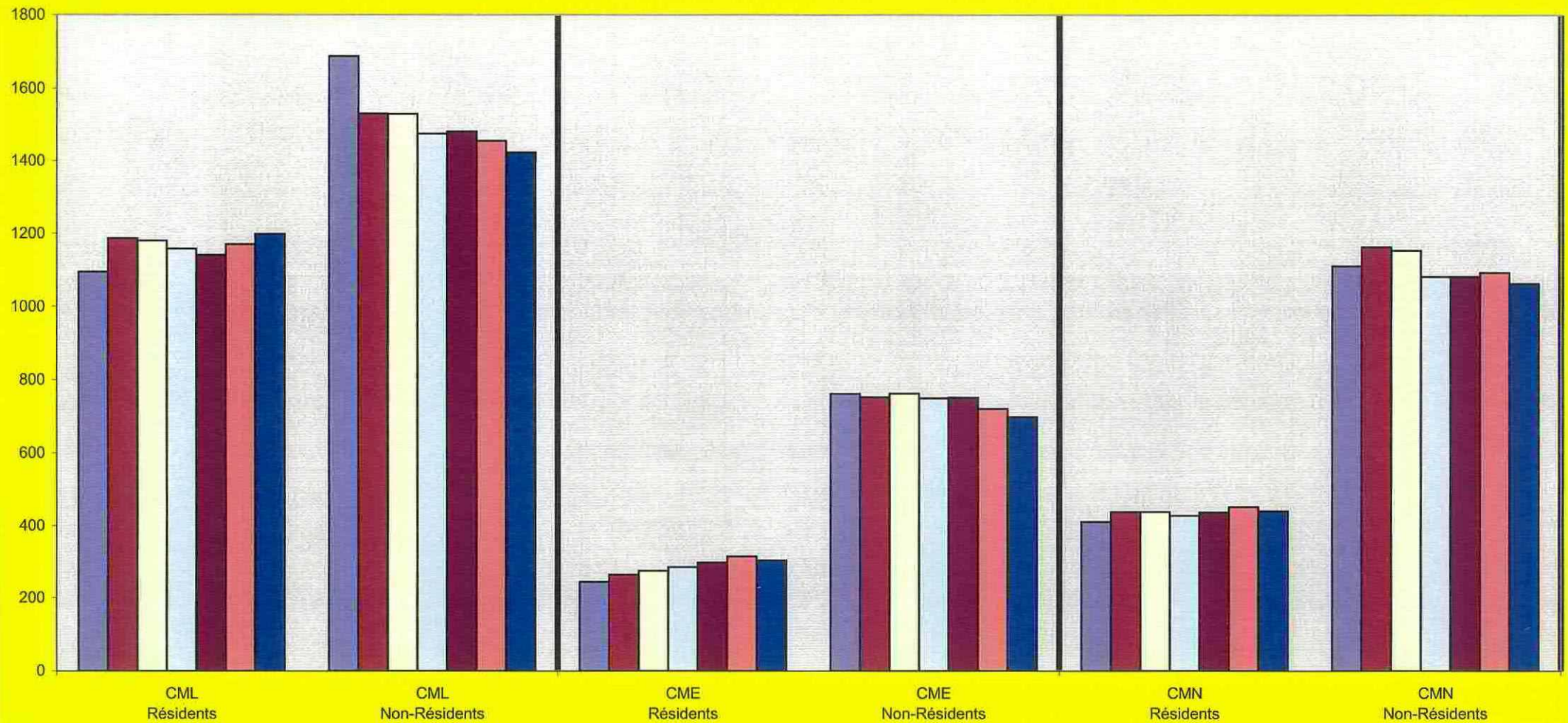
RELATION
RESIDENTS/
NON-RESIDENTS

CONSERVATOIRES**RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL**

		Conservatoire de Luxembourg	%	Conservatoire d' Esch/Alzette	%	Conservatoire du Nord	%
2004/2005							
	Résidents	1095	39,36%	244	24,27%	410	26,95%
	Non-résidents	1687	60,63%	761	75,72%	1111	73,04%
2005/2006							
	Résidents	1187	43,69%	264	25,99%	438	27,36%
	Non-résidents	1530	56,31%	752	74,01%	1163	72,64%
2006/2007							
	Résidents	1180	43,56%	274	26,71%	438	27,51%
	Non-résidents	1529	56,44%	762	74,27%	1154	72,49%
2007/2008							
	Résidents	1158	44,00%	285	27,56%	428	28,34%
	Non-résidents	1474	56,00%	749	72,44%	1082	71,66%
2008/2009							
	Résidents	1141	43,52%	297	28,34%	437	28,76%
	Non-résidents	1481	56,49%	751	71,66%	1082	71,24%
2009/2010							
	Résidents	1170	44,57%	314	30,37%	452	29,26%
	Non-résidents	1455	55,43%	720	69,63%	1093	70,74%
2010/2011							
	Résidents	1198	45,73%	303	30,27%	440	29,27%
	Non-résidents	1422	54,28%	698	69,73%	1063	70,73%

EVOLUTION RESIDENTS/NON-RESIDENTS DANS LES CONSERVATOIRES

■ 2004/2005 ■ 2005/2006 □ 2006/2007 □ 2007/2008 ■ 2008/2009 ■ 2009/2010 ■ 2010/2011



RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Ecoles de musique

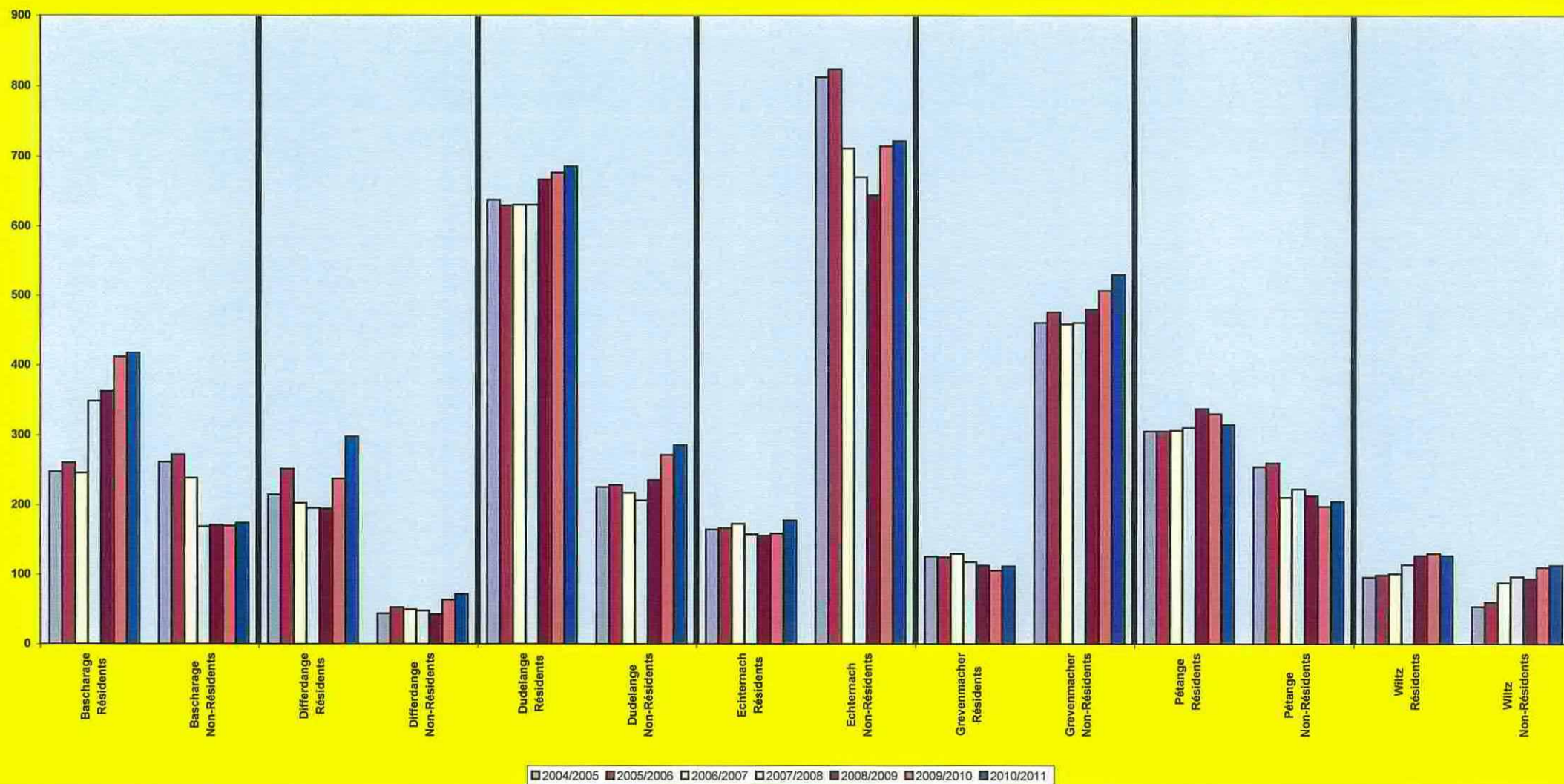
	Bascharage	%	Differdange	%	Dudelange	%
2004/2005						
Résidents	248	48,63%	215	83,01%	638	73,84%
Non-résidents	262	51,37%	44	16,99%	226	26,16%
2005/2006						
Résidents	261	48,96%	252	82,62%	630	73,34%
Non-résidents	272	51,03%	53	17,37%	229	26,66%
2006/2007						
Résidents	246	50,72%	203	80,24%	631	74,32%
Non-résidents	239	49,28%	50	19,76%	218	25,68%
2007/2008						
Résidents	349	67,37%	196	80,33%	631	75,30%
Non-résidents	169	32,63%	48	19,67%	207	24,70%
2008/2009						
Résidents	363	67,98%	195	81,93%	667	73,86%
Non-résidents	171	32,02%	43	18,07%	236	26,14%
2009/2010						
Résidents	412	70,79%	238	78,81%	677	71,34%
Non-résidents	170	29,21%	64	21,19%	272	28,66%
2010/2011						
Résidents	418	70,61%	298	80,54%	686	70,58%
Non-résidents	174	29,39%	72	19,46%	286	29,42%

RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Ecoles de musique

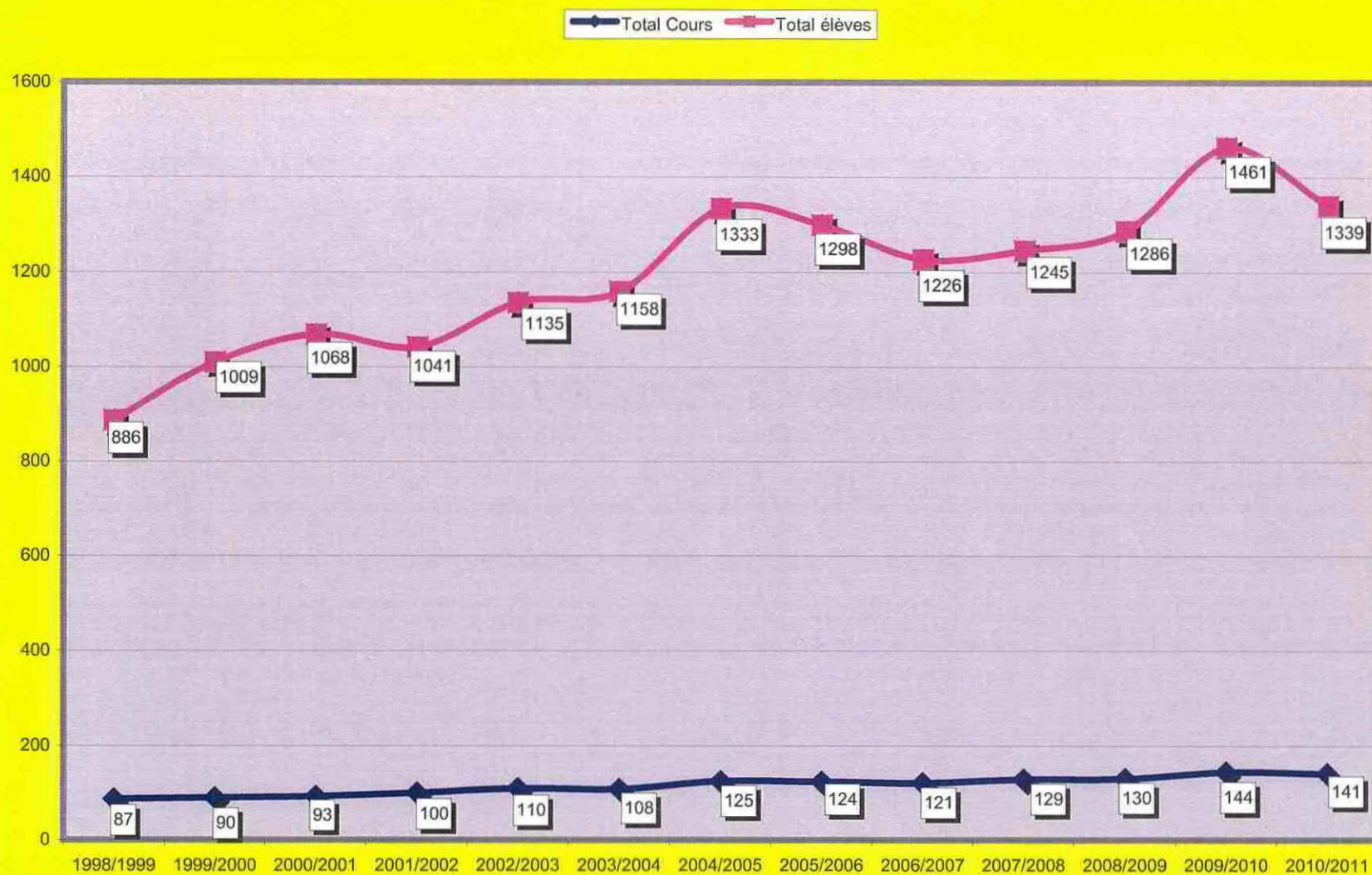
	Echternach	%	Grevenmacher	%	Pétange	%	Wiltz	%
2004/2005								
Résidents	165	16,87%	126	21,47%	306	54,54%	96	64,00%
Non-résidents	813	83,13%	461	78,53%	255	45,45%	54	36,00%
2005/2006								
Résidents	167	16,85%	125	20,80%	306	54,06%	99	62,26%
Non-résidents	824	83,15%	476	79,21%	260	45,94%	60	37,37%
2006/2007								
Résidents	173	19,55%	130	22,07%	307	59,27%	101	53,44%
Non-résidents	712	80,45%	459	77,93%	211	40,73%	88	46,56%
2007/2008								
Résidents	158	19,06%	118	20,38%	311	58,24%	114	54,03%
Non-résidents	671	80,94%	461	79,62%	223	41,76%	97	45,97%
2008/2009								
Résidents	156	19,48%	113	19,06%	338	61,34%	127	57,47%
Non-résidents	645	80,52%	480	80,94%	213	38,66%	94	42,53%
2009/2010								
Résidents	159	18,19%	106	17,29%	331	62,57%	130	54,20%
Non-résidents	715	81,81%	507	82,71%	198	37,43%	110	45,80%
2010/2011								
Résidents	178	19,78%	112	17,45%	315	60,58%	127	52,90%
Non-résidents	722	80,22%	530	82,55%	205	39,42%	113	47,10%

EVOLUTION RESIDENTS/NON-RESIDENTS DANS LES ECOLES DE MUSIQUE



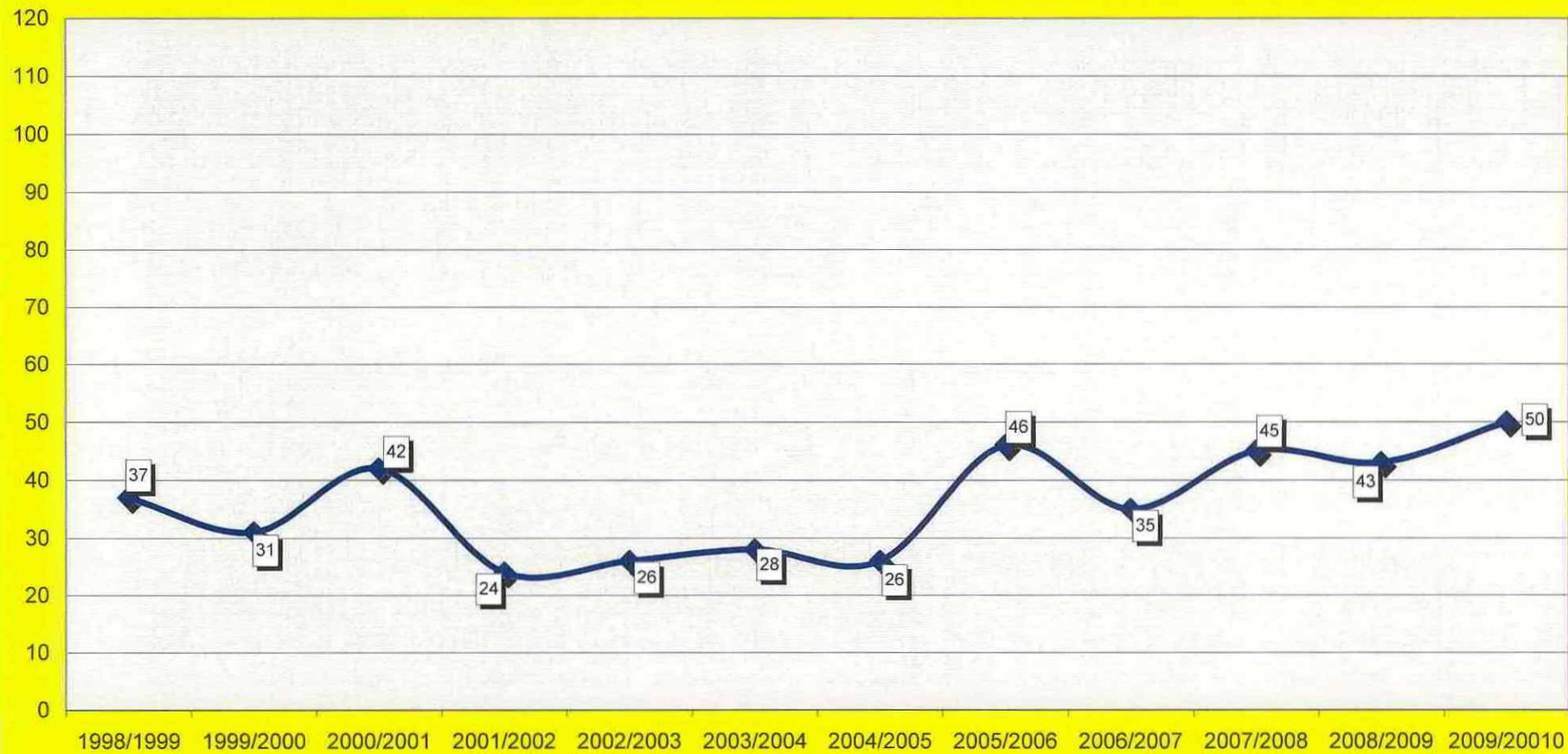
DIVISIONS DE
L'ENSEIGNEMENT
MUSICAL

EVOLUTION DES COURS D'EVEIL MUSICAL DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL



CANDIDATS AYANT OBTENU UN CERTIFICAT OU UN DIPLÔME SUPERIEUR

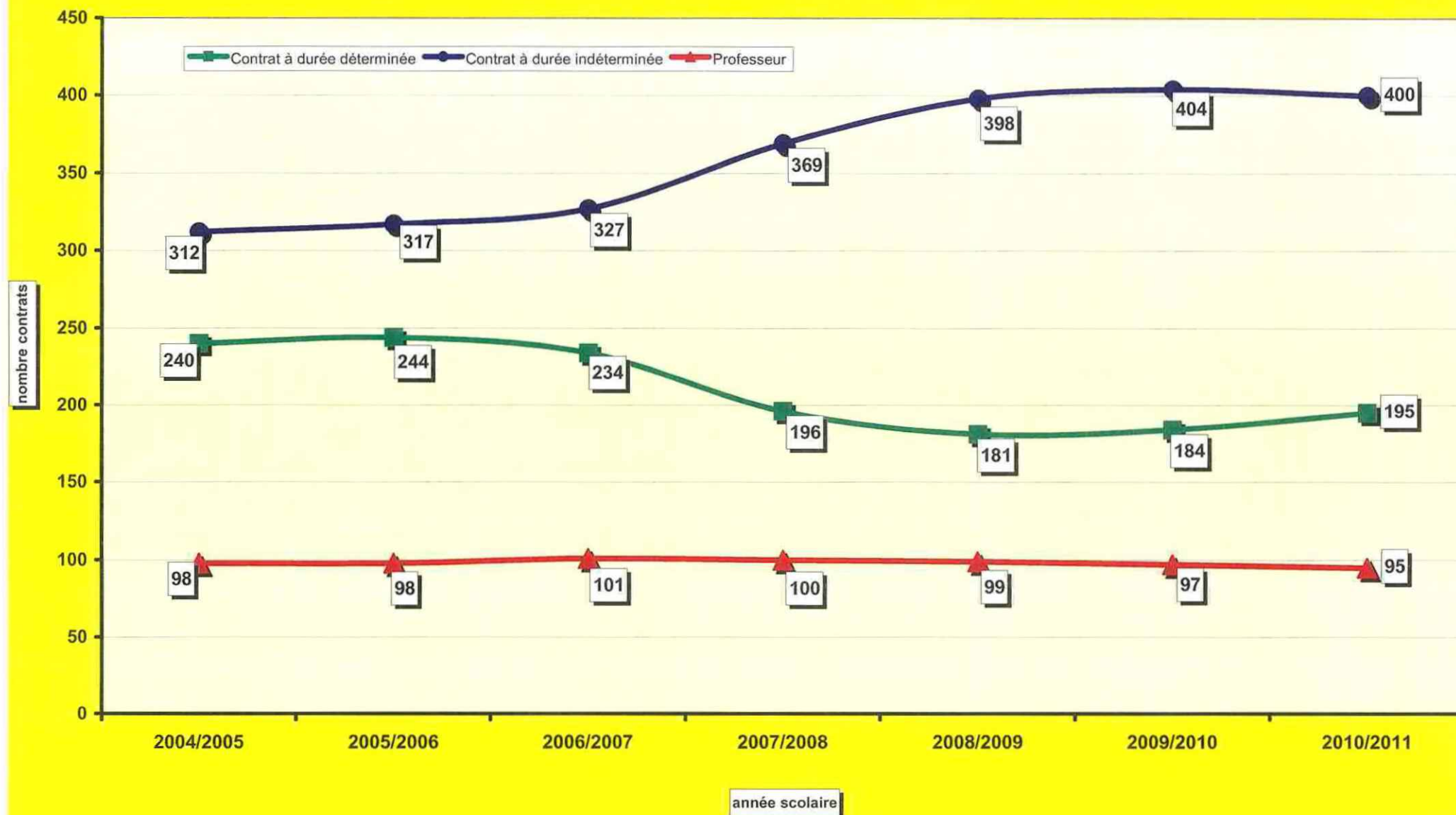
—◆— Nombre de candidats



LES ENSEIGNANTS

CONTRATS
DES ENSEIGNANTS

EVOLUTION DES CONTRATS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

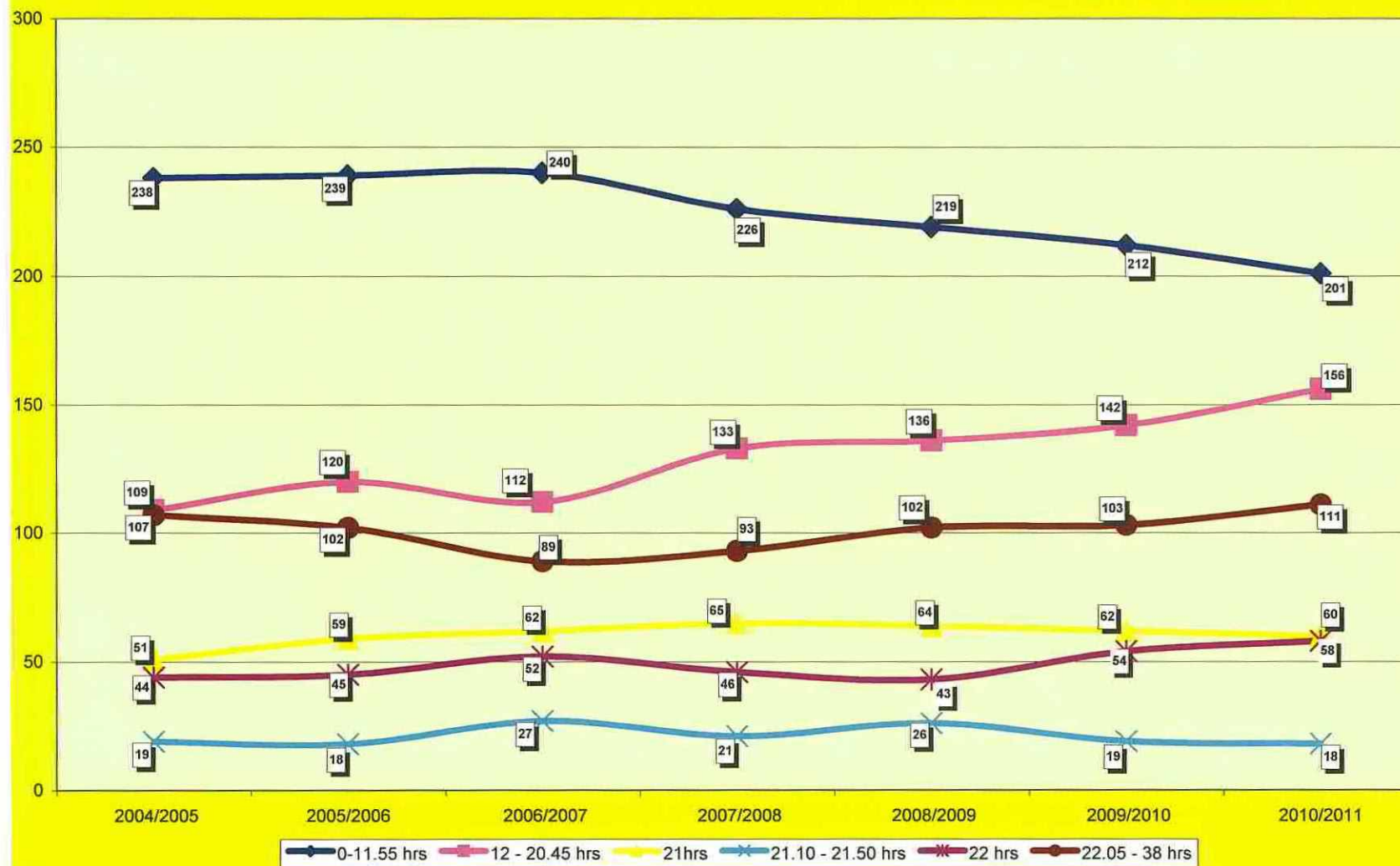


EVOLUTION NOMBRE DE CONTRATS 2004 - 2011

	Contrat à durée déterminée	Contrat à durée indéterminée	Professeur	TOTAL contrats
2004/2005	240	312	98	650
2005/2006	244	317	98	659
2006/2007	234	327	101	662
2007/2008	196	369	100	665
2008/2009	181	398	99	678
2009/2010	184	404	97	685
2010/2011	195	400	95	690

TÂCHES
DES ENSEIGNANTS

EVOLUTION DES TÂCHES DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL



EVOLUTION 2004 - 2011

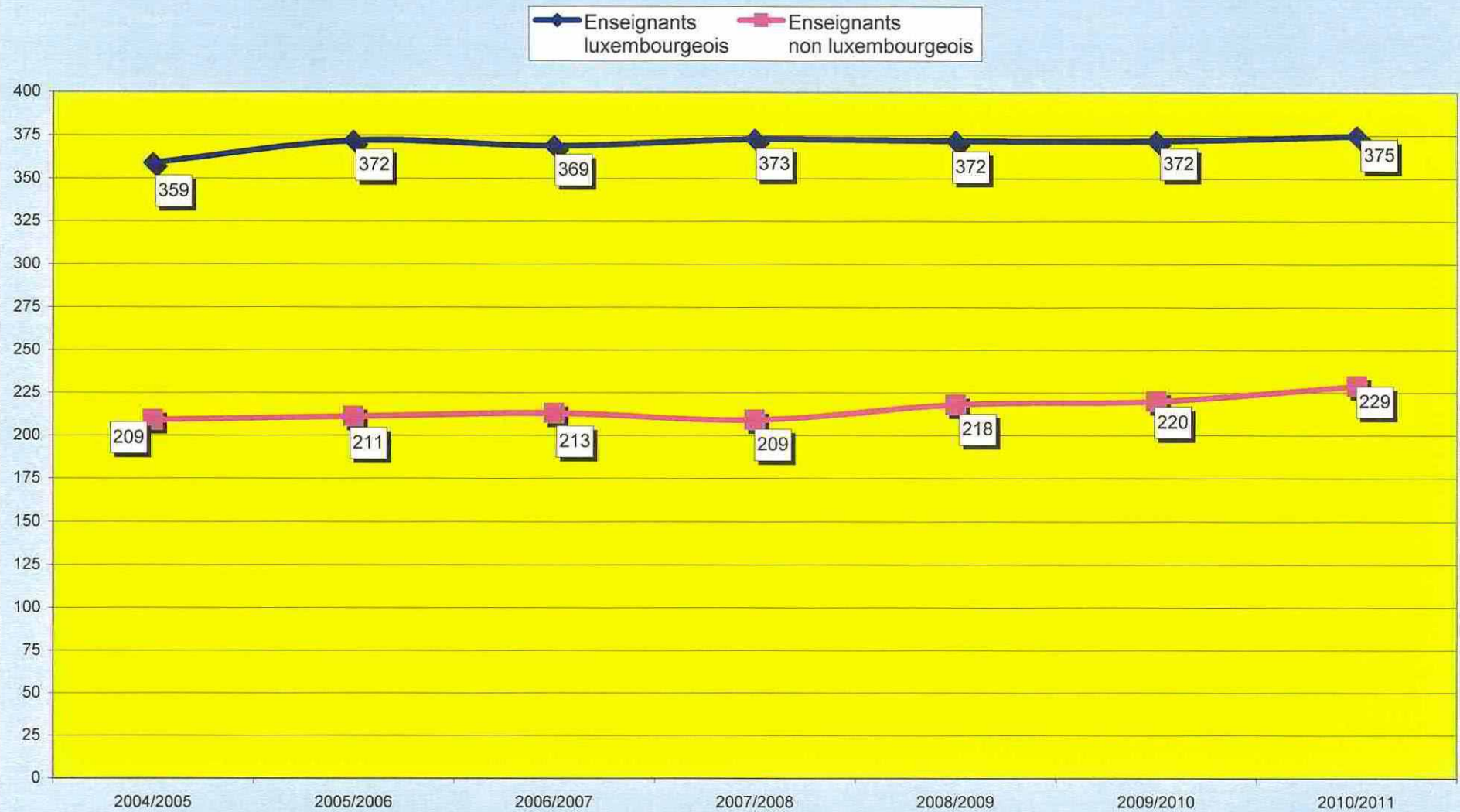
Heures de tâches	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
0-11.55 hrs	238	239	240	226	219	212	201
12 - 20.45 hrs	109	120	112	133	136	142	156
21hrs	51	59	62	65	64	62	60
21.10 - 21.50 hrs	19	18	27	21	26	19	18
22 hrs	44	45	52	46	43	54	58
22.05 - 38 hrs	107	102	89	93	102	103	111
Total	568	583	582	584	590	592	604

NATIONALITÉS
DES ENSEIGNANTS

EVOLUTION 2004 - 2011

Nationalité	Nombre d'enseignants 04/05	Nombre d'enseignants 05/06	Nombre d'enseignants 06/07	Nombre d'enseignants 07/08	Nombre d'enseignants 08/09	Nombre d'enseignants 09/10	Nombre d'enseignants 10/11
Apatride	1	2	1	1	1	1	1
AUTR					1	2	2
B	96	100	101	96	101	99	102
Belarus						1	1
BUL	2	1					
CH	2	1	1	1	1	2	2
CND	2	2	2	3	2	2	2
CHINOISE	1				1	1	1
D	34	30	34	33	33	33	35
DK	1	5	1	1	1	1	1
ES	3	3	2	2	2	1	2
F	30	33	36	37	38	37	37
FIN	1						
GB	1	1					1
HON	5	5	5	5	5	5	5
I	6	4	5	4	4	6	6
IRL	1	1	1	1	1	1	1
JAP				1	1	1	1
Kirgise						1	1
L	359	372	369	373	372	372	375
NL	8	8	8	8	8	8	9
POL	6	6	5	6	5	4	4
PORT			1		1	1	1
ROU	4	3	3	3	4	6	8
RUS		2	4	3	3	3	3
SBR					1	1	1
SLO				1	1	1	
TCH	1	1	1	1	1	1	1
UKR	1	1	1	1	1		
USA	3	2	1	1	1	1	1
Total	568	583	582	582	590	592	604

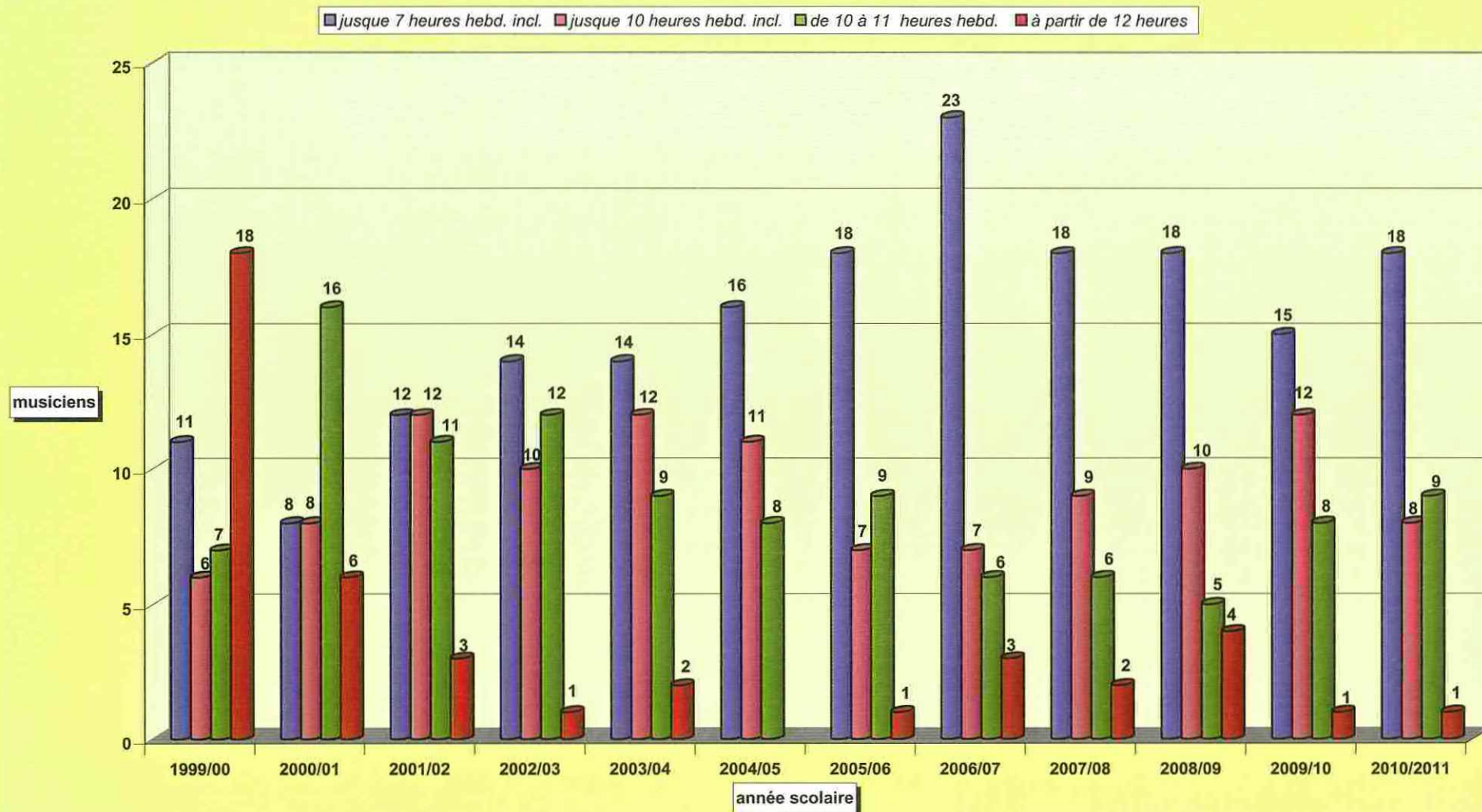
EVOLUTION DES ENSEIGNANTS LUXEMBOURGEOIS/NON LUXEMBOURGEOIS



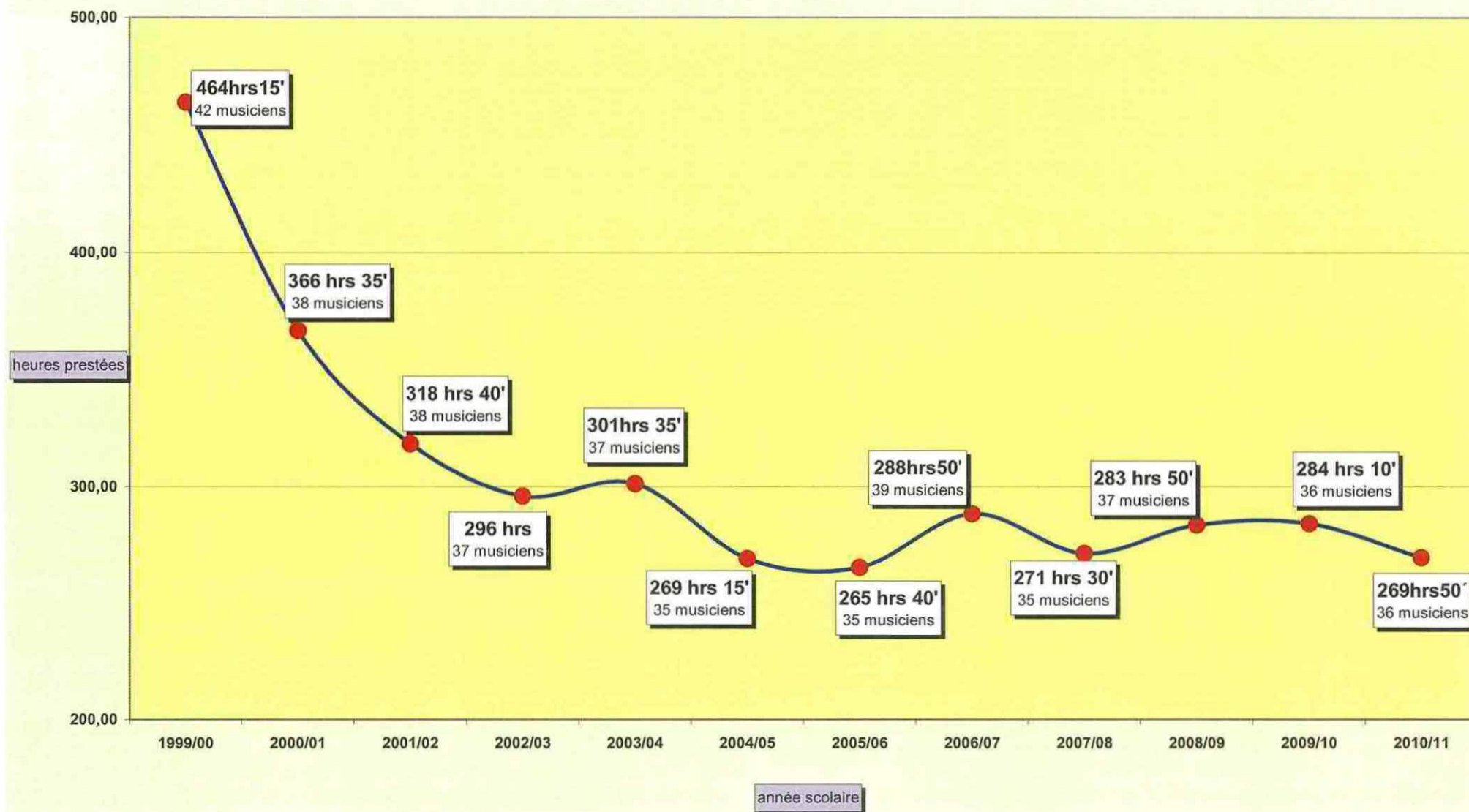
	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Enseignants luxembourgeois	359	372	369	373	372	372	375
Enseignants non luxembourgeois	209	211	213	209	218	220	229

ACTIVITÉS ACCESSOIRES

HEURES PRESTÉES EN ACTIVITÉ ACCESSOIRE DES MUSICIENS DE LA MUSIQUE MILITAIRE

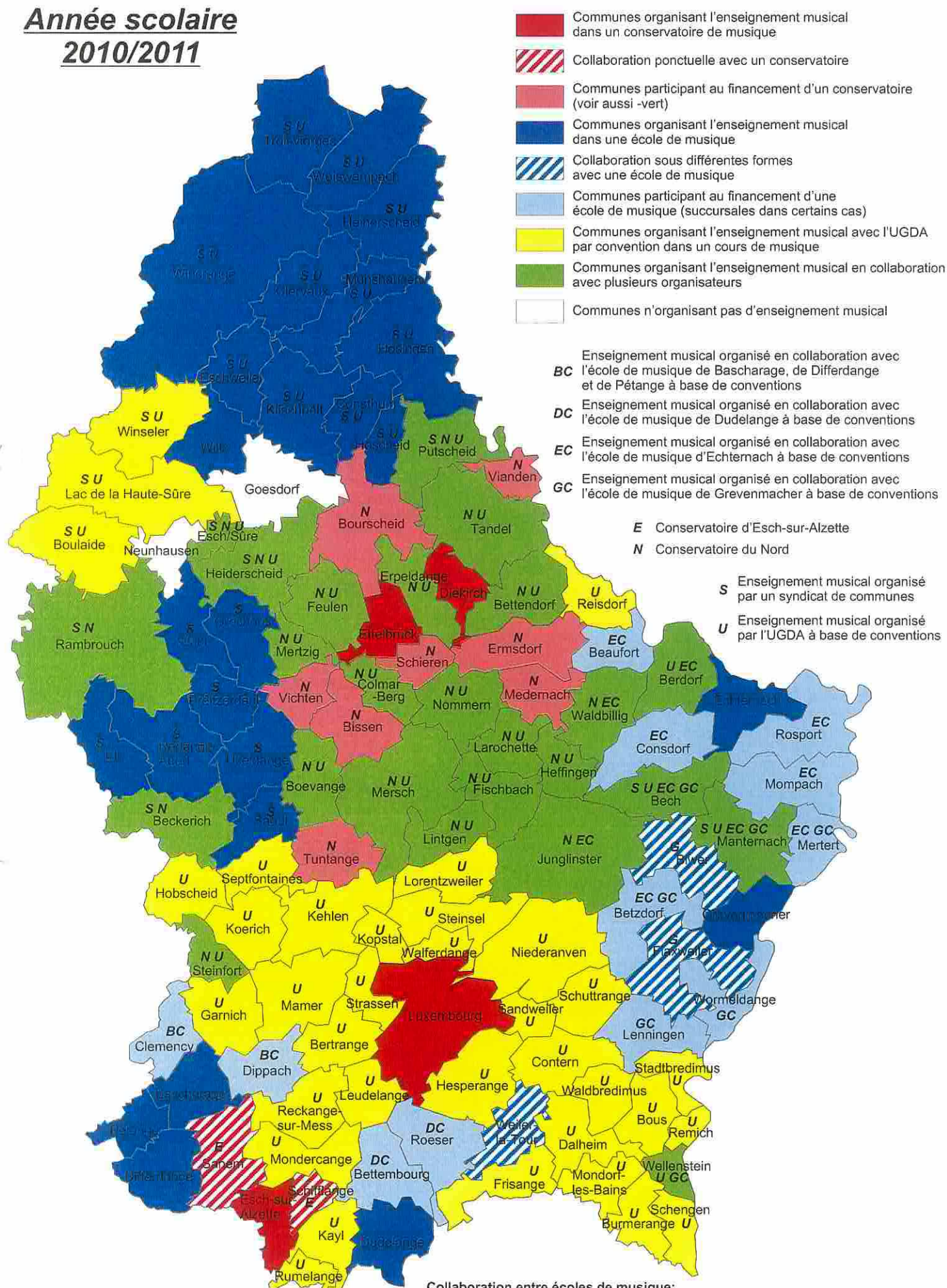


TOTAL HEURES HEBDOMADAIRES EN ACTIVITE ACCESSOIRE DES MUSICIENS DE LA MUSIQUE MILITAIRE



REPARTITION DE
L'ENSEIGNEMENT
MUSICAL SUR
L'ENSEMBLE DU PAYS

Année scolaire
2010/2011



Collaboration entre écoles de musique:

1. Bascharage, Differdange, Pétange
2. Echternach, Grevenmacher

LA RESTITUTION **FINANCIERE**

Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical (en euros)

	Participation financière	Progression en % ¹
pour l'année scolaire 1996/1997 ²	2 850 775,53	
pour l'année scolaire 1997/1998 ³	8 180 486,32	186,96%
pour l'année scolaire 1998/1999	9 919 212,50	21,25%
pour l'année scolaire 1999/2000	10 471 181,44	5,56%
pour l'année scolaire 2000/2001	11 192 000,00	6,88%
pour l'année scolaire 2001/2002	12 112 000,00	8,22%
pour l'année scolaire 2002/2003	13 080 000,00	7,99%
pour l'année scolaire 2003/2004	13 672 000,00	4,53%
pour l'année scolaire 2004/2005	14 734 000,00	7,77%
pour l'année scolaire 2005/2006	16 002 000,00	8,61%
pour l'année scolaire 2006/2007	16 626 000,00	3,90%
pour l'année scolaire 2007/2008	17 358 000,00	4,40%
pour l'année scolaire 2008/2009	18 208 000,00	4,89%
pour l'année scolaire 2009/2010	19 864 000,00	9,09%
pour l'année scolaire 2010/2011 ⁴	20 858 000,00	5,01%
Progression totale en % ⁵		154,98%

¹ Progression chaque année par rapport à l'année précédente

² Dernière année avant la mise en vigueur de la loi

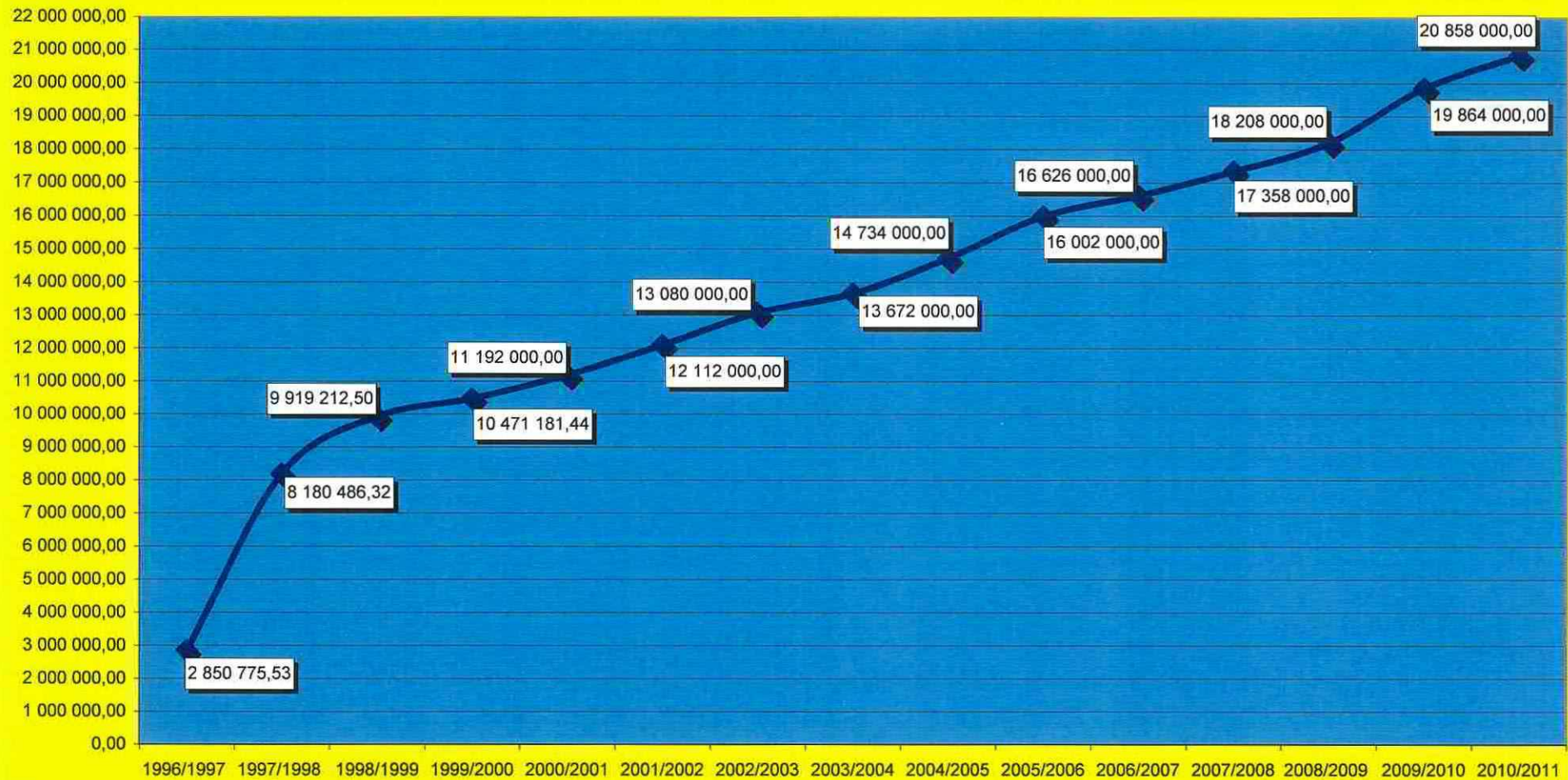
³ 1 trimestre scolaire 1998 d'après la loi du 28 avril 1998

⁴ Budget voté

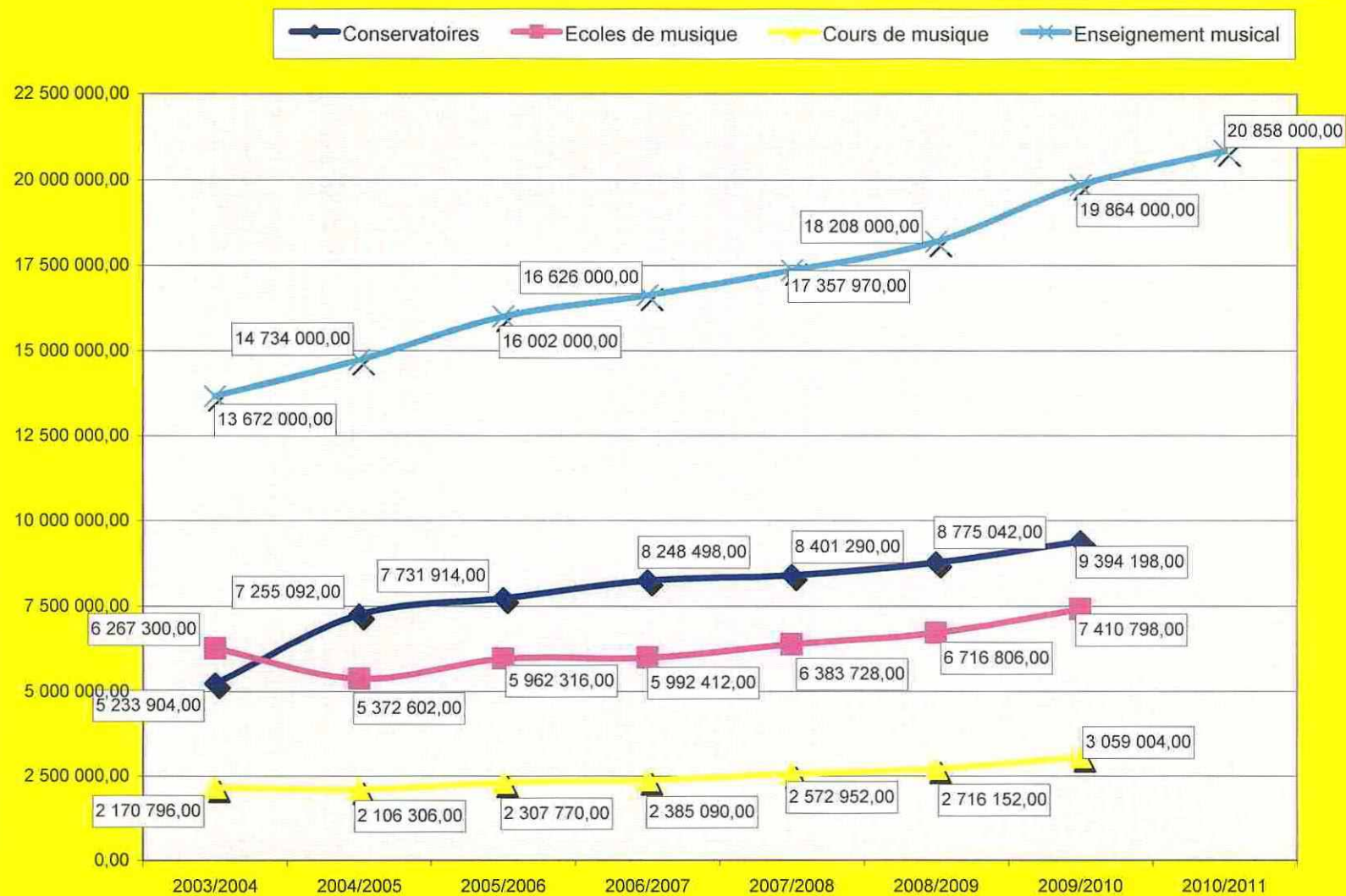
⁵ Progression par rapport à l'année 1997/1998, année de la mise en vigueur de la loi

PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

—◆— Participation financière

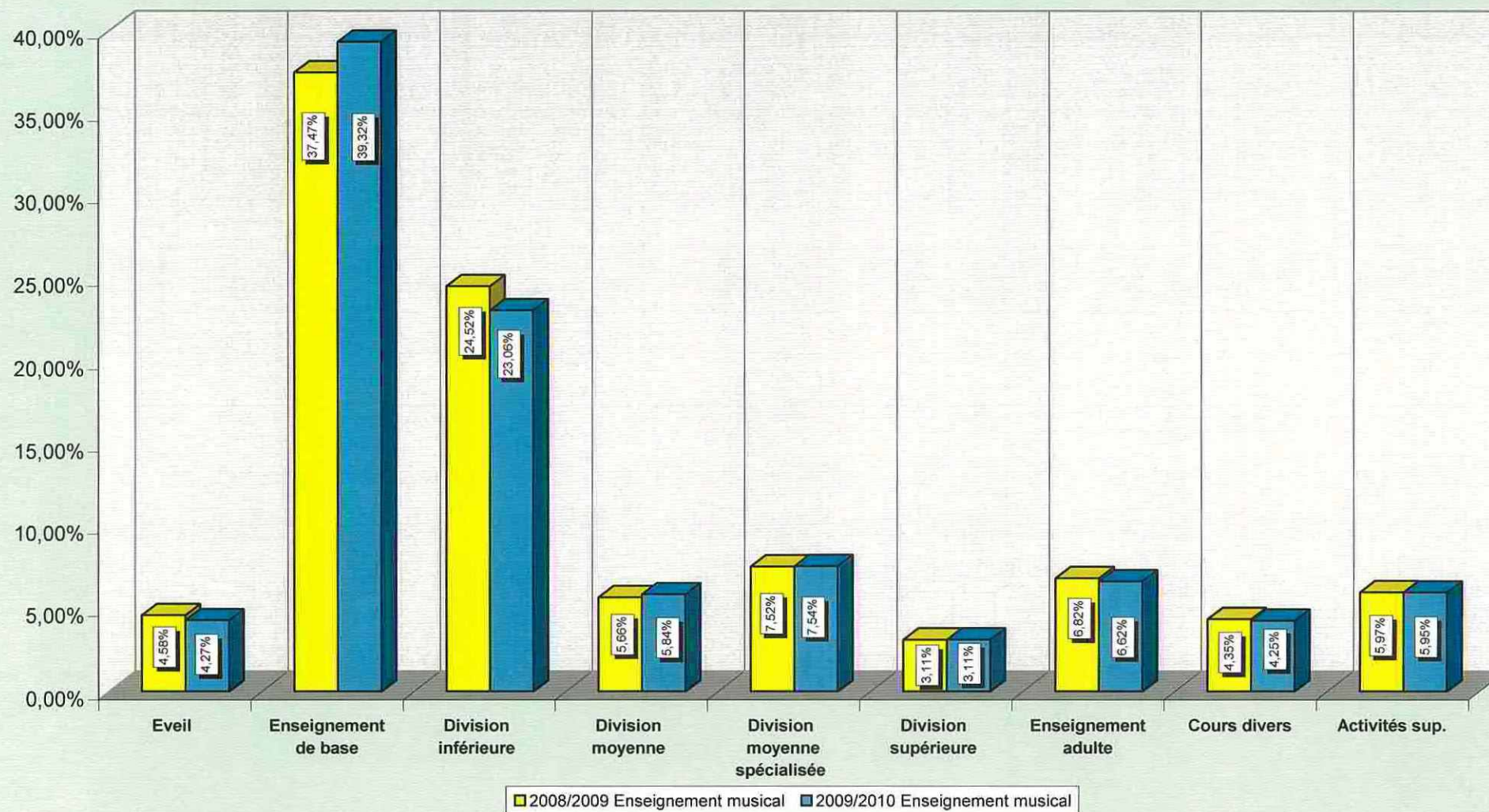


EVOLUTION DE LA RESTITUTION FINANCIERE DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL



L'ENSEIGNEMENT
MUSICAL
LUXEMBOURGEOIS
D'APRÈS LES
DIFFÉRENTES DIVISIONS
DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE
PROPOSÉ POUR UNE
RÉVISION DE LA LOI DE
1998

ENSEIGNEMENT MUSICAL



L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

AU NIVEAU NATIONAL

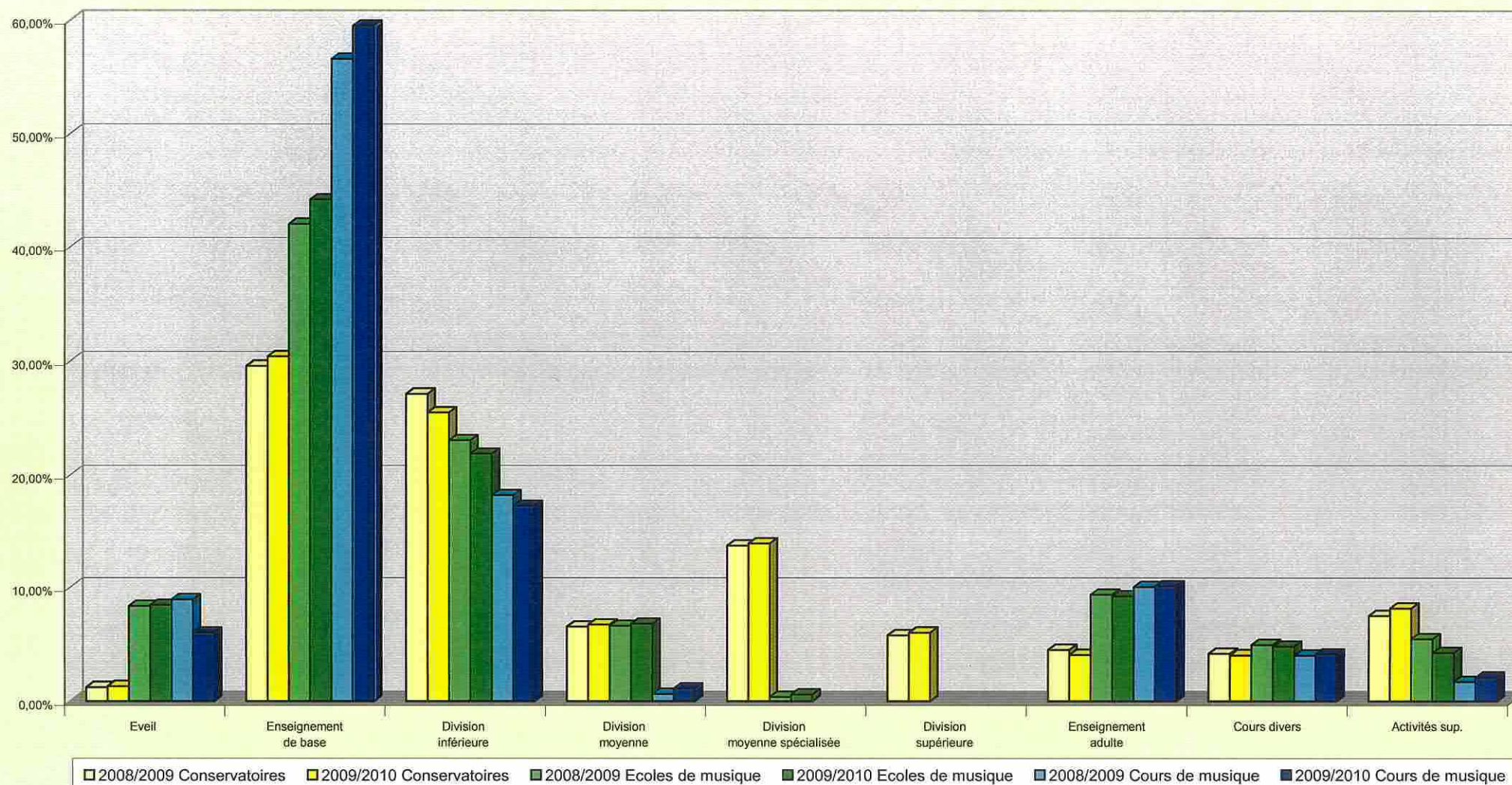
Année scolaire 2008/2009

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
CML	61 697,94	3 344 028,51	3 356 368,10	728 035,73	1 863 277,88	789 733,67	641 658,61	444 225,19	1 110 562,97
CME	5 328,05	1 441 478,67	1 429 369,48	373 447,60	759 004,40	301 761,16	74 108,28	203 434,49	261 074,26
CMN	188 162,37	1 477 792,16	955 960,51	279 851,66	283 838,15	127 966,36	230 020,52	228 824,58	214 074,56
Basch	35 956,12	599 219,69	411 954,36	102 585,00	3 375,47		174 350,47	85 414,12	54 741,35
Clerv	117 954,06	567 517,13	244 785,08	68 826,80			111 387,55	40 128,70	65 543,55
Diff	63 177,88	213 297,79	95 583,55	22 130,70			78 985,52	9 484,59	44 261,40
Dud	242 697,81	893 678,45	576 270,78	133 909,77	36 044,23		115 996,88	49 369,67	136 749,62
Echt	94 819,35	985 622,24	597 611,46	224 821,68	4 241,92		117 526,10	280 715,20	189 888,23
Grev	147 014,62	539 357,45	262 256,38	92 974,70			135 425,34	42 580,85	82 687,59
Pét	75 009,02	593 534,11	291 952,69	60 625,35			100 566,76	14 383,66	52 660,85
Red	204 172,64	511 116,75	250 762,37	87 698,32			228 837,79	54 811,45	31 516,58
Wiltz	40 071,85	241 907,97	91 072,40	11 273,29			81 669,79	22 546,57	3 741,35
Cours de musique	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
Total/division	1 796 004,19	14 707 976,25	9 625 115,41	2 222 601,26	2 949 782,05	1 219 461,19	2 675 722,88	1 707 828,36	2 345 010,27
Pourcentage/ division	4,58%	37,47%	24,52%	5,66%	7,52%	3,11%	6,82%	4,35%	5,97%

Année scolaire 2009/2010

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
CML	60 311,92	3 334 746,60	3 010 067,43	681 022,10	1 961 142,61	881 559,24	613 673,79	425 199,04	1 154 973,28
CME	5 383,98	1 593 658,66	1 444 253,16	423 988,58	710 236,95	311 373,62	29 611,90	207 283,31	349 958,83
CMN	211 477,84	1 559 778,00	987 240,44	325 985,35	296 068,97	84 591,13	218 699,03	220 762,23	233 141,42
Basch	49 989,89	708 477,40	375 786,07	134 455,57	6 895,16		162 036,19	75 846,73	55 161,26
Clerv	80 800,69	573 571,12	291 053,20	80 231,67	3 414,11		131 443,38	31 011,53	73 403,45
Diff	83 168,86	233 456,46	72 955,14	11 672,82			89 005,28	8 754,62	42 313,98
Dud	322 314,24	851 446,79	620 454,91	179 063,47	42 975,23		166 529,02	67 148,80	48 347,14
Echt	174 427,53	1 020 044,01	584 825,23	176 467,61	20 400,88		118 325,10	267 251,53	112 204,84
Grev	140 386,46	676 147,03	242 381,52	116 033,71			121 190,76	47 272,99	87 669,91
Pét	93 405,82	625 300,09	303 568,92	55 351,60			83 027,40	24 216,32	53 621,86
Red	93 351,13	685 706,48	206 221,13	84 864,66			243 561,58	57 707,97	25 459,40
Wiltz	27 427,08	214 388,31	67 882,01	16 456,25			49 368,74	21 255,98	34 283,84
Cours de musique	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89
Total/division	1 722 699,37	15 868 339,73	9 305 146,96	2 354 891,28	3 041 133,91	1 277 523,99	2 669 545,57	1 713 949,22	2 400 930,10
Pourcentage/ division	4,27%	39,32%	23,06%	5,84%	7,54%	3,11%	6,62%	4,25%	5,95%

TYPES (ACTUELS) D'ENSEIGNEMENT



**L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998**

AU NIVEAU DES 3 TYPES (ACTUELS) D'ENSEIGNEMENT

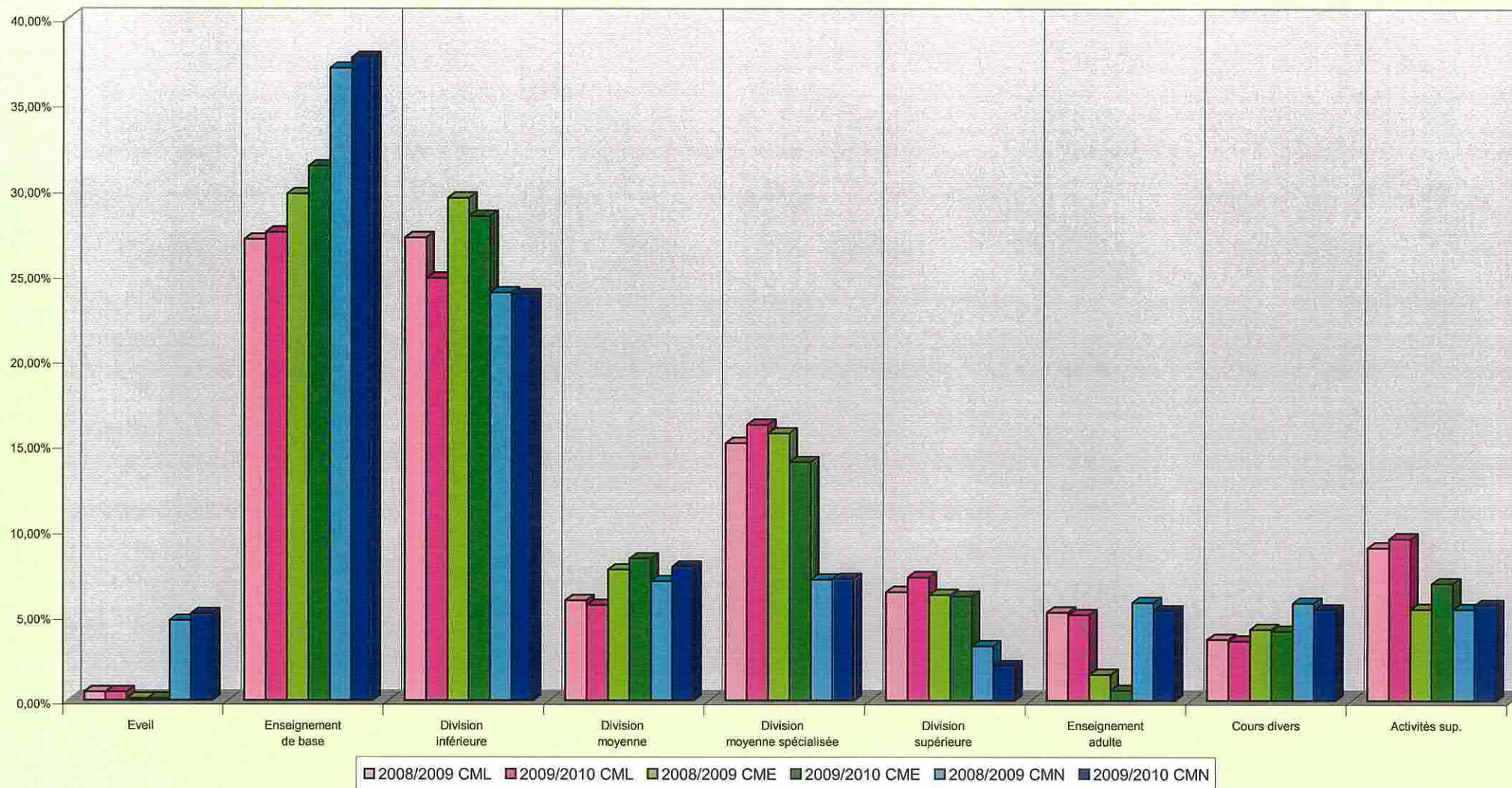
Année scolaire 2008/2009

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
Conservatoires	255 188,36	6 263 299,34	5 741 698,09	1 381 334,99	2 906 120,43	1 219 461,19	945 787,41	876 484,26	1 585 711,79
	1,21%	29,58%	27,12%	6,52%	13,72%	5,76%	4,47%	4,14%	7,49%
Ecoles de musique	1 020 873,35	5 145 251,58	2 822 249,07	804 845,61	43 661,62		1 144 746,20	499 434,81	661 790,52
	8,34%	42,03%	23,05%	6,57%	0,36%		9,35%	4,90%	5,41%
Cours de musique	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
	8,92%	56,58%	18,20%	0,62%			10,03%	3,98%	1,67%

Année scolaire 2009/2010

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
Conservatoires	277 173,74	6 488 183,26	5 441 561,03	1 430 996,03	2 967 448,53	1 277 523,99	861 984,72	853 244,58	1 738 073,53
	1,30%	30,41%	25,50%	6,71%	13,91%	5,99%	4,04%	4,00%	8,15%
Ecoles de musique	1 065 271,70	5 588 537,69	2 765 128,13	854 597,36	73 685,38		1 164 487,45	600 466,47	532 465,68
	8,42%	44,20%	21,87%	6,76%	0,58%		9,21%	4,75%	4,21%
Cours de musique	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89
	5,97%	59,49%	17,24%	1,09%			10,09%	4,08%	2,05%

CONSERVATOIRES



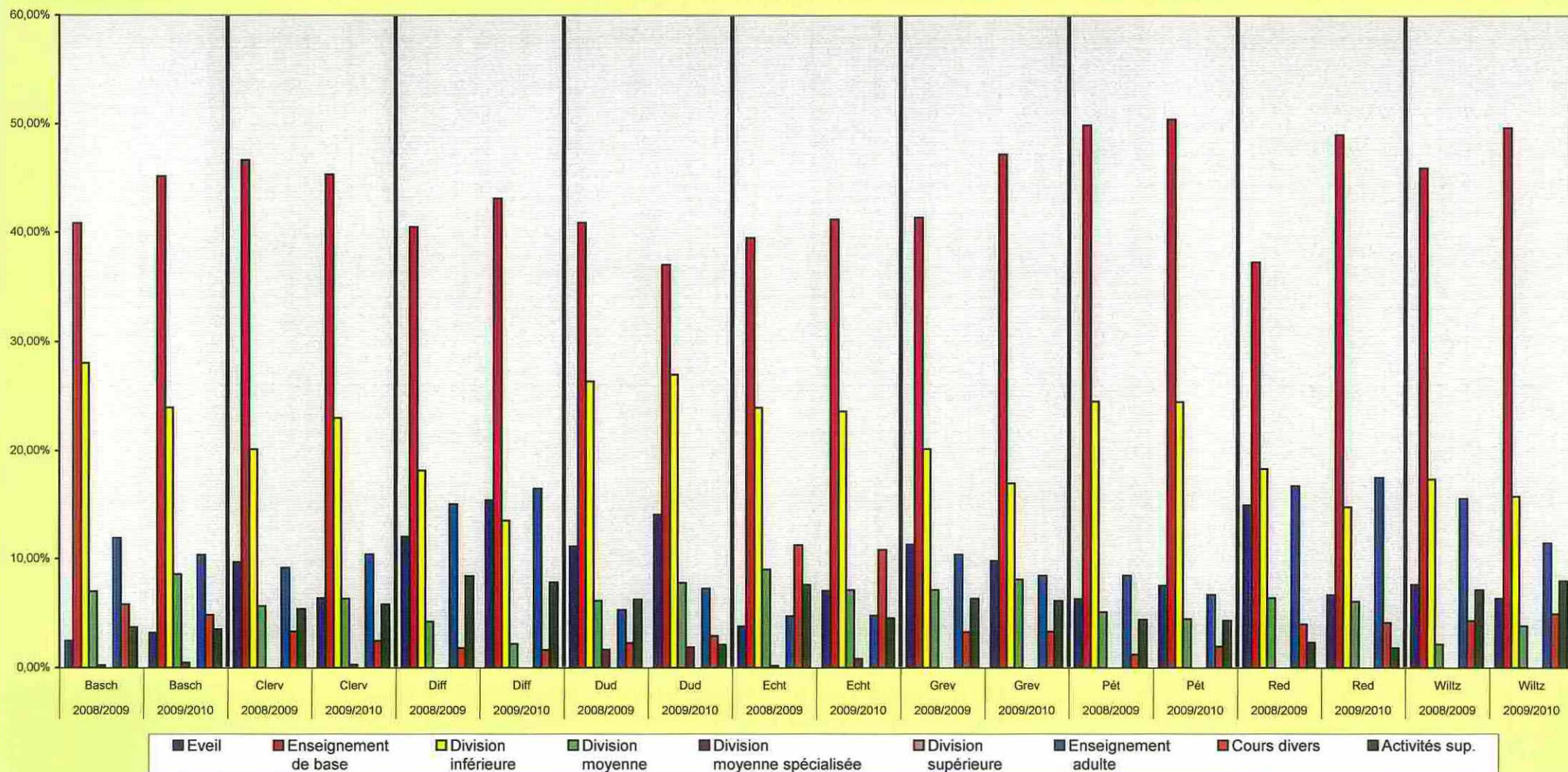
**L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998**

AU NIVEAU DES CONSERVATOIRES

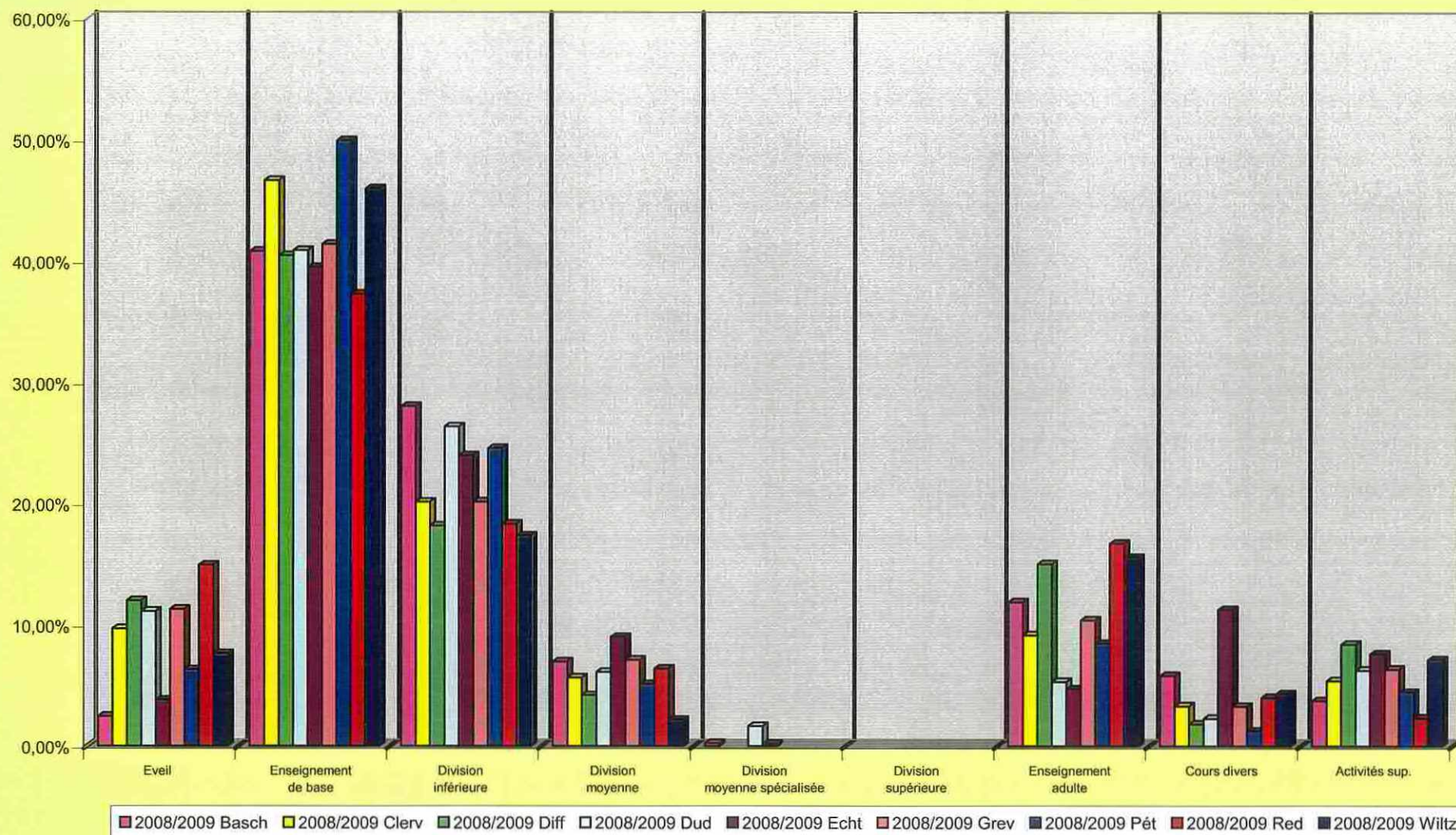
Année scolaire	Conservatoire	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	CML	61 697,94	3 344 028,51	3 356 368,10	728 035,73	1 863 277,88	789 733,67	641 658,61	444 225,19	1 110 562,97
2009/2010	CML	60 311,92	3 334 746,60	3 010 067,43	681 022,10	1 961 142,61	881 559,24	613 673,79	425 199,04	1 154 973,28
2008/2009	CME	5 328,05	1 441 478,67	1 429 369,48	373 447,60	759 004,40	301 761,16	74 108,28	203 434,49	261 074,26
2009/2010	CME	5 383,98	1 593 658,66	1 444 253,16	423 988,58	710 236,95	311 373,62	29 611,90	207 283,31	349 958,83
2008/2009	CMN	188 162,37	1 477 792,16	955 960,51	279 851,66	283 838,15	127 966,36	230 020,52	228 824,58	214 074,56
2009/2010	CMN	211 477,84	1 559 778,00	987 240,44	325 985,35	296 068,97	84 591,13	218 699,03	220 762,23	233 141,42

Année scolaire	Conservatoire	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	CML	0,50%	27,10%	27,20%	5,90%	15,10%	6,40%	5,20%	3,60%	9,00%
2009/2010	CML	0,50%	27,51%	24,83%	5,62%	16,18%	7,27%	5,06%	3,51%	9,53%
2008/2009	CME	0,11%	29,76%	29,51%	7,71%	15,67%	6,23%	1,53%	4,20%	5,39%
2009/2010	CME	0,11%	31,40%	28,45%	8,35%	13,99%	6,13%	0,58%	4,08%	6,89%
2008/2009	CMN	4,72%	37,07%	23,98%	7,02%	7,12%	3,21%	5,77%	5,74%	5,37%
2009/2010	CMN	5,11%	37,70%	23,86%	7,88%	7,16%	2,04%	5,29%	5,34%	5,63%

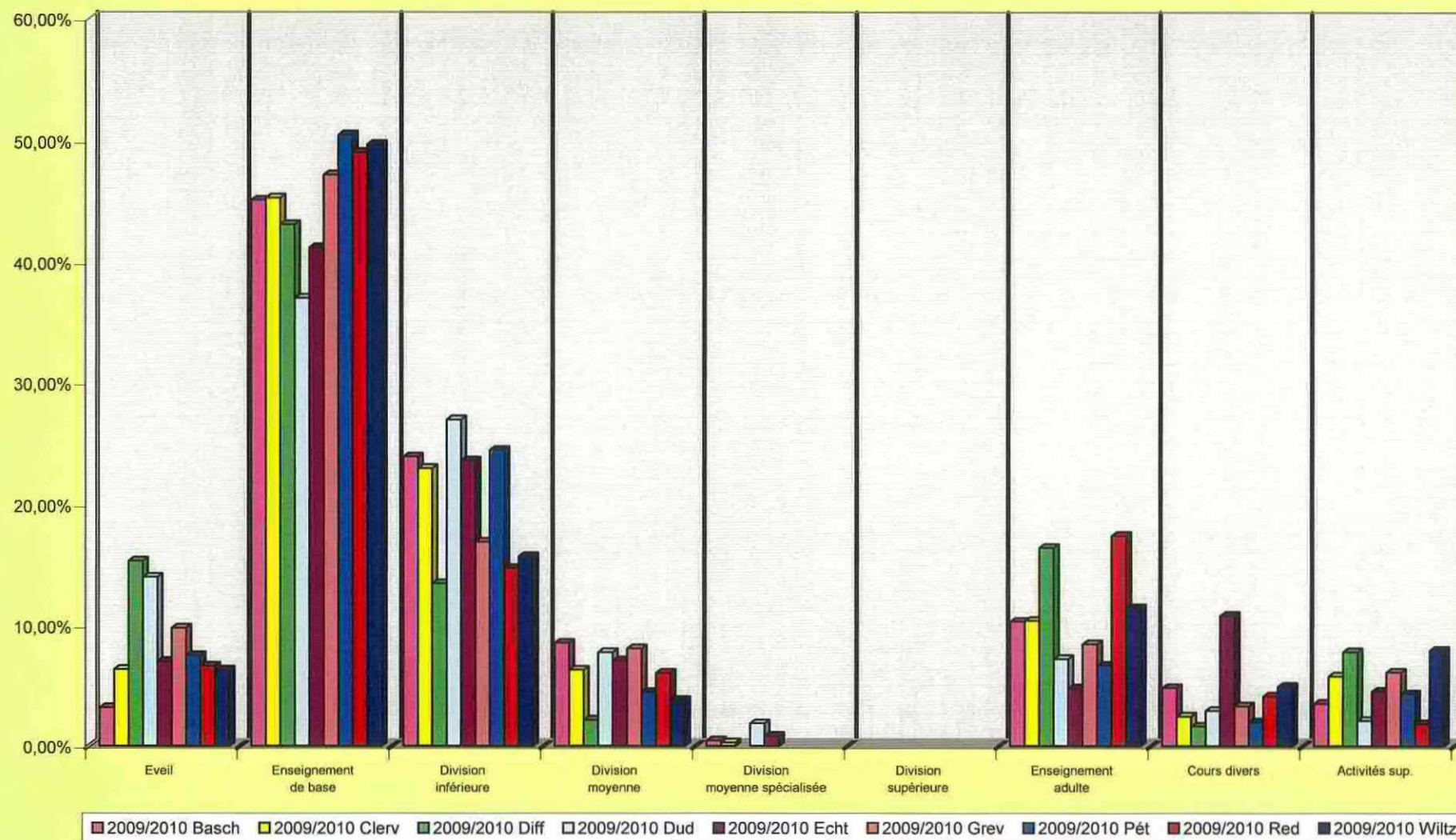
ECOLES DE MUSIQUE 2008/2009 ET 2009/2010



ECOLES DE MUSIQUE 2008/2009



ECOLE DE MUSIQUE 2009/2010



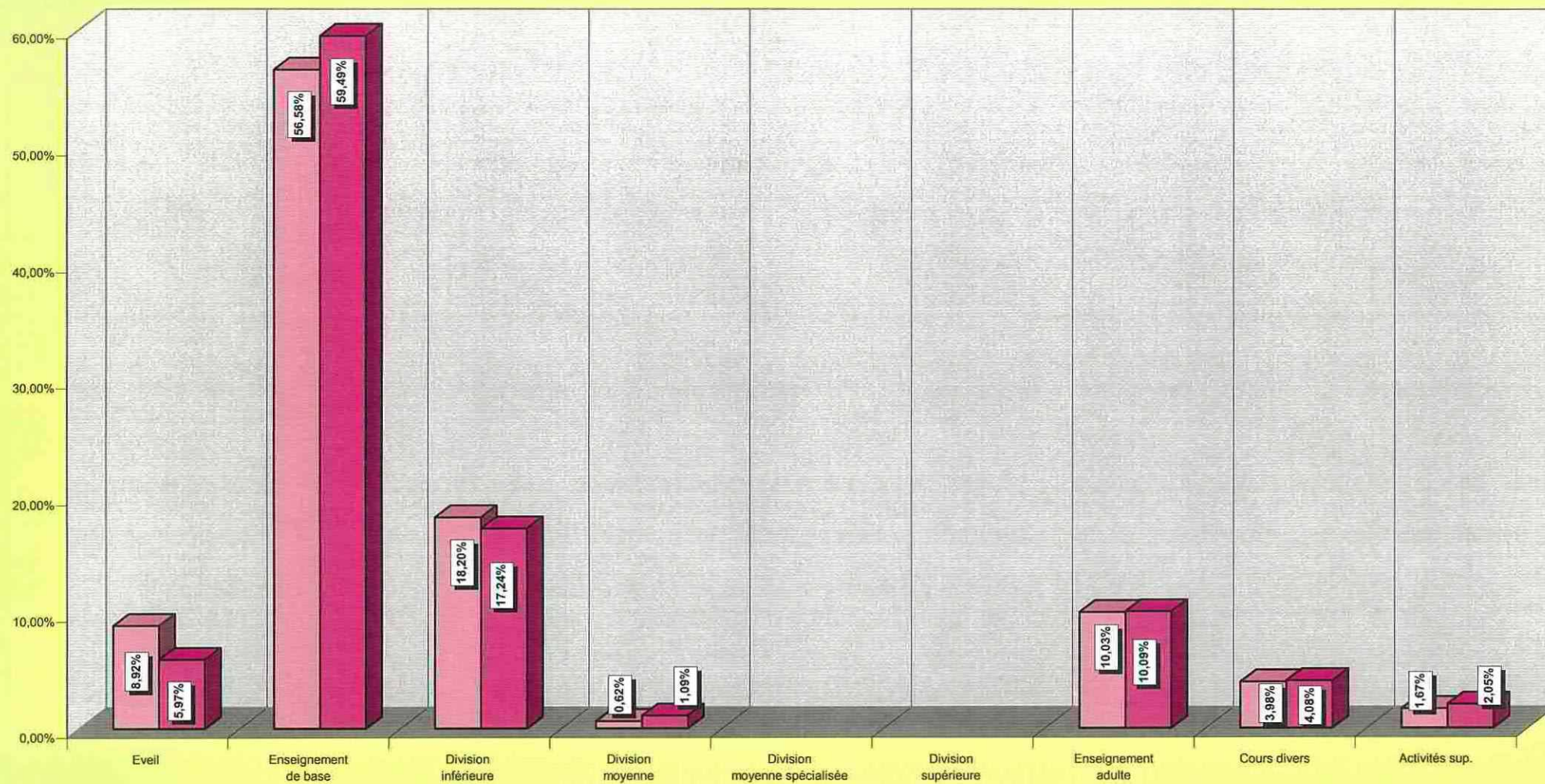
L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

AU NIVEAU DES ECOLES DE MUSIQUE

Année scolaire	Ecoles de musique	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	Basch	35 956,12	599 219,69	411 954,36	102 585,00	3 375,47		174 350,47	85 414,12	54 741,35
2009/2010	Basch	49 989,89	708 477,40	375 786,07	134 455,57	6 895,16		162 036,19	75 846,73	55 161,26
2008/2009	Clerv	117 954,06	567 517,13	244 785,08	68 826,80			111 387,55	40 128,70	65 543,55
2009/2010	Clerv	80 800,69	573 571,12	291 053,20	80 231,67	3 414,11		131 443,38	31 011,53	73 403,45
2008/2009	Diff	63 177,88	213 297,79	95 583,55	22 130,70			78 985,52	9 484,59	44 261,40
2009/2010	Diff	83 168,86	233 456,46	72 955,14	11 672,82			89 005,28	8 754,62	42 313,98
2008/2009	Dud	242 697,81	893 678,45	576 270,78	133 909,77	36 044,23		115 996,88	49 369,67	136 749,62
2009/2010	Dud	322 314,24	851 446,79	620 454,91	179 063,47	42 975,23		166 529,02	67 148,80	48 347,14
2008/2009	Echt	94 819,35	985 622,24	597 611,46	224 821,68	4 241,92		117 526,10	280 715,20	189 888,23
2009/2010	Echt	174 427,53	1 020 044,01	584 825,23	176 467,61	20 400,88		118 325,10	267 251,53	112 204,84
2008/2009	Grev	147 014,62	539 357,45	262 256,38	92 974,70			135 425,34	42 580,85	82 687,59
2009/2010	Grev	140 386,46	676 147,03	242 381,52	116 033,71			121 190,76	47 272,99	87 669,91
2008/2009	Pét	75 009,02	593 534,11	291 952,69	60 625,35			100 566,76	14 383,66	52 660,85
2009/2010	Pét	93 405,82	625 300,09	303 568,92	55 351,60			83 027,40	24 216,32	53 621,86
2008/2009	Red	204 172,64	511 116,75	250 762,37	87 698,32			228 837,79	54 811,45	31 516,58
2009/2010	Red	93 351,13	685 706,48	206 221,13	84 864,66			243 561,58	57 707,97	25 459,40
2008/2009	Wiltz	40 071,85	241 907,97	91 072,40	11 273,29			81 669,79	22 546,57	3 741,35
2009/2010	Wiltz	27 427,08	214 388,31	67 882,01	16 456,25			49 368,74	21 255,98	34 283,84

Année scolaire	Ecoles de musique	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	Basch	2,45%	40,83%	28,07%	6,99%	0,23%		11,88%	5,82%	3,73%
2009/2010	Basch	3,19%	45,16%	23,96%	8,57%	0,44%		10,33%	4,84%	3,52%
2008/2009	Clerv	9,70%	46,67%	20,13%	5,66%			9,16%	3,30%	5,39%
2009/2010	Clerv	6,39%	45,34%	23,01%	6,34%	0,27%		10,39%	2,45%	5,80%
2008/2009	Diff	11,99%	40,48%	18,14%	4,20%			14,99%	1,80%	8,40%
2009/2010	Diff	15,36%	43,13%	13,48%	2,16%			16,44%	1,62%	7,82%
2008/2009	Dud	11,11%	40,91%	26,38%	6,13%	1,65%		5,31%	2,26%	6,26%
2009/2010	Dud	14,02%	37,05%	27,00%	7,79%	1,87%		7,25%	2,92%	2,10%
2008/2009	Echt	3,80%	39,50%	23,95%	9,01%	0,17%		4,71%	11,25%	7,61%
2009/2010	Echt	7,05%	41,23%	23,64%	7,13%	0,82%		4,78%	10,80%	4,54%
2008/2009	Grev	11,29%	41,42%	20,14%	7,14%			10,40%	3,27%	6,35%
2009/2010	Grev	9,81%	47,25%	16,94%	8,11%			8,47%	3,30%	6,13%
2008/2009	Pét	6,31%	49,93%	24,56%	5,10%			8,46%	1,21%	4,43%
2009/2010	Pét	7,54%	50,49%	24,51%	4,47%			6,70%	1,96%	4,33%
2008/2009	Red	14,90%	37,30%	18,30%	6,40%			16,70%	4,00%	2,30%
2009/2010	Red	6,68%	49,09%	14,76%	6,08%			17,44%	4,13%	1,82%
2008/2009	Wiltz	7,62%	45,99%	17,32%	2,15%			15,53%	4,29%	7,14%
2009/2010	Wiltz	6,36%	49,73%	15,75%	3,82%			11,45%	4,93%	7,95%

COURS DE MUSIQUE



■ 2008/2009 cours de musique ■ 2009/2010 cours de musique

**L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT
SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998**

AU NIVEAU DES COURS DE MUSIQUE

Année scolaire		Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	Cours de musique	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
2009/2010	Cours de musique	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89

Année scolaire		Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	Cours de musique	8,92%	56,58%	18,20%	0,62%			10,03%	3,98%	1,67%
2009/2010	Cours de musique	5,97%	59,49%	17,24%	1,09%			10,09%	4,08%	2,05%